



ÉVALUATION DU PAM



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM pour Sénégal 2018-2022

Rapport d'évaluation centralisée – Volume II Annexes

OEV/2020/017
Bureau de l'évaluation

Octobre 2023

Remerciements

L'équipe d'évaluation externe tient à remercier vivement Filippo Pompili, responsable de l'évaluation, et Aboh Anyangwe, analyste de recherche, du Bureau de l'évaluation du PAM pour leur soutien tout au long du processus d'évaluation, ainsi que Fatiha Terki, Directrice pays et représentante du PAM, Olivier Flament, Directeur adjoint pays et chef des programmes du PAM au Sénégal, sans oublier leurs nombreux collègues au siège, au bureau régional, bureau de pays et bureaux auxiliaires.

Nous souhaitons également remercier l'ensemble des personnes ayant fourni des informations, au niveau des instances gouvernementales et des organisations non-gouvernementales, multilatérales et bilatérales, de même que les bénéficiaires des différentes activités, qui ont généreusement donné de leur temps et offert leurs conseils durant le processus d'évaluation.

Avertissement

Les opinions exprimées sont celles des membres de l'équipe d'évaluation, et ne reflètent pas nécessairement celles du Programme alimentaire mondial. Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées ci-après. La publication de ce document ne sous-entend en aucun cas que le Programme alimentaire mondial (PAM) approuve les opinions exprimées.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou mers territoriales, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Crédit photographique: WFP/Evelyn Fey

Personnel clé de l'évaluation

BUREAU DE L'ÉVALUATION

Filippo Pompili	Gestionnaire de l'évaluation
Michael Carbon	Fonctionnaire principal d'évaluation, assurance qualité
Aboh Anyangwe	Spécialiste du suivi-évaluation
Anne-Claire Luzot	Directrice d'évaluation

ÉQUIPE D'ÉVALUATION EXTERNE

Frédéric Dévé	Chef de l'équipe d'évaluation
Camille Éric Kouam	Consultant senior, nutritionniste, sous-chef d'équipe
Fatima Laanouni	Consultante senior, économiste, spécialiste protection sociale et genre
Imogen Mullett	Gestionnaire des contrats et chargée de recherches
Ndeye Seynabou Diouf	Consultante nationale, économiste, ingénieure
Bassirou Diagne	Consultant national, économiste, ingénieur
Kéwé Kané	Consultante nationale, ingénieure agronome
Max Hennion	Responsable assurance qualité

Table des matières

Annexe 1 : Résumé des termes de référence	1
Annexe 2 : Calendrier de l'évaluation	4
Annexe 3 : Méthodologie	6
Annexe 4 : Matrice d'évaluation	28
Annexe 5 : Outils de collecte de données	79
Annexe 6 : Calendrier des activités de terrain	112
Annexe 7 : Cartographie des constatations, des conclusions et des recommandations ...	114
Annexe 8 : Aperçu des informateurs clés	123
Annexe 9 : Bibliographie.....	135
Annexe 10 : Présentation quantitative de la performance du PSP.....	140
Annexe 11 : Informations et analyses supplémentaires.....	166

Liste des figures

Figure 1 : Evolution de la proportion du NBP par EDS.....	141
Figure 2: Contributions des principaux bailleurs par niveau de pré-allocation, 2019-2023	142
Figure 3: Bénéficiaires assistés par sexe, avec le taux d'atteinte du total des bénéficiaires ciblé (F/M), 2018-2022.....	143
Figure 4: Bénéficiaires par EDS et par modalité, 2018-2022	146
Figure 5: Répartition des bénéficiaires ciblés et atteints par modalité, 2018-2022	147
Figure 6: Rapidité de l'allocation par catégorie de bourse (SN02) 2018-2022	153
Figure 7: Rapidité de l'allocation des bourses d'activités (SN02) 2018-2022.....	154
Figure 8: Types de parties prenantes ayant répondu à l'enquête.....	159
Figure 9 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de digues de maîtrise des crues construites (D1.1.110), 2019-2021	177
Figure 10 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de digues de maîtrise des crues rétablies (D1.1.152), 2019-2021	177
Figure 11 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de diguettes rétablies (D1.43), 2019-2021	178
Figure 12 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Surfaces cultivées avec l'appui de EDS3 (D1.8), 2019-2021 ..	178
Figure 12 : EDS3, Activité 5 – FFA - Reforestation : Nombre de plants de pépinières produits (D1.98) 2018-2021	179
Figure 13 : EDS 3, Activité 5 – Nombre de personnes ayant reçu des informations sur les risques climatiques via communication directe (Téléphone ou face-à-face) (G.8*.4), 2019-2021	180
Figure 14 : EDS 3, Activité 5 – Nombre de personnes ayant écouté les programmes radio d'information sur les risques climatiques et les bonnes pratiques culturelles (G.8*5), 2020-2021	180
Figure 16 : EDS3, Activité 5 – Nombre de participants aux initiatives d'inclusion financière (G4*1) 2020-2021	180
Figure 17 : Primes d'assurance CNAAS collectées (en USD) par le PAM à travers les PC et GIE 2019-2021	181

Liste des tableaux

Tableau 1 : Résumé des problèmes d'évaluabilité identifiés et des mesures de mitigation.....	6
Tableau 2 : Forces et faiblesses des transferts monétaires, 2019-2023	19
Tableau 3 : Forces et faiblesses de la nutrition, 2019-2023.....	20
Tableau 4 : Forces et faiblesses des cantines scolaires, 2019-2023	20
Tableau 5 : Forces et faiblesses des activités de résilience, 2019-2023	21

Tableau 6 : Hypothèses de la TdC.....	21
Tableau 7: Guide d'entretien - parties prenantes du PAM du BP à Dakar.....	80
Tableau 8: Guide d'entretien - parties prenantes du PAM aux sous-bureaux.....	89
Tableau 9: Guide d'entretien - donateurs.....	93
Tableau 10: Guide d'entretien - parties prenantes des services gouvernementaux centralisés.....	96
Tableau 11: Guide d'entretien - parties prenantes des services gouvernementaux décentralisés.....	99
Tableau 12: Guide d'entretien – partenaires ONU.....	103
Tableau 13: Guide d'entretien - partenaires coopérants.....	107
Tableau 14: Guide de discussions en groupe – bénéficiaires.....	111
Tableau 15 : Résumé de l'échantillon pour la collecte de données de terrain.....	115
Tableau 16 : Calendrier résumé de la mission de collecte de données.....	115
Tableau 17: Situation financière annuelle, 2019.....	152
Tableau 18 : Répartition du NBP par activité.....	153
Tableau 19 : Contributions au NBP par donateur, 2019-2023.....	154
Tableau 20: Bénéficiaires ciblés et atteint par année et sexe, 2018-2022.....	155
Tableau 21 : Bénéficiaires ciblés et atteints par sexe et par activité.....	156
Tableau 22 : Bénéficiaires par activité et par modalité, 2018-2022.....	157
Tableau 23 : Présentation des indicateurs des Effets directs stratégiques EDS1 et EDS2.....	160
Tableau 24 : Présentation des indicateurs des Effets directs stratégiques EDS3 et EDS4.....	161
Tableau 25 : Présentation des indicateurs des Effets directs stratégiques EDS5 et EDS6.....	162
Tableau 26 : Récapitulatif des indicateurs transversaux.....	163
Tableau 27 : Rapidité de l'allocation des bourses du PSP (SN02), 2018-2022 (Nombre moyen de mois entre la date de validité de la bourse et la date d'allocation).....	164
Tableau 28 : Situation cumulative financière, 2019-2022 (08.07.22).....	166
Tableau 29 : Dépenses 2018.....	167
Tableau 30 : Dépenses 2019.....	168
Tableau 31 : Dépenses 2020.....	168
Tableau 32: Dépenses 2021.....	169
Tableau 33: Dépenses 2022 (jusqu'à fin juin/six mois).....	169
Tableau 34 : Suivi des évaluations antérieures du PAM.....	179
Tableau 35: Alignement du PSPI et du PSP sur les axes stratégiques du PSE.....	186
Tableau 35 : Alignement du PSPI et du PSP sur les axes stratégiques du PNUAD 2019-2023.....	187
Tableau 36 : Indicateurs sur l'affiliation des agriculteurs, au niveau national, à un mécanisme de couverture des risques agricoles.....	194

Annexe 1 : Résumé des termes de référence

Évaluation du plan stratégique de pays du PAM pour le Sénégal

2019-2023

Résumé des termes de référence

Les évaluations des plans stratégiques de pays (PSP) portent sur la totalité des activités menées par le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un pays et pendant une période donnée. Leur objectif est double : 1) collecter des éléments de preuve et des enseignements concernant la performance des décisions stratégiques du PAM à l'échelle du pays, particulièrement en vue d'élaborer le prochain PSP ; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM.

Sujet et orientation de l'évaluation

Le **Plan Stratégique de pays pour le Sénégal (2019-2023)** prévoyait initialement une stratégie s'inscrivant dans la continuité du cadre de programmation du PSP provisoire de transition (PSPP-T) de 2018, ayant comme principales directions stratégiques i) un soutien au développement des capacités nationales en vue de transférer les programmes nutritionnels et d'alimentation scolaires au gouvernement; ii) un renforcement de la capacité d'adaptation des populations vulnérables et des capacités nationales de préparation et réponse aux urgences; iii) un soutien à l'amélioration du registre national unique des filets sociaux ; iv) une collaboration avec le secteur privé pour promouvoir les achats locaux d'aliments de qualité auprès des petits exploitants agricoles et contribuer au développement des chaînes de valeur alimentaires ; v) une meilleure intégration de ses activités en cohérence et en complémentarité avec celles de ses partenaires pour maximiser les synergies.

À la suite du déclenchement de la pandémie de COVID-19, le PSP a subi deux révisions budgétaires (RB) en 2020, qui ont introduit deux nouveaux Effets Directs Stratégiques (EDS) axés sur la réponse aux crises.

En janvier 2022, le PSP n'avait atteint que 40 pour cent de financement du plan d'estimation des besoins, soit 42,9 millions USD sur les 105,9 millions budgétés pour le PSP dans la deuxième révision budgétaire. À la même date, le PSP ciblait un total de 1.56 million de bénéficiaires sur les cinq années.

L'évaluation mesurera les contributions apportées par le PAM aux EDS du PSP, en déterminant les relations de cause à effet susceptibles d'unir les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, le contexte opérationnel et les changements observés au niveau des effets directs, y compris inattendus.

L'évaluation sera fondée sur les critères d'évaluation standard du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficacités, la cohérence, la durabilité, l'interdépendance et la couverture des activités. Elle sera également axée sur le respect des principes humanitaires, d'égalité des sexes, de protection et de redevabilité envers les populations affectées.

Objectifs et parties prenantes de l'évaluation

Les évaluations du PAM servent le double objectif de redevabilité et d'apprentissage. L'évaluation fournira l'occasion de tirer des enseignements à l'échelle nationale, régionale et institutionnelle. Le bureau de pays du PAM et ses parties prenantes sont les principaux utilisateurs des constatations et des recommandations de l'évaluation, lesquelles éclaireront la conception du nouveau plan stratégique de pays.

Le rapport d'évaluation sera présenté lors de la session du Conseil d'administration du PAM en novembre de 2023.

Principales questions de l'évaluation

L'évaluation répondra aux quatre questions principales suivantes :

QUESTION 1 : Dans quelle mesure le programme du PAM s'est-il fondé sur des données factuelles et est-il orienté de façon stratégique pour répondre aux besoins des plus vulnérables ?

L'évaluation mesurera le degré de pertinence du PSPP-T et du PSP par rapport aux politiques, plans, stratégies et objectifs nationaux, et aux objectifs de développement durable, et combien cette pertinence a été informée par des données concernant la sécurité alimentaire dans le pays. Elle examinera aussi si la conception des PSPP-T et PSP s'est axée sur une théorie du changement articulant le rôle du PAM en ligne avec ses avantages comparatifs. Elle portera également sur le degré de cohérence du PSP par rapport au cadre général de coopération des Nations Unies ainsi que la mesure dans laquelle il est axé sur des partenariats stratégiques appropriés. La mesure dans laquelle le PAM a maintenu un positionnement stratégique pertinent à la lumière de l'évolution du contexte, des capacités nationales et des besoins sera également évaluée.

QUESTION 2 : Quelles sont l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du plan stratégique de pays pour le Sénégal ?

L'évaluation appréciera la mesure dans laquelle les activités et produits du PAM ont contribué aux résultats escomptés des PSPP-T et PSP ainsi qu'à la réalisation des objectifs transversaux (principes humanitaires, protection, redevabilité envers les populations affectées, égalité des sexes et autres considérations éthiques). En outre, il sera jugé si les réalisations du plan stratégique de pays sont susceptibles d'être durables ; et si le plan stratégique de pays a facilité des liens plus stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.

QUESTION 3 : Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le PSP ?

L'évaluation visera à examiner la livraison des produits dans les délais prévus ; l'adéquation de la couverture et des méthodes de ciblage des interventions ; l'efficacité de la fourniture d'assistance par apport à son coût ; et si le critère de rentabilité a été considéré dans le choix des approches.

QUESTION 4 : Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure il a effectué le virage stratégique attendu du PSP ?

L'évaluation appréciera la mesure dans laquelle le PSP a pu mobiliser des ressources financières adéquates, prévisibles et flexibles et disposer de ressources humaines appropriées pour soutenir l'exécution des PSPP-T et PSP. De plus, l'évaluation examinera l'influence de facteurs tels que la mise en place de partenariats, la collaboration avec d'autres acteurs et une gestion souple et adaptative à un contexte opérationnel dynamique basé sur les résultats.

Portée, méthodologie et considérations éthiques

L'unité d'analyse est le PSP, approuvé par le Conseil d'administration du PAM en novembre 2018, ainsi que toute révision ultérieure du budget approuvée. L'évaluation portera sur l'ensemble des activités menées par le PAM de 2018 à mi-2022, donc y compris le PSPP-T de 2018.

L'évaluation adoptera une approche mixte en s'appuyant sur des méthodes et sources primaires et secondaires variées, notamment des examens documentaires, des entretiens avec des informateurs clés, des enquêtes et des groupes de discussion. Une triangulation systématique des différentes sources et méthodes sera effectuée afin de valider les constatations et d'éviter tout biais dans le jugement évaluatif.

L'évaluation sera conforme aux normes éthiques du PAM et du GNUE. Cela comprend, sans s'y limiter, la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la garantie de la sensibilité aux réalités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, la garantie d'un engagement équitable des participants (notamment des femmes et des groupes socialement exclus) et la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leurs communautés.

Rôles et responsabilités

ÉQUIPE D'ÉVALUATION : L'évaluation sera effectuée par une équipe d'évaluateurs indépendants dotés d'une expertise dans divers domaines pertinents liés à l'évaluation du PSP pour le Sénégal (notamment, la nutrition et la sécurité alimentaire, le soutien aux économies locales et la chaîne de valeurs, les cantines scolaires, le soutien aux contreparties nationales, le renforcement de la résilience, le genre et les principes humanitaires).

GESTIONNAIRE DE L'ÉVALUATION DU BUREAU DE L'ÉVALUATION : L'évaluation sera gérée par Filippo Pompili, chargée d'évaluation au Bureau de l'évaluation du PAM. Il sera l'interlocuteur principal entre l'équipe d'évaluation, représentée par son chef d'équipe, et les homologues du PAM, veillant notamment à ce que les normes de qualité du Bureau de l'évaluation relatives au processus et au contenu soient respectées. Les procédures d'assurance qualité de deuxième niveau seront appliquées par Michael Carbon, chargé d'évaluation principal au Bureau de l'évaluation du PAM. Aboh Anyangwe, analyste au Bureau de l'évaluation du PAM, soutiendra la recherche et l'analyse des données tout au long du processus.

Un **groupe de référence interne**, composé de parties prenantes du PAM sélectionnées au sein du bureau de pays, du bureau régional et du Siège, sera consulté tout au long du processus d'évaluation pour examiner et commenter les produits de l'évaluation.

La Directrice adjointe de l'évaluation approuvera les versions finales de tous les produits de l'évaluation.

PARTIES PRENANTES : Les parties prenantes du PAM aux niveaux national, régional et du Siège participeront tout au long du processus d'évaluation afin de garantir un degré élevé d'utilité et de transparence. Les parties prenantes externes, telles que les bénéficiaires, le gouvernement, les donateurs, les partenaires de mise en œuvre et d'autres institutions des Nations Unies, seront consultées pendant le processus d'évaluation.

Communication

Les constatations préliminaires seront partagées avec les parties prenantes du PAM au niveau du bureau de pays, du bureau régional et du Siège à l'occasion d'une réunion de bilan organisée à l'issue de l'étape de la collecte de données. Une réunion de bilan plus approfondie sera organisée en juillet 2022 pour éclairer le processus de conception du nouveau plan stratégique de pays. Un atelier d'apprentissage national sera organisé en décembre 2022 pour garantir un processus d'évaluation transparent et promouvoir l'appropriation des constatations et des recommandations préliminaires par les parties prenantes nationales.

Les constatations de l'évaluation seront activement diffusées et le rapport d'évaluation final sera mis à la disposition du public sur le site Internet du PAM.

Chronologie et étapes importantes

Phase de démarrage : mars-mai 2022.

Collecte de données : juin-juillet 2022.

Bilan de sortie : juillet 2022.

Rapport : octobre 2022 – janvier 2023.

Atelier d'apprentissage : décembre 2022.

Conseil d'administration : novembre 2023.

Annexe 2 : Calendrier de l'évaluation

Étape 1 – Préparation		Partie prenante concernée	Dates provisoires
	Les termes de référence provisoires sont approuvés par la Directrice adjointe de l'évaluation du PAM (DAE) et transmis pour avis au bureau de pays et aux cabinets avec lesquels un accord à long terme a été signé	DAE	
	Commentaires sur la version provisoire des termes de référence reçus	Bureau de pays	
	Proposition de date limite basée sur la version provisoire des termes de référence	Accord à long terme	
	Examen de la proposition d'accord à long terme	Gestionnaire de l'évaluation	
	Envoyer la version finale des termes de référence aux parties prenantes du PAM	Gestionnaire de l'évaluation	
	Passation de marché avec l'équipe/le cabinet d'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	
Étape 2 – Démarrage		Partie prenante concernée	Dates provisoires
	Préparation de l'équipe et analyse documentaire avant les séances d'information organisées par le Siège	Équipe	
	Séance d'information organisée par le Siège et le bureau régional	Gestionnaire de l'évaluation et équipe	6- 13 avril
	Mission de démarrage à Dakar	Gestionnaire de l'évaluation + chef d'équipe	25 – 29 avril
	Présentation du rapport de démarrage provisoire	Chef d'équipe	13 mai
	Assurance qualité et avis du Bureau de l'évaluation (avec réitérations)	Gestionnaire de l'évaluation/QA2/DAE	14 mai – 26 juin
	Validation du projet de rapport de démarrage	DAE	26 juin
	Révision du projet de rapport de démarrage par l'équipe du Bureau de pays	BP	26 juin – 1 juillet
	Présentation du rapport de démarrage sur la base des commentaires reçus	Chef d'équipe	5 juillet
	Révision finale et approbation du rapport de démarrage par OEV	Gestionnaire de l'évaluation/QA2	8 juillet
	Le gestionnaire de l'évaluation transmet la version finale du rapport de démarrage aux principales parties prenantes du PAM pour information, et en publie une copie sur l'Intranet.	Gestionnaire de l'évaluation	8 juillet
Étape 3 – Collecte des données, y compris celles relatives aux activités sur le terrain		Partie prenante concernée	Dates provisoires
	Collecte de données dans le pays	Équipe	11-29 juillet
	Debriefing de fin de mission de terrain (PPT)	Chef d'équipe	29 juillet
	Date limite de réponse à l'enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes	Parties prenantes	2 septembre
	Bilan des observations préliminaires	Équipe	7 septembre
	Tableaux de sortie de l'enquête basée sur questionnaires	Equipe et Landell Mills	21 septembre
Étape 4 – Élaboration des rapports		Partie prenante concernée	Dates provisoires
Version provisoire 0	Envoi d'une version provisoire de qualité du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation (après le contrôle de la qualité institutionnel)	Chef d'équipe	14 octobre
	Retours du Bureau de l'évaluation sur la qualité transmis au chef d'équipe	Gestionnaire de l'évaluation.	5 octobre

Version provisoire 1	Envoi de la version provisoire révisée du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	21 octobre
	Contrôle de la qualité par le Bureau de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	28 octobre
	Autorisation requise avant de diffuser le rapport d'évaluation au groupe de référence interne (GRI)	DAE	04 novembre
	Le Bureau de l'évaluation partage la version provisoire du rapport d'évaluation avec le GRI pour avis	Gestionnaire de l'évaluation/GRI	04-13 novembre
	Atelier des parties prenantes (à Dakar)	Chef d'équipe + Gestionnaire d'évaluation + BP + partenaires	30-31 janvier 2023
	Recueil des commentaires du PAM et diffusion à l'équipe	Gestionnaire de l'évaluation	février 2023
	Envoi de la version révisée (s'appuyant sur les commentaires du PAM) du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation, avec les réponses de l'équipe sur la matrice de commentaires	Équipe d'évaluation	mars 2023
Version provisoire 2	Examen de la version provisoire 2	Gestionnaire de l'évaluation/QA2	mars 2023
	Envoi de la version finale du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Chef d'équipe	avril 2023
Version provisoire 3	Examen de la version provisoire 3	Gestionnaire de l'évaluation/QA2	avril 2023
	Recueil de l'approbation finale du DAE	DAE	mai 2023
Rapport succinct de l'évaluation	Version provisoire du rapport succinct de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	mai 2023
	Demande d'autorisation au DAE pour transmettre le rapport succinct de l'évaluation	DAE	mai 2023
	Après autorisation du directeur, le Bureau de l'évaluation transmet le rapport succinct de l'évaluation à la haute direction du PAM pour avis	DAE	mai 2023
Étape 5 – Conseil d'administration et suivi		Partie prenante concernée	Dates provisoires
	Envoi du rapport succinct de l'évaluation/des recommandations à la Division chargée de la planification des performances (CPP) pour la réponse de la direction + envoi du rapport succinct de l'évaluation au secrétariat du Conseil d'administration pour révision et traduction	Gestionnaire de l'évaluation	mi-2023
	Dernières actions, publication sur les sites du Bureau de l'évaluation, table ronde du Conseil d'administration, etc.	Gestionnaire de l'évaluation	mi/fin-2023
	Présentation du rapport succinct de l'évaluation au Conseil d'administration	DE/DAE	novembre 2023
	Présentation de la réponse de la direction au Conseil d'administration	Directeur régional/ CPP	novembre 2023

Annexe 3 : Méthodologie

3.1. ÉTUDE D'ÉVALUABILITÉ

1. Cette section identifie les difficultés et les opportunités de l'exercice d'évaluation assigné à l'EE. Les problèmes d'évaluabilité qui se sont présentés pendant la phase de démarrage sont présentés ci-dessous avec les mesures d'atténuation identifiées et mises en œuvre par l'EE.

Tableau 1 : Résumé des problèmes d'évaluabilité identifiés et des mesures de mitigation

Problèmes	Mesures de mitigation
<p><i>Absence de théorie du changement (TdC)</i></p> <p>Le document PSP ne présente pas de TdC, ce qui complique la tâche de tirer des conclusions théoriques sur la contribution du PAM aux résultats de niveau supérieur attendus (effets directs stratégiques et impacts).</p>	<p>Au cours d'un atelier dans les bureaux du PAM à Dakar pendant la mission de démarrage (25 au 29 avril 2022), l'EE a pu procéder à la reconstruction et à la validation avec l'équipe du BP d'une théorie du changement (TdC) sous-jacente au PSP. La reconstruction de la TdC s'est accompagnée de la discussion et de la validation d'un certain nombre d'hypothèses clés qui la sous-tendent. Cette TdC et ces hypothèses permettent la mise en place d'une approche et d'une méthode cohérentes, et aident à la préparation d'une Matrice d'évaluation : les questions et sous-questions d'évaluation des TdR de l'EE ont été abordées en suivant les « lignes d'investigation »¹(LI) fournies par ces hypothèses.</p>
<p><i>Multiplicité des cadres logiques</i></p> <p>Le Bureau de pays a produit six versions du cadre logique du PSP entre avril 2018 et novembre 2020.</p>	<p>Le BP a expliqué à l'EE que seule la sixième version constitue le cadre de la base de données de suivi du PSP².</p>
<p><i>Discontinuité des indicateurs</i></p> <p>Certains des indicateurs répertoriés dans le cadre logique n'ont pas fait l'objet de rapports systématiques dans les Rapports annuels 2018, 2019 et 2020, ce qui peut poser un défi pour les analyses de tendances.</p>	<p>L'EE s'est assurée lors de ses entretiens avec l'Unité RAM et pendant l'exploration initiale des données COMET qu'un certain nombre de données cruciales au niveau des EDS sont disponibles pour conduire des analyses au niveau national pour répondre aux principales questions d'évaluation. Divers échanges avec l'unité RAM ont permis de traiter des problèmes posés par certaines cibles ou données manquantes.</p>
<p><i>Cibles et données de références manquantes</i></p> <p>Le PSP présente diverses cibles manquantes, des données de référence et de suivi manquantes tant au niveau des effets stratégiques que des produits.</p>	
<p><i>Organisation et utilisation des données problématiques</i></p> <p>La revue à mi-parcours du PSP³ a relevé que « l'un des plus gros défis du Bureau de pays est lié à</p>	<p>L'EE s'est assurée lors de ses entretiens initiaux avec l'Unité RAM et pendant l'exploration initiale des données COMET qu'un certain nombre de données cruciales au niveau des enquêtes concernant les EDS sont disponibles pour conduire</p>

¹ "Lignes d'investigation" ou « LI ».

² Le BP a expliqué à l'EE que toutes les autres versions du cadre logique (logframe) ont été archivées.

³ PAM, (décembre 2021) Revue à mi-parcours du Plan stratégique de Pays – Sénégal.

<p>l'organisation et utilisation des données, notamment en ce qui a trait au suivi des activités » ... « Les outils, pour le suivi des activités ou pour la gestion efficace à l'interne, soit n'existaient pas soit (s'il y en avait) les utilisateurs n'avaient pas la maîtrise des outils. Un manque d'exploitation des données engendre une analyse insuffisante, ce dernier empêche la vision claire du management de la situation au moment opportun et au bout du compte l'impact pourra se faire ressentir au niveau de l'exécution et de la réalisation. »</p> <p>Il ressort de ce constat, après la Revue à mi-parcours, un « manque de redevabilité et d'imputabilité des responsables d'activités. »</p>	<p>des analyses au niveau national – et des EDS – qui vont aider à répondre à certaines des principales questions d'évaluation.</p> <p>L'EE s'est efforcée, en collaboration avec l'unité RAM, d'obtenir à partir de COMET des tableaux de bord par EDS combinant indicateurs de performance par produits et données sur les ressources planifiées, obtenues et dépensées.</p> <p>Dans son appréciation du management et de la gestion du BP, l'EE s'est efforcée, avec le groupe de référence, l'OEV, le BP et l'unité RAM d'identifier des recommandations utiles à la gestion des données au sein du BP.</p>
<p><i>Indisponibilité de certaines données concernant les cantines scolaires</i></p> <p>L'indisponibilité de certaines données n'a pas permis, lors de la revue à mi-parcours du PSP⁴, d'effectuer des analyses exhaustives et pertinentes des cantines scolaires. Le serveur BALISE prévu pour compiler l'ensemble des données au niveau de la Direction des cantines scolaires (DCAS) n'est plus du tout opérationnel depuis 2018. Ceci prive le pays de données pouvant alimenter un plaidoyer auprès des partenaires et de bailleurs éventuels. Le dysfonctionnement de BALISE prive également le PAM de données essentielles pour l'élaboration de ses rapports, l'obligeant à organiser son propre système de collecte parallèlement à celui DCAS. L'incertitude demeure sur l'opérationnalisation de l'outil BALISE en 2022.</p>	<p>L'EE n'a pas encore identifié de mesure satisfaisante de mitigation des difficultés d'évaluation du portefeuille des cantines scolaires engendrées par cette situation.</p> <p>L'EE a examiné avec le BP la situation de son propre système de collecte et s'est efforcée avec les parties prenantes d'analyser les perspectives : i) de l'opérationnalisation de l'outil BALISE du MEN ; ii) de gestion intérimaire de la situation ; et iii) de mise en convergence des deux outils.</p>
<p><i>Données non désagrégées selon les régions</i></p> <p>La plupart des données sur les produits ne sont pas désagrégées selon les régions dans la base de données centrale COMET, qui n'enregistre les produits et les bénéficiaires que sur une base départementale et mensuelle, à partir des rapports remontant du terrain. Le nombre exact des bénéficiaires de chacun des produits au niveau départemental (et par conséquent aussi au niveau régional) ne peut être connu pour chaque produit, chaque activité et chaque EDS, d'une manière systématique pour l'ensemble du PSP. Et les autres quantités/indicateurs physiques notables ne sont pas non plus disponibles systématiquement au niveau régional (p. ex. montants d'argent cash versés, TM de vivres, kits de nutrition, hectares de conservation des eaux et sols, CES, nombre et valeur de contrats d'assurances, etc.)</p>	<p>Il a été possible de documenter la performance du PSP en termes de produits au niveau national, et donc de répondre aux sous-questions d'évaluation de la Matrice d'évaluation.</p> <p>Les entretiens individuels avec les parties prenantes au niveau départemental et régional ont permis dans certains cas de connaître leur appréciation de l'atteinte des résultats à leurs niveaux.</p> <p>Cependant, les données disponibles n'ont pas permis une analyse des produits et effets au niveau régional.</p>

⁴ PAM, (décembre 2021) Revue à mi-parcours du Plan stratégique de Pays – Sénégal.

<p><i>Temps limité pour la collecte des données sur le terrain</i></p> <p>Le temps imparti pour la phase de terrain (trois semaines) et l'éloignement des principales zones d'intervention (une journée de voyage) limitent le nombre des observations directes et des entretiens auprès des bénéficiaires et des parties prenantes sur les sites.</p>	<p>L'EE a effectué des entretiens en ligne avec les parties prenantes en amont (fin juin et début juillet) de la mission de collecte de données dans le pays, ce qui a permis d'optimiser l'usage du temps pendant son séjour dans le pays.</p>
<p><i>Période de collecte des données en juillet</i></p> <p>Le mois de juillet correspond aux vacances scolaires, et pourrait limiter la possibilité d'observer <i>de visu</i> les distributions d'aliments dans le cadre du programme de cantines scolaires.</p>	<p>Le mois de juillet représente aussi la période d'examens scolaires. Les données ont pu être collectées auprès des dirigeants, des parents d'élèves, des comités de gestion des écoles, des femmes qui cuisinent les repas, des négociants/fournisseurs des cantines et de certains parents cultivateurs de champs communaux voisins des cantines.</p>

2. La Revue à mi-parcours de décembre 2021 a permis de souligner les déficiences du système d'information du PSP et leurs conséquences au niveau du management du BP⁵. Ces déficiences ont été également des contraintes pour l'EE. Elle s'est efforcée par les mesures de mitigation ci-dessus et surtout par les méthodes de collecte et d'analyse de données exposées ci-dessous d'en limiter les conséquences pour produire des constats, élaborer des appréciations, conclusions et recommandations concernant la performance du PSP.

3.2. MÉTHODOLOGIE

3. La méthodologie suivie est fondée sur la Théorie du Changement (TdC) qui permet d'évaluer le positionnement, la prise de décision et les résultats des actions mises en œuvre par le PAM au cours de la période, sur la base d'une reconstitution de sa logique d'intervention et des hypothèses sous-jacentes. L'Annexe 3.8 ci-dessous présente la TdC reconstituée par l'EE avec le BP lors de l'atelier concluant la mission de démarrage de l'évaluation.

4. L'EE a proposé d'articuler la TdC autour de quatre axes principaux d'interventions intitulés « réponses aux crises alimentaires » (axe 1) ; « amélioration du statut nutritionnel » (axe 2) ; « appui au développement rural et à la résilience des écosystèmes, des moyens de subsistance et des ménages des petits producteurs agricoles face au changement climatique » (axe 3) et « renforcement des systèmes nationaux et de la coordination des interventions » (axe 4). Ces quatre axes contribuent à l'objectif général de réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sénégal. L'impact visé est l'éradication de la faim à l'horizon 2030, en harmonie avec l'ODD2 et avec les objectifs du Plan Sénégal Émergent.

⁵ « Un des plus gros défis du Bureau de pays est lié à l'organisation et utilisation des données, notamment en ce qui a trait au suivi des activités et au manque de redevabilité et d'imputabilité des responsables d'activités. L'information produite par ces derniers doit être exacte, basée sur une analyse des données et disponible en peu de temps.

Les outils, pour le suivi des activités ou pour la gestion efficace à l'interne, soit n'existaient pas soit (s'il y en avait) les utilisateurs n'avaient pas la maîtrise de ces outils. Un manque d'exploitation des données engendre une analyse insuffisante, ce qui empêche une vue claire de la situation par la direction, à chaque moment, et au bout du compte l'impact pourra se faire ressentir au niveau de l'exécution et de la réalisation. » « Le Système d'information est peu disponible et surtout peu utilisé, très peu d'analyses sont effectuées. Il n'y a pas de croisement d'informations qui permettrait d'expliquer les écarts aussi bien au niveau de l'exécution, de la réalisation ou bien du suivi.

Le manque de suivi (*monitoring*) régulier de qualité à tous les niveaux constitue un goulet d'étranglement important. Par exemple, les plans de visite de suivi ne sont pas basés sur une sélection cohérente de sites et d'activités – considérant les risques opérationnels – rendant l'identification des problèmes de terrain et d'actions correctives difficiles. Les réalisations, sont saisies souvent sur la base des rapports finaux des partenaires, ce qui ne permet pas d'avoir un aperçu clair de la situation au cours de l'année. » Source : PAM, Revue à mi-parcours du PSP Sénégal, septembre 2021.

5. L'EE a développé sur ces bases son outil central de travail, la Matrice d'évaluation (voir Annexe 4). La matrice reprend les questions d'évaluations (QE) spécifiées dans ses TdR et les décline en une série de sous-questions (SQ) et de lignes d'investigation (LI) qui guideront la collecte et l'analyse des données.
6. Ces sous-questions et lignes d'investigation reprennent les hypothèses sous-jacentes à la TdC. Cette approche permet de résoudre en partie les limites à l'évaluabilité décrites dans la section 3.1 ci-dessus, car elle teste les hypothèses qui sous-tendent les liens de causalité (supposés, par construction même du PSP et de sa logique interne implicite) entre intrants, activités, produits, effets directs stratégiques et impacts.
7. Afin de renseigner ces questions, sous-questions et lignes d'investigation, les outils de collecte de données primaires ont été rigoureusement alignés sur les questions et sous-questions d'évaluation.
8. La Matrice d'évaluation est une plateforme d'harmonisation et de centralisation des approches employées pour évaluer les performances et les contreperformances du PSP – et elle a été également un outil de coordination des différents membres de l'EE, qui lors de leurs entretiens parallèles avec les parties prenantes ont pu s'appuyer sur les mêmes sous-questions et lignes d'investigations. Elle servira à rassembler et centraliser les constats, les évidences et informations collectées, devenant de facto une Matrice d'information.
9. Par exemple, l'EE s'est attachée à déterminer, entre autres questions clés, si les cantines scolaires peuvent jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (nutrition, résilience, FFA, etc.). Cette interrogation apparaît : dans la matrice, dans les pistes d'investigation de la QE1 sur la pertinence ; dans le questionnaire de l'enquête auprès des parties prenantes ; dans le guide d'entretiens semi-structurés ; et dans les guides de discussion avec les groupes de bénéficiaires, entre autres les parents d'élèves et dirigeants scolaires, etc. Les trois sources d'information permettront donc de documenter le constat de l'EE concernant cette question, qui fait l'objet de l'une des principales hypothèses de la TdC, d'un thème d'apprentissage, et d'une leçon de l'évaluation.
10. Sur la base des données collectées et de leur analyse, l'EE a cherché à comprendre les liens entre les résultats (produits et EDS) observés avec les activités (programmes ou interventions) mis en place et avec les intrants mobilisés, sans scénario contrefactuel. L'analyse de contribution a cherché à déterminer jusqu'à quel point les produits résultent d'une ou de plusieurs activités du PSP et contribuent à un ou plusieurs effets directs stratégiques. Elle met en lumière, dans la mesure du possible, la contribution conjuguée de certaines parties prenantes ou autres facteurs à la réalisation des effets directs stratégiques.
11. Les quatre thèmes transversaux de l'action du PAM (genre/protection/redevabilité/environnement) font l'objet d'une intégration systématique dans la matrice d'évaluation et dans les outils de collecte des données. L'EE a veillé à ce que la dimension genre soit prise en compte conformément aux orientations de l'UNEG sur le genre (UN-SWAP).
12. Cet ensemble d'approches et de méthodes mixtes d'évaluation a permis de répondre aux questions d'évaluation telles que déterminées dans les TdR de l'EE, en alimentant ces réponses par un éventail le plus large possible d'informations et de données qualitatives et quantitatives.

3.3. COLLECTE DE DONNÉES

13. Cette section présente les principaux éléments de la méthode de collecte et analyse des données.

Analyse documentaire

14. Un examen préliminaire des documents a été entrepris au cours de la phase de démarrage et sera suivi d'un examen plus systématique de tous les principaux documents stratégiques et de planification ainsi que des rapports d'avancement pour faire le point sur le travail effectué par le PAM et ses partenaires. La documentation examinée inclut des documents gouvernementaux (une douzaine de documents de plans stratégiques nationaux, politiques publiques sectorielles, programmes nationaux, etc.), des documents des Nations Unies (une quinzaine de documents incluant le PNUAD, les plans de réponses humanitaire et mises à jour, analyses de situation, évaluations des besoins, rapports d'évaluation, rapports d'allocation des ressources, notes conceptuelles, rapports thématiques, fiches d'information, etc.) et des documents du PAM (une trentaine environ de documents du BP incluant PSP et PSP-I, révisions budgétaires, rapports annuels, rapports sur les performances, rapports d'évaluation des programmes PSP et PSPI et 2013-2017,

budgets/dépenses, enquêtes auprès des bénéficiaires, analyse des besoins, plans stratégiques et cadres de résultats institutionnels, feuilles de route, politiques clés, directives, etc., ainsi que de nombreux documents PAM globaux – Plans stratégiques, stratégies thématiques, etc.). L'utilisation de sources documentaires externes issues d'autres acteurs travaillant au Sénégal – y compris les diverses parties prenantes au PSP – et diverses études concernant le Sénégal et la région sahélienne ont étayé également l'analyse du contexte et participent de la triangulation des informations.

Entretiens semi-structurés avec des informateurs clés

15. L'EE s'est entretenue avec plus de 140 personnes/informateurs/informatrices clés à travers des entretiens semi-structurés, en face-à face ou en ligne : il s'agissait de représentants des parties prenantes du siège, du BP et du RBD du PAM ; des principaux partenaires gouvernementaux ainsi que des partenaires techniques, financiers et opérationnels du PSP. Ces entretiens avec les informateurs clés ont été essentielles pour évaluer la qualité des interventions du PAM et pour trianguler les résultats obtenus d'autres sources (autres informateurs, données du suivi internes, autres données secondaires, données chiffrées du suivi, rapport des partenaires, etc.). Des membres de l'IRG ont par ailleurs été consultés au cours du processus d'évaluation et leurs commentaires intégrés à la conception méthodologique ainsi qu'à l'interprétation des résultats de l'évaluation. Les entretiens ont été menés par les différents membres de l'EE, en fonction de leurs domaines thématiques d'expertise. Des guides d'entretien ont été élaborés pour les différents types de parties prenantes interviewées. Ces entretiens sont confidentiels, mais les notes d'entretien sont rassemblées dans une base de données interne partagée. Les membres de l'EE ont mené leurs entretiens en équipes de deux au moins, dans la mesure du possible, afin de faciliter la cohésion des informations et de consolider la compréhension des différentes problématiques abordées.

Enquête auprès des parties prenantes basée sur questionnaire

16. Une enquête basée sur un questionnaire menée auprès des principales parties prenantes externes du PSP a été conduite parallèlement à la phase de collecte de données sur le terrain, recueillant 27 réponses. Son questionnaire et ses résultats sont présentés dans l'Annexe 5 et dans l'Annexe 10.6 respectivement. L'enquête a permis de recueillir leur perception de la pertinence, de l'efficacité, des effets non prévus et de l'efficacité des interventions du PAM, ainsi que certaines de leurs suggestions et recommandations. Les résultats ont permis de trianguler certaines informations et de compléter la base de données utilisée par l'EE concernant la performance du PSPI et du PSP.

Échantillonnage pour les visites sur le terrain

17. La stratégie d'échantillonnage pour les visites sur le terrain, avec des tableaux et matrices détaillés de sélection des départements et des activités (encadrant la sélection ultérieure des villages et des sites) se trouve décrite en Annexe 3.3. « Échantillonnage pour les visites sur le terrain ». Il s'agit d'un échantillonnage raisonné prenant en compte les quatre critères suivants :

18. Critère « Départements et activités » – l'échantillonnage a privilégié :

- Les départements présentant le plus grand nombre et le plus grand éventail d'activités afin d'évaluer le plus d'aspects possibles du PSP dans le temps imparti.
- Les départements où les activités assistent le plus grand nombre de bénéficiaires.
- Certains départements où le PAM met en œuvre des activités conjointes avec ses principaux partenaires onusiens (UNICEF, FIDA, FAO, UNICEF) afin de saisir les facteurs contribuant à (ou inhibant) la complémentarité des interventions.
- Certains départements où, au contraire, le PAM a beaucoup moins d'interaction avec d'autres partenaires (onusiens ou non), afin de couvrir des contextes de travail isolés, éloignés, et marginalisés⁶.

19. Critère « Couverture géographique des sous-bureaux du PAM » : Les sous-bureaux du PAM, au nombre de trois, couvrent trois zones :

- La zone 1 au Sud, sous-bureau à KOLDA ;

⁶ Même si ceci n'est pas statistiquement représentatif, il s'agit de couvrir un large éventail de conditions de mise en œuvre du PSP.

- La zone 2 à l'Est et au Nord, sous-bureau à MATAM ;
- La zone 3 au Centre, sous-bureau à KAOLACK.

20. Critère « Types d'intervention » – les aspects couverts ont été les suivants, répartis en « paquets » à observer⁷ :

- « Paquet crise ». Distribution d'allocations monétaires directes en espèces (cash) sans conditions au titre de la soudure ou de la crise COVID-19 (« Distribution générale d'aliments – Activités 1 et 7) ; dispositifs logistiques connexes (Activités 1 et Activité 7) ; opérateurs mobiles des transferts ; comités de ciblage ; groupes de bénéficiaires ; autorités locales et comités locaux SE-CNSA.
- « Paquet nutrition ». Distribution d'aliments nutritifs spéciaux/spécifiques pour le traitement de la malnutrition aigüe et pour la prévention de la malnutrition modérée au titre de la soudure ou de la crise COVID-19 (Activités 1, 7 et 8) et comités locaux SE-CNDN, comités de ciblage ; groupes de bénéficiaires ; autorités du MSAS et autorités locales.
- « Paquet cantines ». Cantines scolaires du primaire « ordinaires » et leurs fournisseurs (détaillants, etc.) ; comités de gestion ; autorités communales et du MEN (DCAS) (Activité 2, maintenant Activité 9) ; Cantines scolaires « modèles » et leurs diverses activités connexes (champ communal, approvisionnement auprès d'autres groupes de producteurs locaux, potager, poulailler ; comités de gestion ; autorités communales et du MEN (Activité 2, maintenant Activité 9)
- « Paquet développement rural et résilience au changement climatique »⁸ de l'EDS3 en liaison avec le MAER et aussi le MDCEST et MEDD :
 - Actions FFA de création ou de restauration d'actifs productifs ou environnementaux : (i) aménagements de bas-fonds ; (ii) afforestation ; (iii) autres (conservation des sols et des eaux, pratiques de lutte anti érosive, stabilisation des ravines par digues filtrantes, la fixation des dunes, le « zaï », compostage, régénération naturelle assistée (RNA), etc.) avec paiement par allocation monétaire , par bon d'achat alimentaire ('value voucher'), par distribution de vivres, ou sous forme de souscription et prime d'assurance indiciaire (PlaNet Guarantee, 'value voucher for services') (Activité 5, Produits 5.1 et 5.2).
 - Actions Assurances agricoles indiciaire et autres : la Compagnie nationale d'assurance agricole (CNAAS), organisations de producteurs assurant collecte de primes et distribution d'indemnisation, groupes de bénéficiaires ; autorités locales, responsables du sous-bureau (Activité 5 Produit 5.3).
 - Actions d'Inclusion financière (Groupes épargne/crédit, Banques céréalières villageoises BCV, warrantage etc.) (Activité 5 Produit 5.3).
 - Actions de liaison des petits producteurs avec les opportunités de marchés (cantines scolaires, autres achats publics, filières commerciales de produits, approvisionnements de supermarchés, etc.) (Activité 5 Produit 5.4).

21. Critère « Actions conjointes avec FIDA/PA » et avec d'autres organisations du SNU, p. ex. UNICEF, FENU.

Groupes de discussions (FGD)

22. L'EE a rencontré 217 bénéficiaires du PSP au cours d'une quarantaine d'entretiens avec des « groupes de discussion » (FGD) dans les villages et sur les sites retenus. Des principes généraux et un guide /protocole générique d'entretien ont été conçus par l'EE et systématiquement suivis au cours des entretiens. Ce guide/protocole est présenté avec les outils méthodologiques dans la présente Annexe 3.

23. L'EE s'est assurée de rencontrer des groupes d'une dizaine de personnes ayant des profils couvrant l'éventail suivant :

- pour les allocations ou transferts monétaires 'CBT' intervenant dans le cadre de EDS1(soudure) et EDS5 (COVID-19) : les groupements, familles et individus bénéficiant des différents types de

⁷ Nous appelons ici « Paquet » un ensemble (ou un « bouquet » ou une « grappe ») de biens et services fournis par le PAM autour de l'un des axes majeurs du PSP et des EDS, et de leurs principales activités, tels que reconstruits au sein de la TdC.

⁸ Il n'est pas fait ici référence au «paquet intégré résilience» auxquels se réfèrent beaucoup de PSP dans différents pays, mais à l'ensemble des produits (biens et services) fournis par le PAM sous les auspices de chacun des EDS et de leurs principales activités.

transferts au titre de l'EDS1 (soudure) et l'EDS5 (crise), par différents canaux (ou serveurs téléphoniques, électroniques, distributeurs, etc.) ; les comités locaux de « filtrage » du RNU ;

- pour les cantines scolaires : groupes de discussion avec les parents d'élèves, les femmes qui cuisinent les repas d'enfants ;
- pour la nutrition : les mères et pères d'enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et femmes allaitantes, les agents de santé communautaire, les responsables communautaires impliqués dans les activités de mobilisation communautaire ;
- pour les familles rurales vulnérables impliquées dans 4R et EDS3 : i) groupements, familles et individus bénéficiant des différents types de transferts FFA (transferts monétaires en espèces, ou bons d'achats, ou bons de valeur pour services d'assurance) ; ii) groupements, familles et individus bénéficiant de travaux de création ou entretien d'actifs productifs ou environnementaux (conservation des eaux et des sols – CES – par demi-lunes, digues filtrantes, « zai », aménagements de bas-fonds, cordons pierreux, forages-puits-irrigation, etc. ; reforestation; pépinières et maraîchage; etc.); iii) groupements et organisations de producteurs impliqués dans le dispositif d'assurance agricole CNAAS (cotisants depuis quatre, trois, deux et un an, bénéficiaires d'indemnités, organisations responsables de la collecte des primes, etc., et aussi groupes de producteurs réticents au paiement des primes) ; iv) groupements et producteurs/productrices impliqués dans les actions d'inclusion financière (groupes d'épargne et crédit, banques de céréales villageoises (BCV) et membres de dispositifs de warrantage et, s'il y en a, les institutions financières impliquées).

Observations directes sur sites

24. Des données ont été également collectées à travers des observations directes sur sites. Un échantillon d'une quarantaine de sites liés aux activités menées (distributions de vivres et d'argent, distribution d'aliments spéciaux et nutritifs de prévention et traitement de MAM, écoles et cantines scolaires, champs et groupements de producteurs fournissant des écoles, infrastructures et zones agroécologiques réhabilitées, etc.) a été visité.

Données secondaires sous-exploitées

25. Une source potentielle de données secondaires utiles, qui a aidé l'équipe à capter la voix des bénéficiaires, est le mécanisme de plaintes établis par le PAM depuis 2021, et ses rapports semestriels. Ces données représentent un ensemble d'informations inédites et une opportunité pour l'évaluation de fournir de nouvelles données et une nouvelle analyse originale⁹.

3.4. ANALYSE DES DONNÉES

26. À l'issue de la collecte des données, les lignes d'investigation and indicateurs dans la matrice d'évaluation ont été renseignés et partagés entre les membres de l'EE, afin de fournir une analyse croisée des différentes sous-questions d'évaluation et indicateurs. Cela a permis de s'assurer que l'ensemble des informations attendues a bien été recueilli, recoupé et triangulé (permettant ainsi la confirmation croisée des constatations et des conclusions par l'entremise des diverses sources – examen documentaire, entrevues, groupes de discussion, enquête basée sur questionnaire, analyse de données quantitatives du suivi, etc.). Cela a permis également de croiser les points d'analyses selon les domaines d'expertises des différents membres de l'EE autour de chaque sous-question.

27. Cette matrice a donc servi de base de travail pour un premier partage croisé des informations collectées et des réflexions engagées par les membres de l'EE à l'issue de la phase de terrain. Cette étape, en amont de la présentation des premiers résultats au BP, a été essentielle pour capitaliser les retours de

⁹ Nota Bene : L'EE a considéré que les données issues des plaintes sont naturellement biaisées et contiennent des commentaires négatifs. Enfin, leur utilisation présente un problème éthique : ceux qui déposent des plaintes ont-ils donné leur consentement à leur utilisation en recherche/évaluation ? L'EE a contourné cette difficulté, mais partiellement seulement, en s'en tenant à l'observation des grandes tendances se dégageant des plaintes. Il convient que le BP prévienne les utilisateurs du numéro vert que leurs plaintes, de manière anonyme, pourront être utilisées à des fins de S&E.

chacun, afin de définir les éléments clés d'analyse à valoriser dans le rapport. Cela a offert l'opportunité à l'EE de confirmer les constats faits entre régions et activités du PSP visitées.

28. Tous les membres de l'équipe ont participé à la vérification des données et à l'articulation des principales constatations, conclusions et recommandations. Cet objectif a été atteint grâce à une série de « séances de discussion » en ligne pour analyser les données, faciliter la triangulation des sources et discuter des constatations.

29. Un premier débriefing a eu lieu le dernier jour de la mission sur le terrain pour présenter au BP le déroulement du travail de terrain et ce qui fut observé concrètement dans le cadre de la collecte des données. Ce premier debriefing, qui n'a pas fait l'objet de constats préliminaires par l'EE, a été suivi d'une réunion formelle de debriefing trois semaines plus tard pour présenter les premiers constats de l'évaluation et des pistes de travail pour les conclusions et recommandations. Elle a été l'opportunité de débattre avec les membres du BP des domaines émergents de possibles recommandations dérivant des analyses. Cette réunion a donné un aperçu général des résultats de la phase de collecte de données sur le terrain et a permis un premier feedback des parties prenantes du BP avant la soumission du projet de rapport final¹⁰.

3.5. THÈMES D'APPRENTISSAGE ET LEÇONS DE L'ÉVALUATION

30. L'EE dans son rapport de démarrage a proposé divers Thèmes d'apprentissage relatifs à certaines hypothèses de la TdC du PSP. Une attention particulière a été portée à deux de ces thèmes, qui ont conduit aux enseignements tirés, présentés dans la Section 3 du rapport. :

- Thème 1 : La réponse du PAM aux pénuries saisonnières (soudure, inondations) et aux crises (pandémie COVID-19, hausse des prix liée à la guerre en Ukraine et au contexte d'inflation) a-t-elle renforcé les capacités nationales de protection sociale — en particulier en matière d'allocations monétaires aux ménages vulnérables (bourses familiales, et autres transferts monétaires) et de gestion du Registre national unique ? (voir Hypothèse xix de la TdC).
- Thème 2 : Les cantines scolaires peuvent-elles : i) jouer au sein du PSP la fonction programmatique et stratégique de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser et intégrer les différentes autres activités du PSP (réponse aux crises, nutrition, résilience, FFA, assurances, inclusion financière, etc.) ; et ii) assurer un débouché commercial significatif aux producteurs des collectivités locales ? (voir Hypothèse xxxii).

3.6. CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

31. L'évaluation a été conforme aux Directives éthiques du PAM, aux Directives éthiques du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) publiées en 2020, et aux Directives sur l'intégration des droits humains et de l'égalité de genre au cours des évaluations (2014). Les membres de l'EE ont si né : i) un engagement formel à une conduite éthique pendant le processus d'évaluation ; et ii) une déclaration les engageant à la confidentialité, à la sécurité des données et à une conduite éthique sur Internet. Les membres de l'EE ont collecté les données en respectant les us et coutumes du Sénégal, entre autres en matière de présentations, d'interactions sociales en général, et d'interactions avec les femmes et les hommes durant les entretiens individuels et les discussions de groupes.

32. Landell Mills et tous les membres de l'équipe d'évaluation ont respecté entre autres considérations éthiques : la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la garantie de la sensibilité aux réalités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, la garantie d'une sélection équitable des participants (notamment des femmes et des groupes socialement exclus) et la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leur communauté.

33. Les membres de l'EE n'ont pas été impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du PSP Sénégal, et ils ne présentent aucun autre conflit d'intérêts, potentiel ou perçu comme tel. Afin d'éviter tout

¹⁰ Elle ne servira pas à présenter encore les résultats de l'enquête sur questionnaire auprès des parties prenantes externes.

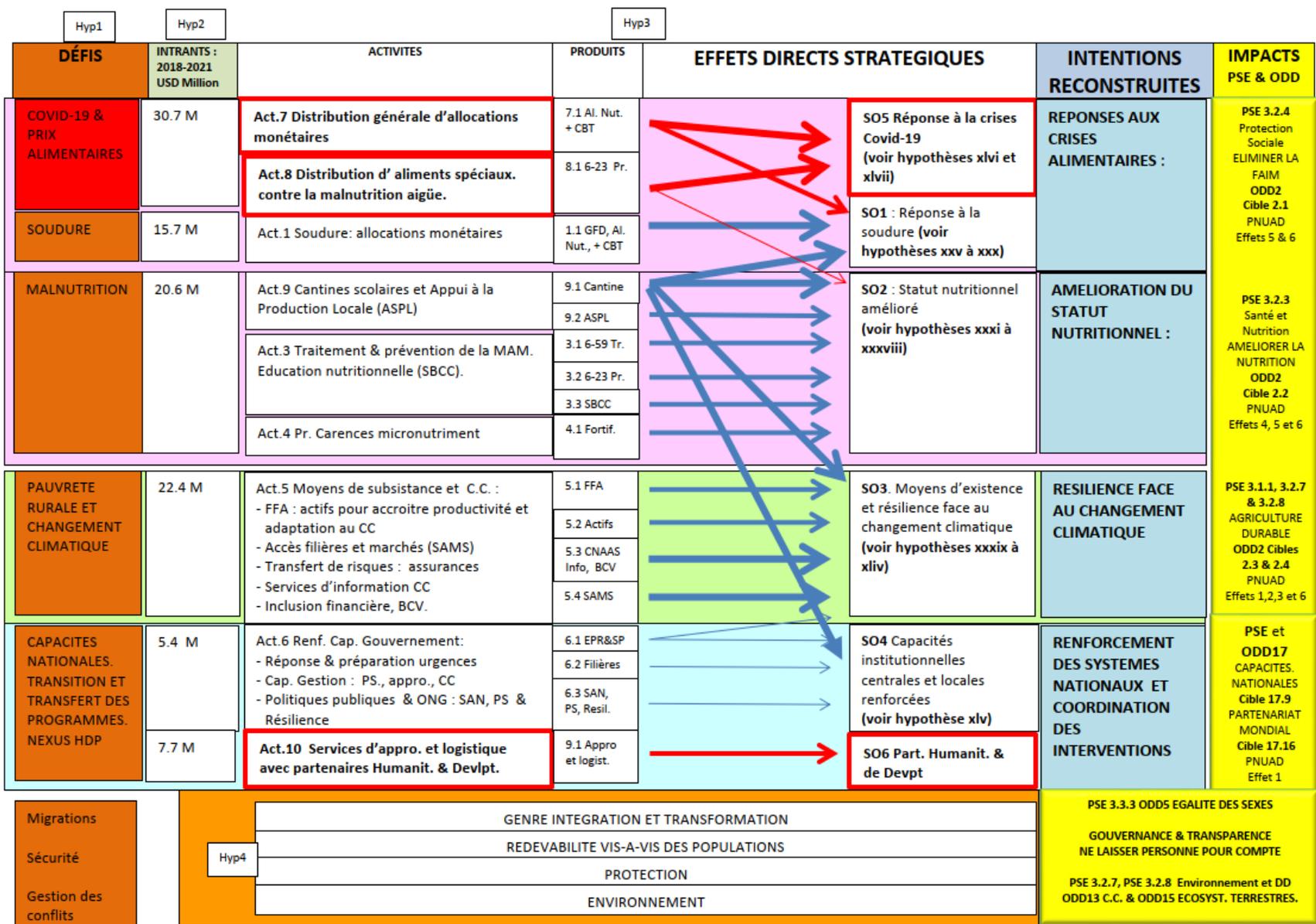
conflit d'intérêts, ils n'ont accepté aucun engagement de travail avec le Bureau de pays ou le Bureau régional du PAM pour l'Afrique occidentale.

3.7. ASSURANCE QUALITÉ

34. Le PAM a mis au point un système d'assurance qualité des évaluations centralisées (CEQAS) fondé sur les normes du GNUM, ainsi que sur les bonnes pratiques de la communauté internationale de l'évaluation (ALNAP et CAD - Comité d'aide au développement). Le CEQAS a été systématiquement utilisé au cours de cette évaluation. Landell Mills a mis à disposition de l'évaluation un processus de contrôle qualité soutenu par les personnes ressources suivantes :

- Gestionnaire des contrats pour le l'accord à long terme avec le PAM – Hannah Isaac (Landell Mills) a supervisé la mise en œuvre du contrat cadre et soutient la gestionnaire de contrat et l'équipe d'évaluation. Elle a effectué les vérifications finales des livrables, en veillant à ce qu'ils correspondent aux exigences CEQAS.
- Expert en assurance qualité (AQ) – Max Hennion (expert associé à Landell Mills) a fourni un soutien technique à toutes les étapes de l'évaluation. Il a assuré que le système CEQAS du PAM a été respecté pendant la conduite de l'évaluation et lors de la rédaction des rapports. Il a examiné les livrables et initié les processus de révision pour s'assurer que les livrables répondent de manière adéquate aux attentes du PAM.
- Gestionnaire du contrat d'évaluation – Imogen Mullett (Landell Mills) a facilité l'engagement de l'expert AQ avec l'équipe, et vérifié que ces procédures étaient suivies.

3.8. THÉORIE DU CHANGEMENT RECONSTRUITE



Justification de la théorie du changement

35. La théorie du changement (TdC) reproduite ici a été discutée avec le Bureau de pays pendant un atelier d'une demi-journée à Dakar à la fin de la mission de démarrage de l'EE (29 avril 2022).

36. La reconstitution d'une TdC est un outil important pour une évaluation de la stratégie pays. Elle permet de clarifier la logique d'intervention au moment de l'élaboration de la stratégie (ou du programme) et les liens de causalité sous-jacents entre les différentes actions menées et les objectifs escomptés. La TdC permet ainsi de mieux analyser les étapes entre la phase de conception et les changements observés (ou non) au moment de l'évaluation, en clarifiant au moment de la phase de démarrage de la mission d'évaluation, certains éléments clés à étudier. La TdC se base sur des hypothèses qui sous-tendent l'évolution des interventions, des intrants vers les produits puis les objectifs et les impacts visés¹¹.

Contexte de la TDC du PSP Sénégal

37. La problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est résumée par les principaux indicateurs suivants :

- La sous-alimentation (Prevalence of Undernourishment - PoU) selon les estimations affecterait 1,2 million de personnes, soit 7,5 pour cent de la population sénégalaise (SOFI, 2021).
- Accès à l'eau potable et à l'assainissement en zones rurales : taux de 79,1 pour cent pour l'eau potable et taux de 42,3 pour cent pour l'assainissement en zones rurales (ministère de l'Eau et de l'Assainissement, 2021).
- Le Cadre Harmonisé (CH) d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle, en mars 2022, a estimé au Sénégal que 3,1 millions de personnes se trouvaient en Phase 2 (sous pression) et plus de 500 000 en Phase 3 (crise).
- Le CH de mars 2022 prévoit pour juin-août 2022 que ces catégories Phase 2 et Phase 3 compteront 3,9 et 0,9 millions de personnes respectivement – une nette augmentation.
- L'augmentation des prix alimentaires liée à l'inflation et à la guerre d'Ukraine, selon les perspectives avril/sept 2022, n'aurait encore qu'un impact modéré au Sénégal.
- L'émaciation touche environ 200 000 enfants de moins de cinq ans (soit 8,1 pour cent d'entre eux), le retard de croissance touche environ 500 000 enfants de moins de cinq ans (soit 17,2 pour cent d'entre eux) (SOFI 2021).
- La pauvreté rurale est endémique : en 2019, le FIDA a estimé que 57,3 pour cent de la population rurale sénégalaise vivait sous le seuil de pauvreté (contre 26,1 pour cent dans la zone urbaine de Dakar). Les régions du nord, de l'est et du sud du pays sont les plus touchées.
- Le pays compte environ 750 000 fermes dont 75 pour cent cultivent de 1 ha à 5 ha. Le secteur agricole emploie 77 pour cent de la force de travail, représentant plus de 60 pour cent de la population, et 60 pour cent des personnes travaillant dans le secteur agricole sont des femmes. Environ 70 pour cent de la population rurale dépend de l'agriculture ou d'activités connexes pour leur subsistance. Toutefois, l'agriculture et l'élevage contribuent de manière modeste au PIB (entre 10 et 15 pour cent selon les années).

38. Les principaux éléments retenus associés au contexte national sont les suivants :

- Changement climatique / catastrophes naturelles répétées (sécheresses, inondations).
- Pays parmi les plus stables d'Afrique avec deux transitions politiques démocratiques depuis 1960.
- Politique économique d'orientation libérale ; capacités limitées à moyennes des institutions nationales.
- PIB par habitant 1430 USD (2020) : pays à revenu moyen de la tranche inférieure (LMIC).
- Population de 16,7 millions (2020), dont 23 pour cent autour de Dakar, et 55 pour cent de moins de 20 ans.
- Engagement politique fort en matière de SAN, et de protection sociale ; existence de cadres politiques, juridiques et législatif pour la nutrition
- Fortes inégalités économiques et sociales entre les hommes et les femmes.

¹¹ De plus, la TdC rend explicite l'environnement dans lequel elle a été mise en œuvre, afin d'évaluer dans quelle mesure le contexte a pu faciliter ou entraver les changements attendus.

- Télécommunications et accès aux services bancaires encore faibles.

39. Les principales politiques publiques et stratégies nationales en lien avec les domaines d'intervention du PSP sont :

- Plan Sénégal Émergent (PSE) (Horizon 2035)
- Stratégie nationale de sécurité alimentaire et de résilience (2015–2035).
- Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS)
- Programme national d'investissement agricole (PNIA) 20–8 - 2022
- Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale 2004-2024 (LAOSP)
- Politique nationale de développement de la nutrition (2015 – 2025)
- Plan stratégique pour l'enrichissement des aliments en micronutriments
- Plan Stratégique multisectoriel de la nutrition 2017-2021
- Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) 2016 -2035
- Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre au Sénégal 2016-2026
- Le Programme d'action national d'adaptation (PANA) présenté en 2006 au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les Contributions déterminées au niveau national (CDN) soumises en 2015 au même titre, cadres de référence des politiques publiques du Sénégal en relation avec le climat.

Théorie du changement reconstruite ¹²

40. Le PSP Sénégal 2018-2023 chevauche les deux Plans stratégiques du PAM 2017-2021 et 2022-2025 (dont les résultats stratégiques ont été légèrement modifiés, en particulier en rapport avec les cantines scolaires) et reprend les orientations principales. Leur philosophie et justification sont imprégnées des leçons de l'expérience du PAM et de la communauté internationale en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

41. Le PSP Sénégal tire aussi son inspiration de la Revue stratégique nationale pour l'éradication de la faim au Sénégal (2017). Cette Revue plaçait le PAM dans un champ d'interventions qui alliait trois thèmes stratégiques : (1) la protection sociale ; (2) la nutrition ; et (3) la résilience des ménages ruraux vulnérables, des agroécosystèmes et des collectivités locales face au changement climatique. Les EDS du PSP Sénégal reprennent dans leur esprit et leur vision ces trois orientations fondamentales :

42. (1) Protection sociale : **répondre aux crises alimentaires** en soutenant la disponibilité – et l'accès à – une alimentation suffisante pour satisfaire les besoins urgents des personnes affectées. Ceci se réalise principalement aujourd'hui par des **allocations monétaires directes** qui remplacent de plus en plus les distributions générales de denrées alimentaires conventionnelles de l'action humanitaire ; cet **axe de travail est illustré par l'EDS1, et depuis les RB de 2020, par l'EDS5.**

43. (2) Nutrition : **prévenir et traiter la malnutrition modérée et aiguë des enfants en bas âge et de leurs mères et améliorer la nutrition des enfants en âge scolaire** – chantier d'une importance capitale pour briser la transmission intergénérationnelle de la faim, traiter les retards de croissance et l'émaciation, et enrayer les effets socioéconomiques de la malnutrition (baisse de la productivité du travail et de l'apprentissage, coûts de la santé publique et de l'éducation nationale, etc.). Ce travail sur la nutrition soutient aussi divers autres programmes de prévention (éducation nutritionnelle et comportementale, enrichissement /supplémentation, etc.). Depuis les BR de 2020, **le programme de cantines scolaires a été rattaché aux activités de prévention et traitement de la malnutrition au sein de l'EDS2.**

44. (3) Résilience des ménages ruraux vulnérables : **soutien au renforcement de la résilience des moyens de subsistance en milieu rural**¹³. On s'attaque ici au problème de la pauvreté rurale, des moyens de subsistance, de la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles et du changement

¹² Cette TdC a été reconstituée sur la base de la documentation analysée pendant la phase de démarrage (PSP, PSPI, Révisions budgétaires, Rapports annuels pays, Rapports techniques, etc. voir l'Annexe Bibliographie), de divers entretiens lors de la phase de démarrage et ajustée lors d'un mini-atelier interne du BP à Dakar le 28 avril 2022. Elle est reconstituée sur la base du document du PSP (et non du PSPI), car le PSP a amené une vision nouvelle (plus stratégique et innovante que le PSPI, pensé dans la continuité des programmes antérieurs). Elle s'appuie sur la ligne de mire, les activités et produits de la RB2.

¹³ International Food Policy Research Institute (IFPRI). 2014. 2013 Global food policy report. Washington, D.C.: Voir Chapitre 2.

climatique. Ce chantier met l'accent sur le soutien à la petite production paysanne, l'amélioration des infrastructures rurales, l'augmentation des revenus et de la productivité, l'accès au marché et l'insertion au sein de filières rémunératrices, la résilience aux chocs des ménages et des systèmes de production à travers la gestion des risques climatiques. **Cet axe de travail fait l'objet de l'EDS3.**

45. L'hypothèse fondamentale est que la lutte contre la faim et la malnutrition ne peut être efficace pour atteindre la « Faim zéro » en 2030 au Sénégal que si chacune de ces trois orientations fait l'objet de la part des partenaires du développement d'investissements importants, et si ces efforts sont coordonnés par une forte volonté politique – au plus haut niveau – et à travers des partenariats efficaces.

46. En supplément et en complément de ces trois grands axes de travail, le renforcement des capacités nationales et la fourniture de services aux partenaires font l'objet de l'ESD4, et du nouvel ESD introduit par la RB2, l'EDS6. D'un point de vue stratégique, ce sont des effets de caractère « transversal », liés aux politiques de coopération et de partenariat du PAM et du Gouvernement.

47. Les autres orientations fondamentales du PSP sont :

- i. Transversales du AM : le genre, l'environnement, la protection sociale, les handicaps. En outre, les préoccupations liées à la migration, la sécurité et la gestion des conflits sont aussi, implicitement, sous-jacentes.
- ii. Stratégiques : évolution de l'axe « action humanitaire-développement-paix » pour l'ajuster face à l'émergence des crises – toutes à placer dans la perspective de la recherche d'efficacité, d'efficience et de synergies maximales entre les trois premiers ESD.
- iii. La reconstruction de la TdC proposée est donc articulée autour de quatre axes qui, selon l'analyse de l'EE, constituent les quatre principaux objectifs auxquels le PAM cherche à contribuer à travers le PSP.

48. Le premier axe représente les « **réponses aux crises alimentaires** ». Cela comprend à la fois l'ensemble de l'assistance apportée pour les distributions alimentaires et d'allocations monétaires saisonnières en période de soudure (activité n°1) et les réponses apportées à la crise COVID-19 (activités n°8 et n°9), ainsi que les produits attendus liés à ces activités.

49. Le deuxième axe représente l'« **amélioration du statut nutritionnel** », qui comprend le soutien à l'alimentation scolaire (activité n°9), les activités de traitement de la malnutrition modérée aiguë (activité n°3) et de prévention de la malnutrition aiguë (activité 8) et chronique (activités 3 et 8), ainsi que la lutte contre les carences en micronutriments (activité n°4), et les produits attendus liés à ces activités.

50. Le troisième axe représente l'« **appui à la résilience des écosystèmes, des moyens de subsistance et des ménages des petits producteurs agricoles face au changement climatique** », en particulier à travers l'amélioration de leur accès à : i) des actifs pour améliorer leur productivité ou pour conserver et protéger les ressources naturelles selon la modalité FFA « Food assistance for assets » ; ii) des marchés porteurs, notamment par des achats publics ou de cantines scolaires ; iii) des services d'information climatiques ; et iv) des services d'inclusion financière (assurances agricoles, groupes d'épargne et de crédit, fonctionnement des banques de céréales villageoises, garanties de type « warrantage » auprès d'institutions financières).

51. Le quatrième axe représente le « **renforcement des systèmes nationaux et de la coordination des interventions** ». Il comprend des opérations de renforcement des capacités du Gouvernement ; d'accompagnement au développement de stratégies et de politiques nationales ; de coordination des interventions à l'échelle nationale (activité n°6). Il repose sur l'existence de compétences nationales déjà en place, ainsi que de cadres juridiques et de politiques établis (p. ex. nutrition) ou en passe de l'être (p.ex. cantines scolaires). La logique et l'ambition de ce quatrième axe est la suivante : i) retrait progressif du PAM de l'opérationnalisation de certains de ses programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de protection sociale et de résilience, et ii) assomption par le PAM d'un rôle croissant d'assistance technique, de formation, de plaidoyer, de mobilisation de ressources, de coordination, de services communs, etc.

52. Le PAM cherche à **maximiser les interactions** entre ces quatre composantes de son programme (décrites ci-dessus) et à établir des liens opérationnels entre leurs différentes activités, en assurant leur intégration au sein d'approches territorialisées.

53. Le PAM cherche à développer des approches conjointes dans ses zones d'intervention à travers des **partenariats stratégiques**, en particulier notamment : i) au niveau national : SE CNDN, SE-CNSA, DGDN, MEN/DCAS, PBSF, MAER, CN AS ; ii) au niveau des bailleurs : GCF, Canada, France, Luxembourg, UE, MasterCard Foundation, USAID. En outre, au sein du SNU et du Cadre programmatique du PNUAD, à la poursuite des ODD, le PAM articule et intègre ses activités en particulier avec le PNUD, l'UNICEF, l'OMS, la FAO, le FIDA, l'UNICEF, l'UNIFEM, le FENU etc., et collabore avec la BM, la BAD et l'IDB.

54. Plusieurs **hypothèses** ont été formulées par l'EE, qui sont sous-jacentes à la logique de transformation de cette TdC reconstituée. Elles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

55. **Une première série d'hypothèses** se réfère aux différentes **étapes de causalité** de la TdC (illustrées par des encadrés Hyp1, Hyp2, Hyp3 dans le diagramme et relatives aux passages d'un niveau au niveau supérieur, e.g. *Passage « Budget/Intrants » -> « Produits » ou Passage « Produits » -> « Effets directs stratégiques »*).

56. **Une seconde série d'hypothèses** est relative **aux quatre principaux EDS du PSP 2019-2023**. Ces hypothèses recoupent en partie certaines des questions-clés proposées par l'EE en section 3.2 du rapport (portée de l'évaluation). Elles nourrissent les sous-questions d'évaluation et les pistes d'investigation de la Matrice d'évaluation et seront utiles pour les Thèmes d'apprentissage.

57. Le tableau de ces hypothèses (Tableau 6) est présenté après la conclusion ci-dessous.

Conclusion : transferts monétaires, nutrition élargie, cantines scolaires et résilience

58. Le Rapport annuel du PSP 2021 révèle certains faits d'importance stratégiques qui auront une incidence sur les changements effectivement observables et atteignables à court et moyen terme à travers les prochains PSP.

59. Les interventions suivantes dominent le PSP actuel (2019-2023) :

60. **TRANSFERTS MONÉTAIRES** ('CB') : la macro-catégorie des « transferts monétaires » - ou 'CBT' du PAM représente 6,7 millions USD (presque 100 % du plan, et la moitié des ressources PAM distribuées à ses bénéficiaires). Elles touchent 457 000 bénéficiaires (à raison en moyenne de 15 USD/bénéficiaire/mois). Leur envergure, leurs convergences et leurs articulations avec le PNBSF sont des enjeux importants pour le futur de la Protection sociale au Sénégal dans le contexte du PSE.

Tableau 2 : Forces et faiblesses des transferts monétaires, 2019-2023

	Forces observées (2019-2023)	Faiblesses observées (2019-2023)
Transferts monétaires	Disponibilité rapide du transfert pour les bénéficiaires (évitement des délais de procédures, d'achats et de transport de vivres) Inclusion financière Développement de l'économie locale Protection de la dignité humaine Approche innovante pour la nutrition Numérisation : traçabilité, faibles coûts de transaction	Insuffisance des fournisseurs de services financiers (maillage, couverture réseau, rapidité de service) Difficulté de suivi de l'utilisation de l'assistance notamment pour la nutrition Faible temps d'expérimentation pour la nutrition

Sou ce : Atelier de reconstruction de la TdC du 29/04/2022 au BP Dakar

61. **NUTRITION** : L'intégration de la modalité CBT dans les interventions de nutrition constitue un point important à prendre en compte dans le prochain PSP, et ceci rendra nécessaire une révision des indicateurs de nutrition. Par ailleurs, la couverture des interventions de nutrition fournies par le PAM est en train de s'élargir quantitativement et qualitativement (intégration de la cible « adolescent »). Enfin, la question des vivres spéciaux et des produits

62. locaux est un enjeu important. Ceci devra également être reflété dans le prochain PSP.

Tableau 3 : Forces et faiblesses de la nutrition, 2019-2023

	Forces observées (2019-2023)	Faiblesses observées (2019-2023)
Nutrit on : vivres spéciaux et nutritifs/produits locaux	Existence d'initiatives locales	Manque d'encadrement des initiatives Initiatives restant parcellaires et dispersées

Sou ce : Atelier de reconstruction de la TdC du 29/04/2022 au BP Dakar

63. **CANTINES SCOLAIRES** : Selon les statistiques du ministère de l'Éducation, le nombre des enfants du cycle élémentaire éligible au programme des cantines scolaire s'élève à 1 172 792 (écoles élémentaires publiques situées en zone rurale et péri-urbaine). Les cantines du PAM ont touché 235 000 enfants en 2021 (20 pour cent des enfants éligibles au programme)¹⁴. Les cantines, sur les territoires visés, semblent souvent être une porte d'entrée favorable — en théorie du moins — à des actions intégrées entre EDS1/EDS2/EDS3, mais le degré d'entraînement catalytique effectif de cette intégration est variable. Le développement et la généralisation de l'accès à des cantines scolaires par l'ensemble des écoliers du primaire à l'horizon 2026 est un enjeu de politique important tant pour l'éducation nationale que pour l'amélioration du statut nutritionnel des jeunes.

Tableau 4 : Forces et faiblesses des cantines scolaires, 2019-2023

	Forces observées (2019-23)	Faiblesses observées (2019-23)
Cantines scolaires : Capacité du ministère de l'Éducation nationale	Forte implication du MEN dans la mise en œuvre Création d'un programme national Renforcement des capacités	Faiblesse des capacités du MEN (ressources humaines, matériel, etc.) Faible réactivité du MEN Faible mobilisation communautaire autour des cantines Monitoring des indicateurs Faible participation des producteurs locaux dans la chaîne d'approvisionnement des écoles Faible contribution/cotisations des parents pour compléter la préparation des repas Faible couverture des écoles suivies durant l'année scolaire en raison de manque de moyen logistique de la part du MEN/ faible implication du MEN dans le suivi du programme Manque de formation régulière des personnes impliquées dans la gestion du programme (directeurs, gestionnaires de la cantine, etc.) Faible remplissage des fiches de gestion du programme au niveau école Manque de base des données qui permettrait de prendre des mesures correctives à temps qui garantissent une exécution efficace du programme et de rendre compte de manière régulière la gestion du programme

Source : Atelier de reconstruction de la TdC du 29/04/2022 au BP Dakar

¹⁴ ACR 2021.

64. **MOYENS DE SUBSISTANCE, RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE** : L'appui aux moyens de subsistance et à la résilience reçoit des financements croissants (GCF, Fondation MasterCard). Cet appui touche en 2021 : i) environ 130 000 petits producteurs (sur 750 000 exploitations familiales au niveau national), à travers des transferts monétaires/vouchers pour la création d'actifs principalement (infrastructures productives ou environnementales, conservation des sols et de l'eau, aménagements de bas-fonds, réhabilitation de 3 000 ha et plantation de 9 000 arbres en 2021), et ii) environ 15 000 personnes avec un paquet intégré d'activités basées sur la gestion des risques. Toutefois, les activités EDS3 pour être effectives et durables (et compatibles avec l'EDS4) doivent être mises en œuvre en pleine harmonie et coordination avec les services techniques nationaux, SE-CNSA, MAER, Comités locaux de développement. Ces activités de EDS3 doivent se référer explicitement et dans la pratique au cadre politique et opérationnel du PRACAS, et devraient s'aligner sur le programme « Nouveaux terroirs résilients ».

Tableau 5 : Forces et faiblesses des activités de résilience, 2019-2023

	Forces observées (2019-2023)	Faiblesses observées (2019-2023)
Développement rural, résilience et moyens de subsistance	Caractère attractif pour les bailleurs Bonne mobilisation de ressources de donateurs Indicateurs favorables pour l'égalité de genre Approches innovantes (4R, SAMS, digitalisation de services, inclusion financière, filières liées aux cantines scolaires, etc.) Antennes décentralisées (Matam, Kaolack, Kolda) Activités services climatiques et informations en langues locales bien développées	Coordination/information avec SE-CNSA pour exécution du travail de terrain Coordination avec FAO et FIDA Faible capacité des instances gouvernementales locales pour aligner les PTF Cohérence des ciblage Sensibilisation, compréhension et capacité de paiement des primes CNAAS par petits producteurs, contentieux concernant indemnités CNAAS, et absence d'agents CNAAS terrain Prise de risque calculée (fonctionnement des initiatives, épargne/crédit, BCV et warrantage) Rivalités de leadership et responsabilités sur le terrain entre les services techniques et entre les PTF Faible durée des contrats des prestataires de services Monitoring des activités et résultats Les exigences des approches des bailleurs ESD3 du PAM (GCF &MCF) sont de types « projets ».

Source : Atelier de reconstruction de la TdC du 29/04/2022 au BP Dakar

65. Voir aux pages suivantes les tableaux sur les hypothèses relatives à la TdC du PSP 2019-2023, dont certaines sont reflétées comme sous-questions et lignes d'investigation de la Matrice d'évaluation.

Tableau 6 : Hypothèses de la TdC

<p>HYPOTHÈSES SOUS-JACENTES AU DIAGRAMME DE LA THÉORIE DU CHANGEMENT PROPOSÉES PAR L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION</p> <p>A. Logique interne de la Théorie du Changement : conditions de réalisation des produits, effets et impacts attendus (« pastilles/étoiles numérotées » du diagramme)</p> <p><i>Hyp1. Hypothèses générales sur la faisabilité du passage « Défis » -> « Impacts »</i></p> <p>i. Les situations de crise globale, macro-choc ou conflit (guerre en Ukraine, cours mondiaux des céréales, Covid-19, chocs climatiques) n'empêchent pas la mise en œuvre du PSP.</p> <p>ii. L'inflation est contenue, et les prix sont relativement stables — en tout cas ils ne remettent pas en cause la faisabilité des opérations du PAM.</p>

- iii. Continuation de la bonne vision et de la forte volonté politique concernant l'éradication de la faim et la protection sociale au Sénégal.
- iv. Les capacités techniques du Gouvernement permettent les diverses mesures de protection sociale, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de développement rural et adaptation au changement climatique et enfin de transition et transfert de responsabilité de gestion des programmes prévus par le PSP.
- v. Bonnes relations de partenariat entre les acteurs du développement. Les partenaires coopérants et les prestataires de services ont les capacités requises
- vi. Les ressources disponibles pour la mise en œuvre du PSP correspondent, dans l'ensemble, relativement bien aux besoins recensés et aux plans annuels.
- vii. Les zones d'activités sur le terrain sont accessibles et ne présentent pas de problèmes de sécurité.
- viii. Le PAM gère de manière saine et adéquate ses opérations.
- ix. Des liens entre composantes et activités du PSP sont établis sur le terrain, donnant des synergies, des effets multiplicateurs et des dynamiques d'entraînement. Par exemple, il est supposé que le programme de cantines scolaires puisse servir de point d'entrée pour des interventions de nutrition, et de résilience/moyens de subsistance EDS3.
- x. Le système de suivi/évaluation du PSP, l'outil de planning et de rapportage COMET et les bases de données dérivées et enfin l'équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui rendent possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins.
- xi. D'autres interventions et services que ceux du PAM, complémentaires, sont fournis par d'autres parties prenantes et PTF, en particulier dans le cadre du SNU et du PNUAD, en minimisant les chevauchements et les doublons, et en maximisant les synergies.

Hyp2. Hypothèses sur le passage « Budget/Intrants » -> « Produits »

- xii. Le dispositif nouveau du PSP permet de sortir de « la logique projet », évite le « saupoudrage », améliore la continuité, la flexibilité, l'efficacité. On ne raisonne plus « à vue », sur des périodes de six mois qui s'enchaînent, mais à un horizon de temps de cinq ans qui facilite la gestion.
- xiii. Les ressources humaines et financières du PSP sont suffisantes.
- xiv. Les partenariats du PSP sont fonctionnels, et assez longs pour établir des résultats durables
- xv. Ciblage géographique (Cadre harmonisé) et social (RNU) adéquat. La liste des bénéficiaires a été vérifiée par croisements et validée avec les communautés en utilisant le RNU. Le ciblage géographique et celui des bénéficiaires sont équitables, ajustables, consensuels. Le mécanisme des plaintes permet de mitiger les risques d'usage inadéquat de l'assistance.
- xvi. Il y a une bonne coordination entre les différentes activités du PSP, une intégration entre ses différentes composantes qui brise le « fonctionnement en silos »
- xvii. Approvisionnements adéquats. Les opérations s'appuient sur des achats locaux (sauf pour les aliments spécialisés et spécifiques de traitement de la malnutrition)

Hyp3. Hypothèses sur le passage « Produits » -> « Effets directs stratégiques »

- xviii. Les interventions du PAM et de ses partenaires/ONG/prestataires sont cohérentes, nécessaires et suffisantes (dans le contexte où elles sont menées, et en prenant compte les conditions nécessaires et les différents facteurs externes favorables ou défavorables) pour contribuer substantiellement aux Effets directs stratégiques espérés, sur la base d'une bonne appropriation et continuation des résultats produits par les collectivités locales et les services gouvernementaux concernés. En outre, elles ne portent pas préjudice aux fonctions et capacités des services techniques du gouvernement.
- xix. Les interventions du PAM selon la modalité transferts monétaires sont bien intégrées à la politique et au dispositif de protection sociale nationaux, et bien articulés en particulier avec le PNBSF et le RNU, ce qui constitue une base robuste pour une autonomie nationale en matière de protection sociale via des transferts monétaires.
- xx. Dans chaque zone d'intervention, il y a bonne intégration : a) interne au PAM entre les « EDS » et les composantes du programme ; b) externe avec les services techniques gouvernementaux ; c) externe avec les agences ONU basées à Rome (FIDA et FAO), et d) externe avec les autres PTF.
- xxi. Dans chaque zone d'intervention, il existe un fort leadership/chef de file local du gouvernement (CNSA, Comités locaux de développement, DRDR ou SDDR du MAER, MEN/DCAS, etc.) qui assure la cohérence et les synergies entre les PTF.

Hyp4. Hypothèses liées aux « Enjeux transversaux » et à leur prise en compte en vue de contributions indirectes à des transformations sociétales (impacts de long terme) espérées du PSP

- xxii. La prise en compte des enjeux transversaux permet plus d'efficacité, plus d'équité et plus de durabilité dans l'obtention des produits du PSP. L'intégration du genre, par exemple, augmente la durabilité des résultats acquis en matière de réponse à la soudure et aux crises (cf. allocations monétaires directes cash) et en matière de moyens de subsistance résilients face au changement climatique (cf. inclusion financière). L'intégration de la redevabilité permet une meilleure appropriation des actions par les bénéficiaires. L'intégration de la protection permet plus d'inclusivité et le respect du principe « ne laisser personne pour compte ». Enfin, l'intégration de l'environnement selon les modalités prévues par le PAM permet de minimiser les probabilités que le PSP soit dommageable pour les ressources naturelles ou le climat.
- xxiii. Le PAM et ses partenaires font un usage respectueux des données personnelles des bénéficiaires : les fournisseurs de services signent un engagement à respecter des procédures opérationnelles standard en la matière. Le système numérisé SCOPE réduit la manipulation des données, et préserve la confidentialité des bénéficiaires.
- xxiv. Le ciblage a mis en place une « discrimination positive » à l'égard des femmes, des jeunes, et des groupes sociaux vulnérables (personnes en situation de handicap, atteintes de HIV, ou personnes déplacées internes (PDI), etc.), et contribue à faciliter, à terme, que personne ne soit « laissé pour compte »

B. Hypothèses liées à chacun des EDS, à leurs modalités de mise en œuvre, et à des facteurs ou déterminants favorables ou défavorables

EDS1 (Soudure)¹⁵

- xxv. La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique) reflète les besoins et leur diversité.
- xxvi. Le Gouvernement du Sénégal n'a pas la capacité de gérer les crises de soudure par lui-même, avec ses ressources financières, institutionnelles et logistiques propres¹⁶.
- xxvii. Le « business as usual » et la division du travail entre les PTF, le Gouvernement du Sénégal et le CILSS face à la soudure sont acceptables par toutes les parties prenantes sans être remises en cause.
- xxviii. L'utilisation de l'argent des transferts monétaires directs « cash » par les bénéficiaires est l'utilisation attendue par le PAM en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (p. ex. réponse à des besoins alimentaires ou de santé ou autres prioritaires, et non pas placements spéculatifs ou trafics illégaux, etc.).
- xxix. L'utilisation d'argent public « cash » de l'aide internationale pour répondre à la soudure constitue une situation et une pratique qui sont politiquement acceptables pour le gouvernement et la société sénégalaise, et pour la communauté des bailleurs de fonds¹⁷.

¹⁵ La soudure est une période de pénurie alimentaire relative, une crise récurrente plaçant chaque année pendant 3 ou 4 mois des dizaines de milliers de familles sénégalaises en état de crise d'insécurité alimentaire (Phase 3 du CH, par exemple : 550 000 personnes, soit environ 50 000 familles en mars 2022) et des centaines de milliers d'entre elles « sous pression » (Phase 2 du CH, par exemple 3,1 millions de personnes en mars 2022).

¹⁶ Il y a accord entre le GdS et les PTF sur le fait que les crises de soudure doivent être mitigées essentiellement par les PTF, en particulier le PAM. Il n'y a pas de « fatigue des donateurs du PAM ». Ces donateurs restent disponibles chaque année pour alimenter les distributions du PAM, face à la récurrence de l'attente - chaque année - des groupes cibles et des gouvernements locaux à l'égard des distributions - désormais en espèces (« cash ») - du PAM. Jadis, les excédents alimentaires de l'UE ou du PL480 des États-Unis approvisionnaient les distributions (en nature) de vivres. Les distributions étaient un débouché pour ces excédents. Que se passe-t-il désormais du côté des donateurs, maintenant que les distributions en nature disparaissent ?

¹⁷ La pénurie alimentaire relative et les prix élevés qui limitent l'accès à une alimentation satisfaisante des familles vulnérables pendant la soudure est liée à des activités de spéculations saisonnières du secteur privé (gros commerçants stockant), et à des mécanismes traditionnels d'enrichissement, d'accumulation de capital et de différenciation sociale au sein des zones affectées.

xxx. D'autres options de réponse à la soudure ont été examinées sans réponses probantes¹⁸.

EDS2 (Cantines scolaires et interventions de nutrition)

- xxxi. Le MEN et la DCAS ont la capacité d'assumer la gestion complète d'un programme national cantines en 2026¹⁹.
- xxxii. Les cantines scolaires peuvent jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponse aux crises, nutrition, résilience et moyens de subsistance/FFA et R4, etc.)
- xxxiii. Les cantines scolaires peuvent représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales.
- xxxiv. Les petits producteurs des collectivités locales peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires aux cantines scolaires.
- xxxv. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires temporaires (soudure, réponse aux crises)
- xxxvi. La durée des allocations monétaires temporaires (soudure, crise Covid-19) est suffisante pour prévenir sur la durée les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe usuellement un à deux mois après la fin de la période de soudure.
- xxxvii. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est aussi harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires de sécurité familiale permanente (PNBSF).
- xxxviii. La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel.

EDS3 (Développement rural, résilience, moyens de subsistance)

- xxxix. Les Gouvernorats, le MAER, le SE-CNSA, le SE-CNDN, le MEN et les Comités de développement locaux assurent une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels.
- xl. La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec la FAO/FIDA, avec la BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, UNCDF/FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont effectives.
- xli. FFA : la création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est – et reste – pertinente, efficace et efficiente comme moyen de réduction des risques tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs.
- xlii. CNAAS : Les petits producteurs vulnérables²⁰ sont en mesure de payer des primes d'assurances indicielles contre les risques climatiques.
- xliii. Le paiement ou la subvention partielle des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs peut être considéré comme un dispositif de

¹⁸ Explication : des études existent qui démontrent que cette approche de la soudure au moyen de transferts monétaires sans conditions ciblant directement les bénéficiaires est plus pertinente, plus efficace et plus efficiente que, par exemple : i) des distributions de vivres généralisées ; ii) des transferts soumis à conditions (scolarisation, vaccination, etc.) ; iii) des transferts ou des vivres en échange de travaux FFA. Et aussi : d'autres études existent, qui démontrent que cette approche de la soudure au moyen de transferts monétaires ciblant directement les bénéficiaires sur trois ou quatre mois est plus pertinente, plus efficace et plus efficiente qu'une allocation monétaire mensuelle sur toute l'année aux familles vulnérables concernées (c-à-d. : La famille Y reçoit X FCFA mensuels pendant 3 mois actuellement. Pourrait-elle faire face à la soudure par elle-même si elle recevait chaque mois, pendant toute l'année, 4 fois ce montant mensuel ? Et quelles seraient les réductions de coûts de transactions et de logistique pour le PAM au cas où de telles allocations deviendraient systématiques dans la durée ? Et quelles seraient les possibilités de gestion de telles allocations stables pour toutes les zones structurellement affectées par la soudure dans le cadre du PNBSF ? Pourraient-elles être accompagnées de travaux FFA en période de pression ou de crise ? etc.).

¹⁹ Les institutions centrales et infranationales et les communautés locales ont la volonté politique, les ressources humaines et financières et les compétences pour mettre en œuvre et gérer le programme national des cantines scolaires.

²⁰ En particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure.

protection sociale sur le moyen et le long terme, approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi des finances) ou le ministère des Finances (décrets pour la mise en œuvre durable d'un tel dispositif de subvention).

- xliv. Les banques de céréales villageoises (BCV) ont pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits.

EDS4 (Renforcement des systèmes nationaux)

- xlv. Des feuilles de route consensuelles – et réalistes – sont établies par toutes les parties concernées par cet objectif qui est de faciliter la transition, et dans certains cas le transfert de responsabilités en matière de gestion des programmes du PAM, de protection sociale, de nutrition, de sécurité alimentaire, de résilience, etc. (soudure, cantines scolaires, interventions de nutrition et résilience/soutien aux moyens de subsistance).

EDS5 (Réponse aux besoins alimentaires et nutritionnels urgents pendant et après la crise COVID-19)

- xlvi. La réponse par des allocations monétaires du PAM est bien coordonnée avec le PNBSF.
xlvii. Les interventions du PAM en réponse à la crise renforcent les capacités du RNU et du PNBSF.

LÉGENDE DU GRAPHE de RECONSTRUCTION DE LA THÉORIE DU CHANGEMENT :

Cellules rouges :

Réponse à la crise instaurée par deux RB en 2020

Hypothèses :

Hyp 1 : séries d'hypothèses du passage « Défis » → « Impacts (Hypothèses i) à xi)

Hyp 2 : séries d'hypothèses du passage « Budget/Intrants » → « Produits (Hypothèses xii à xvii)

Hyp 3 : série d'hypothèses du passage « Produits » → « Effets directs stratégiques (Hypothèses xviii à xxi)

Hyp 4 : série d'hypothèses « Enjeux transversaux » → « Effets directs stratégiques » (Hypothèses xxii à xxiv)

Hypothèses relatives à EDS1 : voir hypothèses xxv à xxx

Hypothèses relatives à EDS2 : voir hypothèses xxxi à xxxviii

Hypothèses relatives à EDS3 : voir hypothèses xxxix à xlv

Hypothèses relatives à EDS4: voir hypothèse xlv

Hypothèses relatives à EDS5 : voir hypothèses xlvi et xlvii

Flèches :

Effet direct, ou flux de synergie, ou influence d'intensité majeure, moyenne, mine re :



3.9. CADRE DE RÉSULTATS/LIGNE DE MIRE

SENEGAL

SR 1 – Everyone has access to food (SDG Target 2.1)	SR 1 – Everyone has access to food (SDG Target 2.1)	SR 2 – No one suffers from malnutrition (SDG Target 2.2)	SR 4 – Sustainable food systems (SDG Target 2.4)	SR 5- Countries strengthened capacities (SDG Target 17.9)	SR 8- Enhance global partnership (SDG Target 17.16)
CRISIS RESPONSE	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	RESILIENCE BUILDING	CRISIS RESPONSE
OUTCOME 5: Crisis-affected households and communities in targeted areas can meet their basic food and nutrition needs both during and in the aftermath of crises	OUTCOME 1: Food insecure populations in targeted areas have access to adequate food	OUTCOME 2: Vulnerable populations including children, pregnant/lactating women, girls other nutritionally vulnerable individuals and, in targeted departments, have improved nutritional status all year round	OUTCOME 3: Food-insecure populations and communities exposed to climatic shocks and other risks, in targeted areas have resilient livelihoods, and sustainable food systems all year-round	OUTCOME 4 National and local institutions have strengthened capacities to manage food and nutrition security, social protection, and resilience building programmes by 2023	OUTCOME 6 Humanitarian and development partners have access to common services throughout the year
<p>OUTPUTS:</p> <p>7.1. Crisis-affected beneficiaries (Tier 1) in targeted vulnerable regions receive nutritious food or cash transfers in order to meet their basic food and nutrition requirements [A1] [SDG 1] [SDG 10] [SDG 3]</p> <p>8.1 Targeted children aged 6-23 months and PLW/Gs (Tier 1) in crisis affected households receive adequate and timely specialized nutritious food in order to prevent acute malnutrition [A2], [B2], [SDG 4] [SDG 5], [SDG 3]</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>1.1. Targeted beneficiaries (Tier 1) receive timely and adequate food/CBT in order to meet their food and nutrition requirements [A1] [SDG 1] [SDG 10] [SDG 3]</p> <p>2.1 Children attending pre- and primary school (Tier 1) receive timely and adequate school meals in order to meet their food requirements and support school enrolment and attendance (SDG 4) [A2], [B2], [SR 2] [SDG 4] [SDG 5], [SDG 3]</p> <p>2.2 Food insecure people (Tier 3) benefit from enhanced local government and communities capacity to implement home-grown school feeding and nutrition programmes [C]</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>3.1 Targeted children aged 6-59 months and PLW/Gs (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food in order to treat moderate acute malnutrition (MAM) [B]</p> <p>3.2 Targeted children aged 6-23 months and PLW/Gs (Tier 1) receive adequate and timely specialized nutritious food in order to prevent moderate acute malnutrition (MAM) and stunting [B]</p> <p>3.3 Targeted beneficiaries including mothers of children 6-59 months, adolescent girls, PLW/Gs and other nutritionally-vulnerable individuals such as PLW/Gs living with HIV (Tier 2) receive nutrition education and social and behaviour change communication (SBCC) in order to improve nutrition-related practices and prevent malnutrition [E], [SDG 3]</p> <p>4.1 Vulnerable groups (Tier 3) benefit from enhanced local capacity for the production of safe, quality and nutritious local and fortified food products to prevent micronutrient deficiencies [C], [SDG 5]</p> <p>9.1 Children attending pre- and primary school (Tier 1) receive timely and adequate school meals in order to meet their basic food and nutrition requirements during the school year and promote school enrolment and attendance [A], [B], [N], [SDG 4] [SDG 5], [SDG 3]</p> <p>9.2 Food insecure people (Tier 3) benefit from enhanced local government and communities capacity to implement home-grown school feeding and nutrition programmes [C]</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>5.1 Targeted beneficiaries (Tier 1) receive timely food assistance for asset creation in order to meet their short-term food and nutrition needs while improving their resilience [A2] [SDG 5];</p> <p>5.2 Targeted populations (Tier 2) benefit from assets built or improved and other livelihood support interventions in order to enhance their productivity and resilience to recurrent climate shocks [D], [SDG 5];</p> <p>5.3 Targeted smallholders and their households (Tier 2) benefit from climate adaptation measures, including agricultural insurance, climate services and village cereal banks (VCB) in order to increase their adaptation to climate change [G]; [SDG 5] [SDG 13]</p> <p>5.4 Targeted smallholders (Tier 2) benefit from value chain support to access market opportunities through linkage to the private sector and institutional feeding programmes [F], [SDG 5]</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>6.1 Food-insecure vulnerable individuals and communities (Tier 3) benefit from effective emergency preparedness and response, climate adaptation and shock-responsive national programmes and social protection delivery systems in order to receive timely assistance from the government, WFP and partners [C]</p> <p>6.2 Food-insecure populations (Tier 3) benefit from enhanced Government supply chain management capacity in order to receive adequate and timely assistance from the government, WFP and partners [C]</p> <p>6.3 Food insecure populations (Tier 3) benefit from effective policies and civil society engagement for food security and resilience, nutrition and social protection in order to ensure consistent assistance from the government, WFP and partners. [I]</p>	<p>OUTPUTS:</p> <p>9.1 Crisis-affected populations (tier 2) targeted by humanitarian and development partners benefit from WFP Supply Chain services according to identified needs (cat. H), receiving timely and effective assistance</p>
<p>ACTIVITY 7: Provide general food distributions, nutritious food and/or cash transfers to crisis-affected beneficiaries [Activity category 1/Modalities: Food, & CBT]</p>	<p>ACTIVITY 1: Provide seasonal food/CBT assistance and complement Government's social transfers to food insecure Senegalese populations [Activity category 1/Modalities: Food, CBT & CS]</p>	<p>ACTIVITY 3: Support beneficiaries through the provision of specialized nutritious food and integrated programmes (including SBCC) to prevent and treat acute and chronic malnutrition [Activity category 6/Modalities: Food, CBT & CS]</p>	<p>ACTIVITY 5: Provide livelihood and climate adaptation support to targeted groups, including through an integrated risk management approach and linkages to market opportunities [Activity category 3/Modalities: Food, CBT & CS]</p>	<p>ACTIVITY 6: Build and enhance capacity of central and local government in food and nutrition security analysis, emergency preparedness and response, supply chain management, and gender transformative safety-net programme design and management. [Activity category 9/Modalities: CS]</p>	<p>ACTIVITY 10: Provide supply chain services to humanitarian and development partners [Activity category 10/Modalities: SD]</p>
<p>ACTIVITY 8: Provide specialized nutritious food to crisis affected households to prevent acute malnutrition [Activity category 6/Modalities: Food, CBT & CS]</p>	<p>ACTIVITY 2: Provide nutritious school meals to vulnerable Senegalese children in targeted departments during the school year, in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding) [Activity category 4/Modalities: Food, CBT & CS]</p>	<p>ACTIVITY 4: Support Government's efforts to fight micronutrient deficiencies and enhance the availability of diversified, safe and healthy food [Activity category 8/Modalities: CS]</p> <p>ACTIVITY 9: Provide nutritious school meals to vulnerable Senegalese children in targeted departments during the school year, in a way that relies on and stimulates local production (home-grown school feeding) [Activity category 4/Modalities: Food, CBT & CS]</p>			

Annexe 4 : Matrice d'évaluation

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
Question d'évaluation 1 : Dans quelle mesure le programme du PAM s'est-il fondé sur des données factuelles et est-il orienté de façon stratégique pour répondre aux besoins des plus vulnérables ?					
1.1 Dans quelle mesure le PSP a-t-il été informé par des preuves existantes sur les défis de la faim, la sécurité alimentaire et les questions de nutrition prévalant dans le pays pour assurer sa pertinence au stade de la conception ?					
1.1.1 Pertinence de l'identification des personnes les plus vulnérables	<p>1. La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé, Registre national unique, comités de ciblage locaux et autres méthodes - quelles autres ?) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ?</p> <p>Hyp. xxv TA1</p>	<p>Appréciation qualitative (rating) des bénéficiaires sur la focalisation du PAM sur les régions et les groupes les plus vulnérables</p> <p>Appréciation qualitative (rating) des autres parties prenantes sur la focalisation du PAM sur les groupes et régions les plus vulnérables</p> <p>Taux d'exclusion, par les mécanismes</p>	<p>PSP et documents de révision budgétaire RB, RB1 et RB2</p> <p>Analyses des besoins et du contexte par le PAM</p> <p>Bases de données du PAM et des parties prenantes</p> <p>Entretiens avec les principales parties prenantes, y compris les bénéficiaires</p>	<p>Analyse des documents et de base de données</p> <p>Entretiens semi-structurés avec les informateur-clés</p> <p>Discussions de groupe avec les bénéficiaires</p> <p>Tableaux de sortie de</p>	<p>Niveau moyen à élevé</p> <p>Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateur-clés</p> <p>Bonne faisabilité d'une enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p> <p>Toutefois, la disponibilité des informations variera</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
		d'affinement de la sélection des bénéficiaires des activités du PSP, des ménages enregistrés sur le RNU comme bénéficiaires potentiels de mécanismes de protection sociale (quel pourcentage d'inscrits sur le RNU est exclu par les comités locaux de filtrage ?)	Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes	l'enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes	<p>en fonction des territoires, des groupes de population et des thèmes</p> <p>Les données sur le taux d'exclusion du RNU pourraient être partielles ou difficiles d'accès, ou inexistantes</p>
1.1.2 Pertinence des interventions mises en place pour traiter les besoins des personnes les plus vulnérables	<p>2. Des études existent-elles, qui démontrent que cette approche de la soudure et des crises au moyen de transferts monétaires ciblant directement les bénéficiaires est plus pertinente, plus efficace et plus efficiente, par exemple, que des distributions physiques de vivres généralisées, ou que des transferts monétaires pour des travaux FFA ?</p> <p>Hyp. xxx TA1</p>	<p>Degré de pertinence (rating par les parties prenantes) des interventions/activités pour traiter les besoins des groupes sociaux et des personnes les plus vulnérables.</p> <p>Existence d'études au Sénégal ou dans la zone CILSS comparant transferts monétaires inconditionnels et FFA</p>	<p>PSP et documents de révision budgétaire RB, RB1 et RB2</p> <p>Rapports annuels BP</p> <p>COMET et RAM</p> <p>Documents sur le processus d'élaboration du PSP, des cadres</p>	<p>Examen documentaire</p> <p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Tableaux de sortie de l'enquête basée sur questionnaire auprès des</p>	<p>Niveau moyen à élevé</p> <p>Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateurs clés</p> <p>Bonne faisabilité d'une enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>3. D'autres études existent-elles, qui démontrent que cette approche de la soudure au moyen de transferts monétaires ciblant directement les bénéficiaires sur trois ou quatre mois est plus pertinente, plus efficace et plus efficiente qu'une allocation monétaire permanente mensuelle (qui serait trois ou quatre fois supérieure, mais répartie sur toute l'année, et que la famille gèrerait en pensant à se prémunir pour la période de soudure) aux familles vulnérables concernées ?</p> <p>Hyp. xxx TA1</p> <p>4. D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du</p>	<p>dans les zones affectées par la soudure</p> <p>Existence d'études au Sénégal ou dans la zone CILSS comparant transferts monétaires saisonniers (sur 3 ou 4 mois) et transferts monétaires stables sur toute l'année (non accompagnés d'appui complémentaire pendant la soudure)</p> <p>Indicateurs du Cadre harmonisé sur les populations en phase2, 3, 4 et 5</p> <p>Indicateurs des rapports annuels et de COMET sur le nombre de bénéficiaires.</p>	<p>logiques et TdC, système de suivi de l'atteinte de l'ODD2</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p> <p>Statistiques CNDN et CLM, UNICEF</p> <p>Sous bureaux PAM, en liaison avec DRDR et SDDR</p> <p>BP des trois agences basées à Rome : PAM/FIDA/FAO</p> <p>CNAAS</p>	<p>parties prenantes</p>	

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. xxx</p> <p>5. La réponse planifiée du PAM à travers le PSP, les révisions budgétaires RB1 et RB2 est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise socio-économique ouverte par le COVID 19 ? Hyp. xlvii</p> <p>TA1</p> <p>6. La prévention et le traitement de la malnutrition infantile et maternelle dans les zones affectées par la soudure peuvent-ils prévenir les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe un à deux mois après la fin de la période de soudure – sans que ces interventions soient systématiquement associées avec des mesures stables, sur la durée, d'allocations monétaires ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>TA3</p>	<p>Statistiques nationales sur les rechutes et les pics de malnutrition infantile aigue dans les zones affectées par la soudure un à deux mois après la fin de la soudure</p> <p>Indicateurs confrontant les listes de bénéficiaires des interventions de traitement et de prévention de la malnutrition avec les listes de i) bénéficiaires d'allocations monétaires du PAM et ii) bénéficiaires des allocations du PNNNSF</p> <p>Indicateurs de nutrition sur les déficiences en micronutriments</p> <p>Nombres totaux de jours ouverts FFA, compensations monétaires ou en vivres ou PlaNet Guarantee octroyées</p>			

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>7. Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii TA3</p> <p>8. FFA : la création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen de réduction des risques tout à la fois pour : i) renforcer la résilience des ménages, des collectivités rurales et des écosystèmes ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des petits producteurs vulnérables ? Hyp xli TA2</p>	Indicateurs du portefeuille CNAAS des assurances agricoles depuis 2019			

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>9. CNAAS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurances indicielles contre les risques climatiques ? Hyp xlii TA2</p> <p>10. L'utilisation de l'argent des transferts monétaires directs « cash » par les bénéficiaires est-elle celle attendue par le PAM en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (cf. réponse à des besoins alimentaires ou de santé ou autres prioritaires, et non pas placements spéculatifs ou trafics illégaux, etc.) ? Hyp.xxviii TA1</p>				
1.2 Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les politiques et plans nationaux et sur les ODD ?					

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
1.2.1. Alignement des objectifs stratégiques sur les politiques, stratégies et plans nationaux	<p>11. L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM avec les politiques et les priorités nationales visant les populations les plus vulnérables ? Hyp. xii</p> <p>12. Degré d'implication du gouvernement dans la préparation du PSP, et modalités de son implication dans la conception et formulation du PSP ? Hyp. iii, Hyp. iv, Hyp. viii</p> <p>13. Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) ? Hyp. xxxii TA4</p>	<p>Appréciation (rating) par les parties prenantes du niveau de conformité des effets directs stratégiques et des activités du PSP avec les politiques et plans gouvernementaux</p> <p>Appréciation (rating) par les parties prenantes du niveau de conformité des effets directs stratégiques et des activités du PSPI et du PSP avec les objectifs infranationaux énoncés dans les politiques, stratégies et plans infranationaux</p>	<p>PSP et documents de révision budgétaire RB1 et RB2</p> <p>Politiques, plans et programmes gouvernementaux</p> <p>Documents sur le processus d'élaboration du PSP, des cadres logiques, système de suivi de l'atteinte de l'ODD2</p> <p>Avis des hauts fonctionnaires sur le niveau de conformité des interventions du PAM avec les politiques et plans gouvernementaux</p>	<p>Examen documentaire</p> <p>Entretiens semi-structurés</p> <p>Tableaux de sortie de l'enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Niveau élevé</p> <p>Documents accessibles et/ou possibilité de collecter l'information au travers d'informateurs clés</p> <p>Bonne faisabilité d'une enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p> <p>Toutefois, l'alignement sur les stratégies et plans infranationaux pourrait ne pas être documenté de façon approfondie (cela dépendra du degré de décentralisation et d'élaboration de politiques, stratégies et plans infranationaux)</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>14. Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires. Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv TA4</p> <p>15. Le Gouvernement a-t-il les capacités techniques qui permettent les diverses mesures de protection sociale, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de développement rural et adaptation au changement climatique et enfin de transition et transfert de responsabilité de gestion des programmes prévues par le PSP ? Hyp. iv TA5</p> <p>16. Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le SE-CNSA, le SE-CNDN, le MEN et les Comités de développement</p>		<p>Avis des hauts fonctionnaires sur les modalités et le degré d'implication du gouvernement dans la préparation du PSP</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>		

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	locaux assurent-ils une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF, en particulier le PAM, dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels ? Hyp. xxxix TA5				
1.2.2. Alignement sur les ODD nationaux	17. Quel est le degré d'alignement des EDS énoncés dans le PSP sur les objectifs et cibles des ODD au niveau national ?	Degré de cohérence entre les EDS du PSP et les objectifs et cibles des ODD au niveau national	PSP du PAM et documents de révision du budget ultérieurs Cadre national des ODD	Revue documentaire	Niveau élevé Documents disponibles
1.3 Dans quelle mesure le PSP est-il cohérent et aligné sur l'ensemble du Système des Nations Unies et inclut-il des partenariats stratégiques appropriés basés sur l'avantage comparatif du PAM dans le pays ?					
1.3.1 Alignement du PSP avec le PNUAD, et pertinence de la coopération avec le GNUDD	18. Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les orientations du PNUAD ? Hyp. xi 19. Degré de coordination avec les agences des N.U. basées à Rome et les autres	Appréciation (rating) par les parties prenantes du niveau d'alignement du PSP par rapport aux orientations du PNUAD, ses trois priorités	Documents PSPI et PSP, Document PNUAD Rapports d'ateliers et documents relatifs	Analyse des documents Entretiens avec des	Niveau élevé Disponibilité des documents et possibilité de

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>organisations du SNU concernant l'ODD2, la résilience et le changement climatique ? Hyp. xl</p> <p>TA2</p> <p>20. Est-ce que le PSP a facilité la coordination et coopération avec les autres organisations du GNUDD ? La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie ?</p> <p>Hyp. xl</p>	stratégiques et ses six effets	<p>au processus d'élaboration</p> <p>Entretiens avec des informateur-clés du GNUDD</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>informateur-clés</p> <p>Tableaux de sortie de l'enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	collecter l'information au travers' d'informateurs clés
1.4 Dans quelle mesure la conception du PSP est-elle cohérente et fondée sur une théorie claire du changement articulant le rôle et les contributions du PAM de manière réaliste et sur la base de ses avantages comparatifs tels que définis dans le plan stratégique du PAM ?					
1.4.1. Alignement du PSP avec les plans stratégiques du PAM et du PNUAD	21. Quel est le degré de cohérence des orientations stratégiques du PSPI et du	Niveau de conformité des orientations stratégiques du PSPI et	Stratégies thématiques globales du PAM	Analyse des documents	Niveau élevé

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	PSP avec les stratégies et politiques globales du PAM ? 22. Quel est le degré de cohérence du PSP avec le PNUAD ? Sa contribution au PNUAD est-elle fondée sur ses avantages comparatifs ? Hyp.x1	du PSP avec celles du PAM au niveau global Niveau de conformité du PSP avec le PNUAD, prenant en compte ses avantages comparatifs	Cadre de résultat global du PAM Evaluations thématiques du PAM global et régional PNUAD	Entretiens avec personnes-ressources du Bureau régional de Dakar	Disponibilité des documents et possibilité de collecter l'information au travers d'informateur clés
1.4.2. La base du PSP est - elle fondée sur une Théorie de Changement ? En quoi le PSP appuie-t-il la TdC du PNUAD ?	23. Y avait-il une TdC explicite sur laquelle s'est appuyée la formulation du PSPI et du PSP ?	Présence/absence d'une TdC Convergence des EDS du PSP avec les Effets 1,2,3, 4,5 et 6 du PNUAD	PNUAD Cadre logique Ligne de mire RB 2 Vues de la direction et du personnel du BP	Revue documentaire Atelier de validation d'une TdC reconstruite avec l'équipe BP PAM Entretien PNUD	Niveau élevé Une session de validation de la TdC reconstruite du PSP a eu lieu avec le BP le 29 avril 2022 Disponibilité du PNUD pour un entretien
1.5 Dans quelle mesure le positionnement stratégique du PAM est-il resté pertinent tout au long de la mise en œuvre du PSP compte tenu de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux ? – notamment en réponse à la pandémie de COVID-19 ?					
1.5.1 Flexibilité /Capacité du PAM pour adapter le PSP aux évolutions du contexte national	24. Dans quelle mesure le PAM a-t-il adapté sa stratégie et ses interventions en réponse à la pandémie du COVID-19 ? Hyp. Vii	Preuves d'adaptation : révisions de la mise en œuvre du PSP selon l'évolution du contexte national	PSP et révisions budgétaires BR1 et BR2 ACR, rapports et évaluations des partenaires	Analyse des documents Entretiens avec les informateur-clés	Niveau élevé Documents accessibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	25. Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise ? Hyp. Xii 26. Niveau de prise en compte de l'évolution du contexte national, des priorités nationales et des besoins ? Hyp. Xv	Nombre de révisions budgétaires Allocations budgétaires effectuées, en valeur relative, en faveur des urgences ou nouveaux besoins émergents (en pourcentage du budget antérieur) Nombre de bénéficiaires nouveaux ciblés, en valeur relative, par rapport au nombre antérieur de bénéficiaires ciblés par le PSP	Évaluations et recherches spécifiques menées par le PAM Évaluations des besoins et du contexte conduites par les parties prenantes	Discussions de groupe avec les bénéficiaires Entretiens avec les principales parties prenantes nationales Entretien avec des informateurs clés de la communauté internationale et donateurs	Possibilité de collecter l'information au travers d'informateurs clés (partenaires UN, responsables BR1 et BR2) et de groupes de discussions
Question d'évaluation 2 : Quelles sont l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux effets directs stratégiques du plan stratégique de pays ?					
2.1 Dans quelle mesure les activités et les produits du PAM ont-ils contribué aux résultats escomptés du PSP et du PNUAD ? Y a-t-il eu des résultats inattendus, positifs ou négatifs ?					
EDS1 : Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge scolaire, ont accès à des aliments adéquats et nutritifs tout au long de l'année					
2.1.1. Niveau d'accès des populations vulnérables à la soudure à une aide	27. Quel est le niveau des changements attendus en termes de produits : accès à	Nombre de bénéficiaires directs d'assistance par allocation monétaire	RAM COMET	Entretiens semi structurés	Niveau élevé

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
alimentaire saisonnière, soit en nature, soit en allocation monétaire (2018-2020)	<p>l'alimentation en temps de soudure (Quantité -Qualité - Localisation -Temps/timing - QQ T) ?</p> <p>28. Réalisation des résultats (produits) attendus en termes d'accès à l'alimentation en temps de soudure (QQLT ?)</p> <p>29. Quels sont les facteurs positifs et négatifs qui expliquent les résultats obtenus ?</p> <p>30. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de l'atteinte produits des interventions du PAM ?</p>	<p>cash inconditionnelle saisonnière</p> <p>Nombre de bénéficiaires directs d'assistance en nature</p> <p>Valeur des transferts monétaires cumulés USD</p> <p>Valeur des distributions en nature</p>	ACR	<p>Entretiens de groupes</p> <p>Entretiens avec serveurs</p> <p>Entretiens avec personnes ressources partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Documents accessibles</p> <p>Possibilité de collecter l'information au travers d'informateurs clés</p>
2.1.2. Quel est le changement observé en termes d'EDS1 ?	<p>31. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'Effets stratégiques directs EDS1 (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQ T) ?</p> <p>32. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé pour l'EDS1 ?</p>	<p>Indicateurs d'enquête PAM</p> <p>Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes</p>	COMET Enquête EE	Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, partenaires de mise en œuvre	<p>Moyenne</p> <p>Données de suivi disponibles</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	33. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis d' l'atteinte des Effets stratégiques directs des interventions du PAM ?				
2.1.3. Quelle est la contribution de l'EDS1 au PNUAD Sénégal ?	34. Quelle est la contribution de l'EDS1 à l'Effet 6 du PNUAD « Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale » ?	Contribution financière du PAM. Proportion du PAM dans les allocations monétaires aux ménages (nombre de ménages et valeur totale) Participation du PAM aux réunions des PTF d'appui à la politique de protection sociale	PNUD BP	Entretiens avec personnes ressources, avec ministères, BM, PNUD et autres organisations SNU	Moyenne
E S2 : Les populations vulnérables dans les départements ciblés, y compris les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont amélioré leur état nutritionnel tout au long de l'année					
2.1.4. Amélioration de l'état nutritionnel des populations vulnérables (femmes et enfants)	35. Quelle est l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois (filles et garçons) à risque de/	État nutritionnel et santé (morbidité, mortalité) des enfants et des filles et femmes enceintes et allaitantes	Données statistiques montrant les tendances dans l'évolution de l'état nutritionnel des	Données de suivi et évaluation des partenaires de coopération	Moyenne Données de suivi disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>souffrant de malnutrition aiguë modérée ?</p> <p>36. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires temporaires (soudure, réponse aux crises) Hyp. xxxv</p> <p>37. La durée des allocations monétaires temporaires (soudure, crise Covid-19) est-elle suffisante pour prévenir sur la durée les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe usuellement un à deux mois après la fin de la période de soudure ? Hyp. xxxvi</p> <p>38. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires de sécurité familiale permanente (PNBSF). Hyp. xxxvii</p>	<p>Taux de malnutrition parmi les enfants de 6-23 mois</p> <p>Nombre d'enfants et de femmes enceintes et allaitantes bénéficiaires</p> <p>Quantité, fréquence et qualité des aliments nutritifs spécialisés fournis.</p> <p>Nombre de bénéficiaires et qualité des conseils nutritionnels fournis</p>	<p>groupes vulnérables bénéficiaires des actions du PAM</p> <p>Données de suivi</p>	<p>Statistiques nationales</p> <p>Enquêtes nutritionnelles</p> <p>Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, avec services de santé, partenaires de mise en œuvre</p>	

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>39. La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel.</p> <p>Hyp. xxxviii</p>				
<p>2.1.5. Consolidation de la mise en place d'un programme national de cantines scolaires</p>	<p>40. Quelle est la couverture du programme cantines scolaires du PAM par rapport aux besoins ?</p> <p>41. Le MEN et la DCAS ont-ils la capacité d'assumer la gestion complète d'un programme national de cantines en 2026 ? Hyp. xxxi.</p> <p>42. Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial viable, significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales ? Hyp xxxiii</p> <p>43. Les petits producteurs des collectivités locales peuvent-</p>	<p>Nombre d'écoles ayant une cantine scolaire PAM</p> <p>Nombre d'écoliers dans les cantines PAM</p> <p>Nombre de cantines PAM</p> <p>Modèles</p> <p>Nombre de négociants associés à l'approvisionnement des cantines</p> <p>Valeur totale des bons d'achats/vouchers mis à disposition des comités de gestion des écoles en 2021</p>		<p>Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, antennes MEN, négociants, comités de gestion des cantines, parents d'élèves, groupes de cuisinières, dirigeants scolaires</p>	<p>Moyenne</p> <p>Données de suivi disponibles</p> <p>Mais système M/E du MEN défaillant et non harmonisé avec celui du PAM</p> <p>Parties prenantes identifiées : Comités de gestion, cuisinières, représentants des communautés</p> <p>Mais il n'est pas certain s'il existe suffisamment des</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	ils garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires aux cantines scolaires ? Hyp. xxxiv	<p>Valeur totale des transferts monétaires effectués sur des comptes bancaires d'écoles/comités de gestion de cantines 2021</p> <p>Nombres de visites de contrôle de la DCAS sur le terrain en 2021</p> <p>Nombre de champs/parcelles communautaires mis à disposition par les collectivités locales pour approvisionner les écoles</p> <p>Production cumulée (T.M.) de ces champs/parcelles communautaires 2021</p> <p>Nombre de jardins maraîchers dans les écoles dotées de cantines</p>			comptes-rendus des réunions CdG

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
		<p>Nombre de poulaillers dans les écoles dotées de cantines</p> <p>Nombre d'écoliers dans des cantines PAM</p> <p>Modèles</p>			
2.1.6. Quel est le changement observé en termes d'EDS2 ?	<p>44. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>45. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'e EDS2 ?</p> <p>46. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de l'atteinte des effets stratégiques directs des interventions du PAM ?</p>	<p>Indicateurs d'enquête PAM</p> <p>Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes</p>	<p>RAM</p> <p>ACR</p> <p>COMET</p> <p>Enquête EE</p>	<p>Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Moyenne</p> <p>Données de suivi disponibles</p>
2.1.7. Quelle est la contribution de l'EDS2 au PNUAD Sénégal ?	47. Quelle est la contribution de l'EDS2 à l'effet 5 du PNUAD « Santé, Nutrition » et à l'effet 4 du PNUAD « Éducation » ?	Contribution financière du PAM	PNUD BP	Entretiens avec personnes ressources, avec ministères,	Moyenne

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
		Proportion du PAM dans les appuis des PTF à la santé et à l'éducation et à Participation du PAM aux réunions des PTF d'appui aux politiques publiques de santé, de nutrition et d'éducation		PNUD et autres organisations SNU	
E S3 : Les populations et les communautés en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques et à d'autres risques, dans les zones ciblées, ont des moyens de subsistance résilients et des systèmes alimentaires durables tout au long de l'année					
2.1.8. Gestion et résultats des FFA (« Output A »)	48. Les Gouvernorats, le MAER, le SE-CNSA, le SE-CNDN, le MEN et les Comités de développement locaux assurent-ils une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels. Hyp. xxxix. 49. La coordination, la division du travail et les synergies du	(Indicateurs A de Act. 5) Nombre de bénéficiaires d'actions de création d'actifs et de moyens de subsistance Valeur des transferts FFA USD Indicateurs physiques de réalisation par FFA d'actifs productifs ou environnementaux (afforestation, aménagements de bas-fonds, pratiques de lutte	RAM COMET ACR	Revue documentaire Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, avec ONG de mise en œuvre	Bonne Documents disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Hyp. xl.</p> <p>50. FFA : la création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, efficace et efficiente comme moyen de réduction des risques tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs ? Hyp. xli.</p>	<p>anti-érosive, stabilisation des ravines par digues filtrantes, fixation des dunes, le zaï, compostage, RNA, etc.)</p> <p>Nombre de bénéficiaires d'autres actions d'adaptation au changement climatique et de gestion des risques</p> <p>Nombre de petits producteurs bénéficiant de transferts monétaires et d'appui technique</p> <p>Nombre de personnes ayant accès à des informations (radio et autres, dont langue locale) sur les risques climatiques</p>			
2.1.9. Gestion et résultats du volet « Bénéficiaires d'actifs » (« Output D »)	51. Quelles sont les activités du PAM d'appui au développement rural et à la productivité agricole pour	La vingtaine d'indicateurs D de Act 5. : DRS, de prévention des inondations, de	RAM ACR COMET	Revue documentaire Entretiens avec personnes	Bonne Documents disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	faire face au changement climatique ?	reforestation, d'énergie, etc.		ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, avec ONG de mise en œuvre	
2.1.10 Gestion et résultats du volet « Gestion des risques et assurance » (« Output G »)	<p>52. CNAAS : Les petits producteurs vulnérables sont-ils en mesure de payer des primes d'assurances indicelles contre les risques climatiques ? Hyp. xlii</p> <p>53. Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs peut-il être considéré comme un dispositif de protection sociale sur le moyen et le long terme, approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi des finances) ou le ministère des Finances</p>	<p>(Indicateurs G de Act. 5)</p> <p>Nombre de petits producteurs bénéficiant d'assurance CNAAS</p> <p>Nombre de petits producteurs payant à 100% leur prime d'assurance CNAAS</p> <p>Valeur des primes par année</p> <p>Valeur assurée par année</p> <p>Nombre de petits producteurs ayant reçu des indemnités CNAAS</p> <p>Valeur des indemnités par année</p> <p>Indicateurs d'inclusion financière</p>	<p>CNAAS</p> <p>COMET</p> <p>Enquête EE</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec antennes des ministères, avec ONG de mise en œuvre</p>	<p>Bonne</p> <p>Documents disponibles</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>(décrets pour mise en œuvre durable d'un tel dispositif de subvention) ? Hyp. xliii.</p> <p>54. Les mécanismes d'épargne et de crédit mis en place sont-ils capables de fonctionner de manière autonome ?</p> <p>55. Les banques de céréales villageoises (BCV) ont pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits. Hyp. xliv.</p>	<p>Nombre de BCV liées effectivement à un warrantage viable</p>			
<p>2.1.11. Quel est le changement observé en termes d'EDS3 ?</p>	<p>56. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>57. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'e EDS1 ?</p> <p>58. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de l'atteinte des Effets</p>	<p>Indicateurs d'enquête PAM</p> <p>Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes</p>	<p>COMET</p> <p>Enquête EE</p>	<p>Entretiens avec personnes ressources et bénéficiaires, avec ministères, partenaires de mise en œuvre</p>	<p>Moyenne</p> <p>Données de suivi disponibles</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	stratégiques directs des interventions du AM ?				
2.1.12. Quelle est la contribution de l'EDS3 au PNUAD Sénégal ?	59. Quelle est la contribution de l'EDS3 aux Effets c1, 2 et 3 du PNUAD (« Politique économique, Emploi et Protection de l'environnement/changement climatique »)	Contribution financière du PAM au développement rural. Proportion du PAM dans les appuis des PTF à l'agriculture et au développement rural Participation du PAM aux réunions des PTF d'appui aux politiques publiques d'agriculture et de développement rural	PNUD BP	Entretiens avec personnes ressources, avec ministères Agriculture et Environnement, PNUD et autres organisations SNU	Moyenne
EDS 4. Les institutions nationales et locales ont renforcé leurs capacités à gérer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et les programmes de renforcement de la résilience d'ici 2023					
2.1.13. Transition vers un transfert de responsabilité de gestion des programmes au gouvernement.	60. Des feuilles de route consensuelles – et réalistes – sont-elles établies par toutes les parties concernées par cet objectif afin de faciliter la transition, et dans certains cas le transfert de responsabilité, en matière de	Nombres de cours de formation en SAN, prévention et contrôle des catastrophes, protection sociale et nutrition pour des cadres et employés des services			Moyenne Données de suivi disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>gestion des programmes du PAM protection sociale, de nutrition, de sécurité alimentaire, de résilience, etc. (soudure, cantines scolaires, interventions de nutrition et résilience/soutien aux moyens d'existence) ?</p> <p>Hyp. xlv.</p>	<p>et départements techniques</p> <p>Nombres de J/H de formations assurées</p> <p>Nombre de bénéficiaires de formations</p> <p>Nombre de feuilles de route co-établies et de MoU ou lettres d'accord concernant le transfert de la gestion de programmes du PAM à des institutions nationales</p>			
2.1.14. Quel est le changement observé en termes d'E S4 ?	<p>61. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>62. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'e EDS4 ?</p> <p>63. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de</p>	<p>Indicateurs d'enquête PAM</p> <p>Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes</p>	COMET Enquête EE	Entretiens avec personnes ressources, avec ministères, partenaires de mise en œuvre	Moyenne Données de suivi disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	l'atteinte des effets stratégiques directs des interventions du PAM ?				
EDS5 : Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises					
2.1.15. Allocations monétaires aux populations touchées par la crise COVID-19	64. La réponse par des allocations monétaires du PAM est-elle bien coordonnée avec le PNBSF ? Hyp. xlvi. 65. Les interventions du PAM en réponse à la crise renforcent-elles les capacités du RNU et du PNBSF ? Hyp. xlvii.	Nombre de bénéficiaires directs d'assistance par allocation monétaire cash inconditionnelle Valeur des transferts monétaires cumulés USD			Moyenne Données de suivi disponibles
2.1.16. Assistance nutritionnelle spécifique aux populations touchées par la crise COVID-19	66. Quel est le résultat des actions de nutrition engagées en réponse au COVID 19 ? 67. Quelle est l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois (filles et garçons) à risque de/ souffrant de malnutrition aiguë modérée ? 68. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention	Nombre de bénéficiaires directs d'assistance nutritionnels spécifiques Valeur des distributions de soutien nutritionnel spécifique USD	COMET ACR		Moyenne Données de suivi disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires temporaires (soudure, réponse aux crises) Hyp. xxxv</p> <p>69. La durée des allocations monétaires temporaires (soudure, crise Covid-19) est-elle suffisante pour prévenir sur la durée les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe usuellement un à deux mois après la fin de la période de soudure ? Hyp. xxxvi</p> <p>70. Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires de sécurité familiale permanente (PNB F) ? Hyp. xxxvii</p> <p>71. La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée</p>				

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel. Hyp. xxxviii				
2.1.17. Quel est le changement observé en termes d'EDS5 ?	72. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs EDS5 (Quantité Localisation Temps/timing - QQLT) ? 73. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'e EDS5 ? 74. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis d' l'atteinte des effets stratégiques directs des interventions du AM ?	Indicateurs d'enquête PAM Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes	COMET Enquête EE	Entretiens avec personnes ressources, bénéficiaires	Moyenne Données de suivi disponibles
2.1.18. Quelle est la contribution de l'EDS5 au PNUAD Sénégal ?	75. Quelle est la contribution de l'EDS5 à l'effet 6 du PNUAD « Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale » ?	Contribution financière du PAM. Proportion du PAM dans les allocations monétaires aux ménages	PNUD BP	Entretiens avec personnes ressources, avec ministères, BM, PNUD et autres	Moyenne

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
		(nombre de ménages et valeur totale) Participation du PAM aux réunions des PTF d'appui à la politique de protection sociale		organisations SNU	
EDS6 : Les partenaires humanitaires et de développement ont accès à des services communs tout au long de l'année					
2.1.19. Mise en commun des compétences et avantages comparatifs du PAM pour la logistique et les approvisionnements	76. Quels sont les services effectivement mis en commun avec les partenaires du développement et de l'aide humanitaire, et leur niveau d'utilisation ?	T.M. d'aliments et médicaments spécialisés achetés et mis à disposition des partenaires en 2021	RAM Logistique et approvisionnement du BP	Entretiens avec personnes ressources, bénéficiaires avec partenaires du SNU	Moyenne Peu de réalisations et peu d'avis qualifiés Données de suivi disponibles
2.1.20. Quel est le changement observé en termes d'EDS6 ?	77. Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs pour EDS6) ? 78. Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'e EDS6 ? 79. Quelle est la perception des partenaires et des bénéficiaires vis-à-vis de l'atteinte des Effets	Indicateurs d'enquête PAM Indicateur d'efficacité de l'enquête EE auprès parties prenantes externes	COMET Enquête EE	Entretiens avec personnes ressources, bénéficiaires avec partenaires du SNU	Moyenne Données de suivi disponibles

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	stratégiques directs des interventions du PAM ?				
80. EFFETS IMPRÉVUS					
2.1.21. Produits et effets non prévus, positifs ou négatifs	<p>81. Est-ce que les activités menées dans le cadre du PSP ont eu des effets sociaux non prévus ?</p> <p>82. Des effets économiques non prévus ?</p> <p>83. Des effets environnementaux non prévus ?</p> <p>84. Des effets sur les thèmes transversaux du genre, et de la protection, qui n'étaient pas prévus ?</p>	<p>Indicateurs de mesures des effets et résultats non prévus, directs ou indirects, positifs ou négatifs, des activités du PSP</p> <p>Pourcentage de réponses indiquant des effets non prévus dans l'enquête basée sur un questionnaire auprès des parties prenantes</p> <p>Quantification éventuelle des effets non prévus dans les questionnaires auprès des parties prenantes</p>	<p>Indicateurs éventuellement disponibles auprès d'autres sources que le PAM mesurant les résultats et effets dont il s'agit</p> <p>Enquête basée sur un questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Rapports annuels</p> <p>Rapport d'évaluation</p> <p>Entretiens avec des informateurs-clés</p> <p>Entretiens avec des groupes de bénéficiaires</p> <p>Tableaux de sortie de l'enquête basée sur un questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Modérée à faible</p> <p>Les entretiens avec des informateurs-clés et les bénéficiaires peuvent aider à identifier certains effets non prévus.</p> <p>Toutefois, il y aura absence d'indicateurs du PSP sur ce sujet, et aussi probable absence d'indicateurs provenant d'autres sources</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
2.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (principes humanitaires, protection, responsabilité envers les populations affectées, égalité des sexes, équité et inclusion, environnement, changement climatique et autres questions selon le c s) ?					
2.2.1. Application des principes humanitaires	85. Quel est le degré d'application des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité, et d'indépendance par le PAM et ses partenaires de coopération ?	Degré d'intégration des principes humanitaires dans les plans d'action du PAM et des partenaires de coopération	Documents et Rapports Équipes du PAM y inclus sous-bureaux	Revue de documentation notamment des stratégies du BP Entretiens	Moyenne Documents disponibles Parties prenantes identifiées
2.2.2. Protection des personnes les plus vulnérables à l'insécurité	86. Dans quelle mesure les principes de protection ont été priorités, intégrés et mis en place ?	Qualité des services de protection humanitaire en sécurité alimentaire et nutritionnelle	Documents et Rapports Équipes du PAM y inclus sous-bureaux ONG	Revue documentaire Entretiens	Moyenne Documents disponibles Parties prenantes identifiées
2.2.3. Redevabilité envers les populations touchées	87. Quels outils et mécanismes de redevabilité ont été définis et mis en place ? 88. Dans quelle mesure la circulation des informations relatives à la redevabilité a bien fonctionné ? 89. Quelles conséquences en termes d'évolution des pratiques ?	Pertinence de l'information fournie Existence et utilisation d'un système opérationnel de réponse (système de plaintes) Outils et mécanismes de redevabilité en place	Adaptation des projets Actions correctives Preuve d'accessibilité égalitaire aux mécanismes de redevabilité	Entretiens avec bénéficiaires Registre de plaintes	Moyenne Documents disponibles Registre des plaintes Parties prenantes identifiées

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
2.2.4. Égalité des genres et inclusivité	90. Le ciblage des bénéficiaires prend-il en compte les vulnérabilités différentes y compris relatives au genre ? 91. Les actions sont-elles adaptées aux différents besoins (genre, âge, infirmité) ? 92. Quelles évolutions des données désagrégées par genre / âge / handi ap ? 93. Quels sont les effets du déploiement de l'approche "intégrative" du genre depuis 2019 ?	Participation des filles et des femmes dans la planification et mise en œuvre des activités du PAM (selon l'âge) Taux de rétention des filles de 10-13 ans dans les écoles primaires Évolution des résultats scolaires des filles	Stratégie PAM-BP sur la promotion de l'égalité des genres Statistiques nationales Personnel du BP Vues des parents et des CdG	Revue documentaire Entretiens	Niveau élevé Document' d'analyse et suivi des indicateurs disponibles. Référents genre au Bureau de pays et au Bureau régional
2.2.5. Protection de l'environnement	94. Des interventions du PSP d'atténuation du changement climatique sont-elles planifiées ? 95. Tous les contrats et tous les partenariats formalisés avec les parties prenantes pour la mise en œuvre du PSP ont-ils été vérifiés au niveau du BP et des sous-bureaux en matière de préservation de	Degré d'intégration des enjeux 'changement climatique' (adaptation et / ou atténuation) dans les plans stratégiques et opérationnels Indicateur de conformité des contrats FLA (pourcentage de contrats faisant objet de	Plan Stratégique Pays Plans opérationnels Rapports annuels Contrats FLA ONG Opinions bénéficiaires	Revue Documentaire Entretiens	Niveau moyen : Peu de documentation disponible, et documentation variable selon les activités et les modes d'intervention,

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	l'environnement, des ressources naturelles, et d'empreinte carbone ? Le minimum de 75 pour cent est-il respecté ?	screening environnemental)			
2.3 Dans quelle mesure les réalisations du PSP sont-elles susceptibles d'être durables, en particulier d'un point de vue financier, social, institutionnel et environnemental ?					
2.3.1. Durabilité des réalisations du PAM	<p>96. Dans quelle mesure la perspective de durabilité a été suffisamment prise en compte dans le PSP et les RB, RB1 et RB2 ? Sous quelle forme ?</p> <p>97. Ex : approche participative ; sensibilisation et formation, financement et mise en œuvre de l'ESD4)</p> <p>98. Preuve des efforts entrepris pour renforcer la durabilité des interventions ? TA5</p> <p>99. Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs sont-ils des mesures pertinentes pour</p>	<p>Indicateurs de durabilité des EDS</p> <p>Appréciation (rating) par les parties prenantes de la durabilité des produits et des effets directs stratégiques</p> <p>Niveau de financement du programme Cantines Scolaires par l'Etat (niveau absolu et en % des dépenses totales)</p> <p>Degré organisationnel du gouvernement pour gérer le programme des cantines scolaires</p>	<p>Documents PSP /RB/RB1/RB2</p> <p>Rapports annuels</p> <p>Outils et Rapports de suivis</p> <p>Diagnostics des besoins en renforcement de capacité</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec informateur-clés</p> <p>Discussions de groupe avec les bénéficiaires</p> <p>Tableaux de sortie de l'enquête basée sur un questionnaire auprès des</p>	<p>Niveau mo en :</p> <p>- l'évaluation intervient en cours de mise en œuvre du PSP</p> <p>- les deux RB de 2020 liées à la pandémie COVID-19 créent de nouvelles contraintes et de nouvelles opportunités concernant la durabilité (transferts monétaires, renforcement des capacités gouvernementales et transmission de la responsabilité des</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>développer durablement les assurances agricoles du paysannat pauvre sénégalais ? Un tel subventionnement peut-il être considéré comme un dispositif de protection sociale durable sur le moyen et sur le long terme ? Doit-il être approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi des finances) ? Ou faire l'objet de décrets d'application par le ministère des Finances ? Hyp. xliii</p> <p>TA5</p> <p>100. Les banques de céréales villageoises ont-elles pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits, ouvrant des perspectives de durabilité dans le cadre de</p>	<p>Taux de paysans capables de payer eux-mêmes leurs primes d'assurances sur le total des assurés</p> <p>Nombre total de BCV dans les zones d'intervention du PAM et stock total moyen en TM des BCV avant la soudure en 2020 et en 2021</p> <p>Nombre de BCV ayant développé une capacité comme organe de warrantage</p> <p>Indicateurs de résultats des phases pilotes de fortification du riz en vitamine A en termes de i) profitabilité pour les producteurs et ii) effets d'amélioration sur la malnutrition dans la zone / le territoire concerné.</p>		parties prenantes	<p>programmes PAM au gouvernement, etc.)</p> <p>- la synergie avec les interventions mises en œuvre par les autres acteurs clés n'est pas suffisamment documentée</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>l'approche d'inclusion financière du PSP ? Hyp. xliv</p> <p>101.La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée et durable de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel ? Hyp. xxxviii</p> <p>102.La fortification du sel en iode au niveau national est-elle maintenant pleinement opérationnelle, autonome et efficace ?</p>				
2.3.2. Appropriation des activités par les parties prenantes	<p>103.Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplication des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix</p> <p>104.Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplication des activités par</p>	<p>Niveau de la participation, de l'implication et de l'appropriation des activités par les parties prenantes</p> <p>Degré de satisfaction des parties prenantes sur la participation etc.</p> <p>Nombre de réunions des PTF avec le MAER</p>	<p>Rapports annuels</p> <p>Diagnostic et stratégie des besoins en renforcement de capacité</p> <p>Rapports annuels du PAM</p>	<p>Revue documentaire</p> <p>Entretiens avec ministères (MEF, MEMP, MAEP, MASM, etc.) autorités locales, communautés</p>	<p>Niveau moyen :</p> <p>- l'évaluation intervient en cours de mise en œuvre du PSP</p> <p>- les deux RB de 2020 liées à la pandémie COVID-19 créent de nouvelles contraintes et de nouvelles opportunités</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli</p> <p>105.Le développement des capacités institutionnelles entrepris par le PSP (ESD4) permet-il une transition adéquate vers plus d'autonomie de gestion gouvernementale en matière de ; i) soudure ; ? ii) cantines ? ; interventions de nutrition ? ; iv) résilience /moyens de subsistance ?</p> <p>Hyp. xliv</p> <p>TA5</p>	<p>organisées en 2021 par les DRDR et SDDR du MAER dans les régions d'intervention du PAM</p>	<p>Rapport de progrès des partenaires de mise en œuvre</p> <p>Vues des parties prenantes principales</p>	<p>et comités de gestion des CS</p>	<p>concernant la durabilité (transferts monétaires, renforcement des capacités gouvernementales et transmission de la responsabilité des programmes PAM au gouvernement, etc.)</p>
<p>2.4 Dans quelle mesure le PSP a-t-il facilité une meilleure intégration des activités de développement et l'établissement de liens plus stratégiques entre l'action humanitaire et la coopération au développement ?</p>					
<p>2.4.1 Intégration des interventions d'urgence, de renforcement de la résilience et de promotion de la paix</p>	<p>106.Dans quelle mesure les activités humanitaires mises en place depuis RB1 et RB2 en 2020 sont-elles coordonnées avec les acteurs de développement (gouvernement, partenaires internationaux, société civile et communautés local s) ?</p> <p>107.Quels mécanismes organisationnels sont mis en</p>	<p>Proportions « paquet intégré soudure et Covid-19 » en USD et en nombre de bénéficiaires par rapport à l'ensemble du PSP</p> <p>Proportions du « paquet intégré nutrition » en USD et en nombre de</p>	<p>Documents PSPI PSP et RB, RB1 et RB2</p> <p>Rapports de plaidoyers</p> <p>Rapports annuels</p>	<p>Analyse des documents</p> <p>Entretiens avec des informateurs clés</p>	<p>Niveau mo en :</p> <p>Où en est le cadre d'analyse relatif aux éléments de prévention des conflits ?</p> <p>Où en est le concept du Nexus au Sénégal ?</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>place au niveau du BP pour favoriser cette intégration du Nexus tout au long du cycle du PSP ?</p> <p>108. Dans quelle mesure le PAM est-il un élément moteur du triple Nexus au Sénégal ?</p> <p>109. Le fort niveau d'engagement du PAM dans les activités de renforcement de la résilience sur la période 2018-2020 a-t-il apporté des avantages en termes de réduction des crises et de prévention des conflits ? Exemples ?</p> <p>110. Y a-t-il eu des activités de prévention des conflits ? Quelles ressources / capacités / budget ont été alloués à la prévention des conflits ?</p> <p>111. Fluidité et flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ?</p>	<p>bénéficiaires par rapport à l'ensemble du PSP</p> <p>Proportions du « paquet intégré cantines » en USD et en nombre de bénéficiaires par rapport à l'ensemble du PSP</p> <p>Proportions du « paquet intégré résilience » en USD et en nombre de bénéficiaires par rapport à l'ensemble du PSP</p> <p>Pourcentages de comparaison et d'évolution d'une année sur l'autre entre les modalités transferts monétaires, bons d'achats et distributions de vivres</p> <p>Pourcentages d'augmentation du</p>	<p>Système de suivi évaluation et COMET</p> <p>CR de réunions de coordination</p> <p>RAM</p>	<p>Groupes de discussions avec des bénéficiaires</p>	<p>Tel qu'aligné actuellement, le cadre logique ne facilite par l'analyse de l'interaction entre les interventions dites d'urgence et de développement</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	112.Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022 2023 ? 113.Problèmes de retards, d'efficacité, de fiabilité rencontrés avec les opérateurs (Free, Orange, etc.), leurs conséquences, et quelles perspectives d'amélioration ?	budget comme indicateurs de la force de plaidoyer du BP pour la mobilisation de ressources suite aux RB1 et RB2			
Question d'évaluation 3 : Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficace pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le PSP ?					
3.1 Dans quelle mesure les produits ont-ils été livrés dans les délais prévus ?					
3.1.1. Respect des délais par rapport aux plans initiaux	114.Les activités du PSPI et du PSP ont-elles été mises en œuvre selon le calendrier prévu par le PSP et les plans annuels ? 115.Quels sont les facteurs ayant influencés le respect des délais ? 116.Quel est le degré d'exécution financière ?	Mois de retards, en moyenne, dans les livraisons des paiements d'allocations monétaires dans le paquet soudure Mois de retard en moyenne dans les livraisons des kits nutrition soudure Indicateurs se rapportant aux chaînes	Rapports financiers des différents « domaines de programme » Rapports sur les chaînes d'approvisionnement Enquête basée sur un questionnaire	Rapports annuels Suivi-évaluation Entretiens avec des informateurs clés Discussions avec des	Niveau moyen Les informations sur les calendriers de mise en œuvre pourraient ne pas être disponibles (hors rapports standards/CRF) et les informateur-clés ne

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
		d'approvisionnement pour les cantines Délais en mois dans les paiements des indemnités de la CNAAS Délais dans les approvisionnements d'aliments nutritifs Taux d'exécution financière des différents « domaines de programme »	auprès des parties prenantes	groupes de bénéficiaires Responsables des programmes au BP et dans les sous-bureaux Partenaires de mise en œuvre Tableaux de sortie de l'Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes	pas avoir souvenir des dates exactes.
3.1.2. Capacité à respecter les délais de mise en œuvre face aux évolutions du contexte et aux contraintes opérationnelles	117.Niveau de conformité entre le plan de mise en œuvre et le calendrier de livraison des produits des activités ? 118.Dans quelle mesure la capacité du PAM à respecter les délais de mise en œuvre du PSP a-t-elle été affectée	Mois écoulés entre la déclaration de la crise et l'approbation des RB Mois écoulés entre les RB et la mobilisation de nouvelles ressources	Plans de réponse à la crise Calendrier de mise en œuvre effective de la réponse à la crise	Revue documentaire Analyse statistique Entretiens	Niveau moyen Les calendriers de mise en œuvre pourraient ne pas être disponibles. Par contre les adaptations sont

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>par la crise de la pandémie du Covid-19 et d'éventuelles autres crises ex : catastrophes naturelles, inondations) ?</p> <p>119. Dans quelle mesure le PAM a-t-il pu adapter les éléments des programmes pour respecter les délais de mise en œuvre ?</p>		Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes		documentées et les informateurs clés peuvent aussi apporter des informations sur cette dimension.
3.2 Dans quelle mesure la profondeur et l'étendue de la couverture garantissent-elles que les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire bénéficient du programme ?					
3.2.1 Le ciblage des interventions a-t-il permis d'apporter une assistance appropriée aux populations les plus vulnérables ?	<p>120. Les méthodes de ciblage choisies permettent-elles de cibler les zones et les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? Hyp. xv et Hyp. xxiv TA1</p> <p>121. Le cadre harmonisé et les enquêtes périodiques sur la SAN servent à cibler les zones vulnérables : quelle est la fiabilité de ce processus, et des catégories Phase 2 et Phase 3 en particulier qui dominant au Sénégal ?</p>	<p>Nombre de décisions du BP et de ses partenaires d'exécution du PSP pour adapter les méthodes de ciblage en réponse à la Covid-19 ou d'autres crises</p> <p>Résultats planifiés versus résultats obtenus (MT et USD)</p> <p>Résultats obtenus versus estimations du nombre de personnes à secourir</p>	<p>PNBSF</p> <p>BM</p> <p>Partenaires de mise en œuvre</p> <p>Études et évaluations sur le ciblage de la protection sociale et sur le RNU</p>	<p>Analyse documentaire</p> <p>Suivi-évaluation</p> <p>Entretiens avec des informateurs clés</p> <p>Discussions avec des</p>	<p>Niveau moyen à élevé</p> <p>Cette dimension a un intérêt particulier pour le PAM, ses partenaires et ses bénéficiaires, elle est donc suivie et évaluée de façon détaillée et documentée. Les entretiens avec les informateurs clés, les bénéficiaires et les</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>TA1 122. Le nombre de zones de soudure à couvrir change-t-il beaucoup d'une année sur l'autre ?</p> <p>TA1 123. Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Hyp. xv</p> <p>TA1 124. La mise en œuvre des critères de ciblage a-t-elle permis de cibler effectivement les populations les plus vulnérables et les bénéficiaires attendus ? Leur mise en œuvre a-t-elle engendré des délais ou des coûts spécifiques ? Hyp. xv</p> <p>TA1 125. Quelle est la méthode de ciblage utilisée par le</p>	<p>Différentiel « nombre de foyers du RNU » - « nombre de foyers touchés par le PAM » dans chacune des zones d'intervention par transfert monétaire</p> <p>Différentiel « nombre de foyers du RNU » - « nombre de foyers touchés par le PAM » dans chacune des zones d'intervention par FFA</p> <p>Différentiel « nombre de foyers du RNU » - « nombre de foyers touchés par le traitement et la prévention de la malnutrition » dans chacune des zones d'intervention</p>	<p>MEN/DCAS</p> <p>Mécanisme de gestion des plaintes</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>groupes de bénéficiaires</p> <p>Tableaux de sortie de l'Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>communautés peuvent permettre de compléter l'information</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>programme des cantines scolaires du PAM ? Vise-t-il les zones et les populations les plus vulnérables ?</p> <p>TA4</p> <p>126.Les méthodes et critères de ciblage ont-ils pris en compte les facteurs d'âge, de genre et de diversité et les risques de protection ? Ont-ils permis de réduire les risques de tensions communautaires et de favoriser la résilience et l'autonomisation des personnes ciblées ? Hyp. xv</p> <p>127.Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Hyp. xv</p> <p>TA1</p> <p>128.Le ciblage a-t-il été adapté en tenant compte des retours du mécanisme de gestion des plaintes et des évolutions du contexte ? Hyp. xv</p> <p>TA1</p>	<p>Pourcentage des rechutes de malnutrition grave après la soudure dans les zones d'intervention</p>			
3.3 Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été exécutées de manière efficiente ?					

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
3.3.1 Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?	<p>129. Mesure dans laquelle des intrants de qualité ont été achetés au plus bas coût possible ?</p> <p>130. Mesure dans laquelle les pertes ont été minimisées ?</p> <p>131. Quels sont les coûts unitaires des activités mises en œuvre ?</p> <p>132. La gestion s'est-elle adaptée de façon appropriée pour contribuer aux résultats visés, en fonction des crises, et des contraintes financières et opérationnelles ?</p>	<p>Coûts unitaires des intrants</p> <p>Coûts des pertes</p> <p>« Parité à l'importation »</p> <p>Coûts totaux d'achat et de livraison jusqu'au bénéficiaire par TM et par USD alloué</p> <p>Coûts totaux d'achat et de livraison par bénéficiaire touché</p> <p>Coût par bénéficiaire des transferts monétaires</p> <p>Coût par bénéficiaires des transferts FFA</p>	<p>Système de suivi des approvisionnements</p> <p>Informateurs clés</p> <p>Décisions prises pour la gestion des ressources</p> <p>Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Analyse des documents, rapports etc.</p> <p>Entretiens avec des informateurs clés</p> <p>Analyse des tableaux de sortie de l'Enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes</p>	<p>Niveau moyen à élevé</p> <p>Les décisions et choix sont soit documentés soit l'information est disponible auprès des informateurs clés</p>
3.3.2 Efficacité des moyens logistiques et opérationnels ?	<p>133. Mesure dans laquelle les résultats ont été maximisés au moindre coût ?</p> <p>134. Dans quelle mesure le choix des sources d'approvisionnement et la gestion des moyens logistiques et opérationnels ont-ils contribué à maximiser</p>	<p>Standards de coûts régionaux et nationaux</p>	<p>BP et BR</p> <p>Informateurs clés</p> <p>Décisions prises pour la gestion des ressources</p> <p>Enquête basée sur questionnaire</p>	<p>Analyse des documents, rapports etc.</p> <p>Entretiens avec des informateurs clés</p> <p>Analyse des tableaux de</p>	<p>Niveau élevé</p> <p>Les décisions et choix sont soit documentés soit l'information est disponible auprès des informateurs clés</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	les résultats de manière efficiente ?		auprès des parties prenantes	sortie de l'enquête basée sur questionnaire auprès des parties prenantes	
3.3.3. Efficience de la gestion des ressources humaines	<p>135. Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs du PAM est-elle la plus adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du PSP ? Hyp. vi et Hyp. xiii</p> <p>136. Dans quelle mesure le taux de roulement du personnel et les postes vacants ont-ils été gérés de façon efficiente ?</p> <p>137. Qualifications / compétences et expériences du personnel recruté par rapport aux besoins/stratégie du PSP ?</p> <p>138. Impacts de l'organisation RH sur les aspects transversaux (genre, protection, redevabilité, environnement)</p>	<p>Indicateurs relatifs aux RH et à l'organigramme du BP</p> <p>Indicateurs relatifs à la qualification et expérience du personnel</p>	<p>Organigramme du BP</p> <p>Analyse des rapports concernant le personnel (postes vacants et difficulté à recruter, taux de roulement pendant le PSP)</p> <p>Impact du taux de roulement sur la performance des interventions du PAM</p>	<p>Rapports concernant le personnel</p> <p>Entretien département RH du BP</p> <p>Entretien avec les directeurs d'activités</p>	<p>Niveau moyen</p> <p>Faiblesse des données disponibles</p> <p>Possibilité de vérifier avec l'équipe RH les perspectives de recrutement et croiser l'information avec la stratégie du BP sur l'année à venir et pour le prochain PSP.</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
3.4 Dans quelle mesure des options alternatives plus efficaces ont-elles été envisagées ?					
3.4.1 Efficacité comparée des modalités d'intervention (afin de justifier des orientations stratégiques futures et des choix de modalités de mise en œuvre dans le prochain PSP ou RB)	139.Y a-t-il des études comparées de différentes modalités de satisfaction des besoins alimentaires des cantines (ex : i) douze modalités de cantines scolaires comparées ; ii) comparaison des livraisons en nature versus allocation monétaire par bons d'achat auprès de négociants agréés (voucher) ; iii) comparaison des bons d'achats auprès de négociants versus allocations cash directes aux dirigeants d'école ?) Hyp. xxx TA4	Indicateurs de comparaison de coût-efficacité entre diverses modalités de CBT ex. (cash/bons d'achat/bons pour services) Indicateurs de coût-efficacité des différents « domaines de programme »	Études spécifiques par des partenaires du PAM ou par le PAM	Analyse documentaire Entretiens avec informateurs clés (du PAM et d'autres parties prenantes, ex. BM, etc.)	Niveau faible à moyen De rares études sont disponibles pour certaines activités, et ne le seront pas pour d'autres – ou bien peuvent dater.
Question d'évaluation 4 : Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure a-t-il effectué le virage stratégique attendu du PSP ?					
4.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, opportunes, prévisibles et flexibles pour financer le PSP ?					
4.1.1 Stratégie de financement et effet de levier	140.Le PAM a-t-il réussi à obtenir des sources de financement pour les différentes activités du PSP ? Niveau de financement des différentes	Financements obtenus et tendances, par EDS, par activité, par donateur	Stratégie de financement et de partenariat du PAM	Analyse documentaire	Niveau élevé - Base de données accessibles et de bonne qualité

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>activités et évolution de l'allocation des ressources ?</p> <p>Hyp. vi TA5</p> <p>141. Est-ce que la capacité de levée de financement s'est améliorée sur la période au moment du passage au PSPI puis au PSP (analyse de tendance pré/post PSP sur les ressources mobilisées) ?</p> <p>Hyp. xii</p> <p>142. Pourquoi les ressources demandées n'ont pas pu être obtenues et quels ont été les effets de ces restrictions budgétaires sur le financement des activités ?</p> <p>143. Sur quelle base les ressources mobilisées ont-elles été allouées aux différentes activités ?</p> <p>144. Quelle a été la stratégie de collecte de fonds du PAM pour le PSP (stratégie de mobilisation des ressources, origine des fonds, diversification, prévisibilité) ?</p> <p>145. Quelles sont les raisons qui expliquent la pré-affectation</p>	Types de pré-affectation (« fléchage ») des financements et leur pourcentage	Données CPB et les rapports de situation de ressources du PSPI et du PSP	Entretiens avec informateurs clés	Croisement de cette analyse des données avec les positionnements stratégiques des principaux donateurs et du PAM au travers des entretiens)

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>des ressources (le fléchage, ou <i>ear-marking</i>) ? Quel positionnement stratégique de chaque donateur ? Quelles mesures adoptées par le PAM pour solutionner les difficultés de fléchage des fonds ? Les risques associés à la stratégie de financement ont-ils été clairement identifiés ?</p> <p>146. Le processus du PSP a-t-il aidé à sécuriser / accélérer les efforts de collecte de fonds ? Y a-t-il eu un changement de comportement des donateurs après l'introduction du PSP ?</p> <p>147. Démarches pour attirer des nouveaux financements ? Adéquation des modalités de financement à la stratégie du PAM (fonds pluriannuels) et impact concernant les interventions d'urgence pour faire face à la crise Covid 19 ?</p> <p>148. Comment les activités sont-elles dimensionnées, comment un équilibre est-il</p>				

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>trouvé entre les ressources et les besoins ? Conséquences pour l'allocation des ressources ? Conséquences pour la stratégie de mobilisation des ressources ?</p> <p>149.Quels ont été les effets des RB, de la RB1 et de la RB2 sur la mobilisation financière et la flexibilité du PAM ? Hyp. xii et Hyp. xiii</p> <p>150.Comment expliquer les différences de niveau de décaissement entre les activités du PSP menées jusqu'ici ?</p> <p>151.Quelles ont été les innovations en matière de financements/donateurs au cours du PSP, et quelles perspectives ouvrent-elles ? TA5</p>				
4.2 Dans quelle mesure les systèmes de suivi et d'établissement de rapports ont-ils été utiles pour suivre et démontrer les progrès accomplis vers les résultats escomptés et pour éclairer les décisions de gestion ?					
4.2.1 Système de S/E du PSP	152. Est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, l'outil de planification et de	Nombre, type, pertinence et qualité de l'appui du BR/siège en faveur du BP	Analyse des outils de formation et des types d'appui du BR	Analyse des indicateurs	Niveau élevé – Bases de données disponibles ;

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>rapportage COMET et les bases de données dérivées et enfin l'équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui font qu'il est possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ?</p> <p>Hyp. x TA5</p>	<p>Nombre de rapports RAM annuels</p> <p>Nombre de rapports RAM concernant chacune des « domaines de programme »</p>	<p>Analyse de la structure des indicateurs S&E et croisement avec les besoins en matière de pilotage</p> <p>Entretiens avec le BP et le BR du PAM</p>	<p>Entretiens avec le BP et le BR du PAM</p>	<p>Possibilité de vérifier lors des entretiens s' d'autres facteurs internes (en plus des facteurs liés au S&E et à l'appui du BR)</p>
153.4.3 Comment les partenariats et les collaborations avec d'autres acteurs ont-ils influencé la performance et les résultats ?					
<p>4.3.1 Avantages du PSP en matière de partenariat et de complémentarité d'interventions (cohérence et renforcement de capacité)</p>	<p>154.Le processus du PSP a-t-il été un moyen d'améliorer la stratégie de collaboration avec de nouveaux types de partenaires / avec davantage de partenaires ?</p> <p>155.Le processus du PSP a-t-il été un moyen de renforcer le niveau d'engagement du gouvernement dans la réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ?</p> <p>Hyp.xx</p> <p>156.Les partenariats (LT, programme conjoint) ont-ils</p>	<p>Nombre et type de partenariats stratégiques et d'exécution</p> <p>Évolution du nombre des partenariats entre le PSPI et le PSP</p> <p>Nombre annuel d'actions conjointes / initiatives mises en place avant et après l'adoption du PSPI et du PSP</p>	<p>Cartographie des parties prenantes</p> <p>Cartographies réalisées pour différents types de partenariats et de clusters</p> <p>Stratégie de partenariat</p> <p>Protocole d'accord/Lettre d'accord avec les partenaires / initiatives conjointes</p>	<p>Analyse documentaire</p> <p>Entretiens semi-structurés avec informateurs clés</p>	<p>Niveau élevé.</p> <p>Documents à fournir : (MoU, évaluation des partenaires opérationnels).</p> <p>Les entretiens avec les responsables d'activités et les partenaires opérationnels et stratégiques</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
	<p>bien été concrétisés ? Hyp. iv et Hyp. xx</p> <p>157. Les partenariats ont-ils conduit à des résultats plus appropriés en termes de satisfaction des besoins des bénéficiaires et des objectifs nationaux ? Et de prise en compte des enjeux transversaux ? Hyp. v et Hyp. xiv</p> <p>158. Quelle est la qualité de la coopération Sud- Sud et quelle contribution aux résultats du PSP ?</p> <p>159. La mise en œuvre des interventions à travers des consortiums' d'ONG et sur plusieurs années, a-t-elle renforcé la qualité des interventions et les capacités des ONG ? Hyp. v, et Hyp. xiv, et Hyp. xviii, et Hyp. xxxix</p>	<p>Nombre de réunions conjointes de programmation, de suivi et de coordination des interventions, dans chaque sous-bureau, en 2021, 2020 et 2019 avec les antennes déconcentrées du MAER</p> <p>Nombre d'échanges/ateliers Sud-Sud organisés sur 2018 et 2019-2021</p> <p>Durée moyenne au niveau de chaque sous-bureau des contrats d'interventions d'ONG</p>	<p>Évaluation de la performance des partenaires de mise en œuvre</p> <p>Stratégies des autres partenaires stratégiques du PAM</p> <p>Entretiens avec les principaux ministères, avec les agences ONU partenaires, avec d'autres partenaires opérationnels</p>		<p>complèteront l'information</p> <p>Le niveau de synergie entre les interventions du PAM et celles d'autres organisations pourraient ne pas être documentés. Les entretiens individuels et l'enquête auprès des parties prenantes aideront à capter ces éléments.</p>

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
4.3.2 Avantages du PSP en matière de coordination	<p>160.Évolution du rôle du PAM dans la coordination sectorielle et intersectorielle au Sénégal (au niveau central et local) - en ce qui concerne résilience, SAN, transferts monétaires, LLH, relèvement rapide, nutrition, lien entre l'aide humanitaire et le développement, etc.) ? Hyp xi, et Hyp. XI TA5</p> <p>161.Le renforcement de la coordination avec les acteurs a-t-il permis d'améliorer la performance du PSP (y compris en réponse au COVID-19) ? Hyp. V, et Hyp. Xxvii, et Hyp. Xx</p> <p>162.Dans quelle mesure le PAM fait-il progresser l'harmonisation des stratégies entre les acteurs (humanitaire et développement) et le gouvernement ? Hyp. Xi, et Hyp. XI, et Hyp. Xx TA5</p>	<p>Nombre de réunions de coordination des activités (réponse à la soudure, et au COVID)</p> <p>Nombre de réunions de coordination de la politique de protection sociale avec le PNBSF</p> <p>Nombre de réunions de coordination avec le SE-CNSA et le SE-PNDN</p> <p>Nombre de réunions de coordination avec le MAER</p> <p>Nombre de réunions de coordination avec les RBA FIDA et FAO</p>	<p>Documents de programmation</p> <p>Rapports d'atelier de coordination et de capitalisation</p> <p>Entretiens avec informateurs clés des principaux ministères, agences ONU partenaires, avec d'autres partenaires opérationnels</p>	<p>Analyse documentaire</p> <p>Entretiens semis structurés avec informateurs clés, y inclus bénéficiaires</p>	<p>Niveau élevé –</p> <p>Demander rapports d'ateliers</p> <p>L'enquête et les entretiens semi-structurés serviront à évaluer l'évolution et la pertinence du rôle du PAM en matière d'harmonisation et de coordination des interventions</p>
163.4.4 Dans quelle mesure le BP disposait-il des capacités appropriées en matière de ressources humaines pour réaliser le PSP ?					

Dimensions de l'analyse	Lignes de recherche et d'investigation. Hypothèses (Hyp.) Thèmes d'apprentissage (TA)	Indicateurs	Sources des données	Méthodes de collecte de données	Évaluabilité
4.4.1 Qualité et compétences du personnel BP y inclus les sous-bureaux	164.Niveau de qualité / compétences et expériences du personnel recruté par rapport aux besoins/stratégie du PSP/ Niveau d'éducation professionnelle ?	Qualification du personnel employé Lacunes Nombre de membres du personnel et leur niveau de poste Nombre de membres du personnel et leur type de contrat Rotation /ratio, indicateurs	Section RH du BP Vue de ministères concernés	Revue documentaire Entretiens RH Entretien avec ministères concernés	Moyenne Il n'est pas certain qu'une telle documentation existe
165.4.5 Quels sont les autres facteurs qui peuvent expliquer la performance du PAM et la mesure dans laquelle il a opéré le virage stratégique attendu par le PSP ?					
4.5.1 Eléments externes ayant contribué à la performance du PAM	166.Engagement du gouvernement dans toutes les étapes du programme 167.Le rôle des PTF dans le financement, dialogue et orientation stratégique des activités du PAM 168.Autres facteurs à identifier	Qualité de dialogue avec les structures pertinentes du gouvernement Qualité de dialogue avec les PTF des secteurs concernés (éducation, agriculture, santé, protection sociale)	Ministères concernés PTF pertinents	Revue documentaire Analyse sectorielle Rapports de projets bilatéraux Entretiens	Niveau élevé – Possibilité de vérifier lors des entretiens

Annexe 5 : Outils de collecte de données

66. Cette annexe présente des trames ou guides de discussion. Ils ont été élaborés pour les principales parties prenantes internes et externes du PSP et grandes thématiques des activités du PSP et PSP du PAM Sénégal.

67. Ces guides sont destinés à fournir un cadre pour les entretiens bilatéraux et avec groupes de discussion qui auront lieu pendant la phase de collecte de l'information. Ce ne sont pas des questionnaires destinés à être suivis mot-à-mot mais des « guides d'entretiens semi-structurés » qui seront adaptés par chaque membre de l'EE en fonction des interlocuteurs et de l'évolution de la collecte d'informations avant et pendant cette phase .

68. Le premier guide d'entretien (pour les parties prenantes du BP Dakar du PAM) indique les sous-questions évaluatives auxquelles chaque question d'entretien s'applique. Ceci a permis un codage des notes d'entretien pour une meilleure analyse de synthèse en fonction de la matrice d'évaluation (Annexe 4). Cette approche sera appliquée aux outils suivants après la validation de la matrice d'évaluation modifiée (Annexe 4).

69. Les entretiens sont destinés à compléter et à vérifier les informations disponibles dans les documents et les données transmises par le PAM. Les membres de l'EE ont présumé que la majorité des personnes interrogées ne connaissaient pas les détails du PSP. Les questions sont donc stratégiques et développées sur la base de la matrice d'évaluation. Les guides couvrent toutes les questions et sous-questions de l'évaluation mais ne respectent pas forcément le même ordre dans la matrice d'évaluation.

70. Tous les entretiens ont commencé par la présentation des objectifs de l'évaluation et de son organisation, des participants et la confirmation de leurs rôles spécifiques. L'EE a expliqué les conditions de confidentialité, d'utilisation et de rétention des informations et ont obtenu l'accord des participants pour l'utilisation des informations collectées.

Tableau 7: Guide d'entretien - parties prenantes du PAM du BP à Dakar

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<i>Nom, unité du PAM, poste, genre, date</i>
	<i>Pouvez-vous nous parler de votre rôle au sein du PAM ? Depuis combien de temps êtes-vous impliqué ?</i>
	<i>PERTINENCE</i>
1.1.1	i. La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique ?) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. Xxv
1.1.2	<p>i. D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. Xxx</p> <p>ii. Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>iii. FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour :</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<p>i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs. Hyp xli</p> <p>iv. CN AS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicielles contre les risques climatiques ? Hyp xlii</p> <p>v. L'utilisation de l'argent des transferts monétaires directs « cash » par les bénéficiaires : est-elle l'utilisation attendue par le PAM en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (p.ex. réponse à des besoins alimentaires ou de santé ou autres prioritaires, et non pas placements spéculatifs ou trafics illégaux, etc.) ? Hyp.xxviii</p>
1.2.1	<p>L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM sur les politiques et les priorités nationales en général, et celles visant les populations les plus vulnérables en particulier ? Hyp.xii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) Hyp. Xxxii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires ? Hyp. xxxiii et Hyp. Xxxiv</p>
1.3.1	<p>Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les orientations de le PNUAD ? La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie ? Hyp. XI</p>
1.4.2	<p>La base du PSP est -elle fondée sur une Théorie de Changement ? En quoi le PSP appuie-t-il la TdC du PNUAD ?</p>
1.5.1	<p>Dans quelle mesure le PAM a-t-il adapté sa stratégie et ses interventions en réponse à la pandémie du COVID 19 ? Hyp. vii Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise COVID 19 ? Hyp. xii</p> <p>La réponse planifiée du PAM à travers le PSP, les révisions budgétaires RB1 et RB2 est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise socio-économique provoquée par le COVID-19 ? Hyp. Xlvii</p>
	<p><i>EFFICACITE</i></p>
2.1	<p>Quels étaient les objectifs de votre unité pendant ce P ? Quels étaient les produits attendus (outputs) ? Sont-ils atteints ? En voie de l'être ? Pourquoi ?</p> <p>Ci-dessous sont passés en revue les six EDS du PSP :</p> <p>Répondez pour ceux qui vous concernent.</p>
EDS1	
2.1.1.	<p>Quel est le niveau des changements attendus en termes de produits : accès à l'alimentation en temps de soudure (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<p>Réalisation des résultats (produits) attendus en termes d'accès à l'alimentation en temps de soudure (QQLT ?)</p> <p>Quels sont les facteurs positifs et négatifs qui expliquent les résultats obtenus ?</p>
2.1.2	<p>Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs EDS1 (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'EDS1 ?</p>
2.1.3	<p>Quelle est la contribution de l'EDS1 à l'effet 6 du PNUAD « Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale » ?</p>
EDS2	
2.1.4	<p>Amélioration de l'état nutritionnel des populations vulnérables (femmes et enfants) ?</p> <p>Quelle est l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois (filles et garçons) à risque de/ souffrant de malnutrition aiguë modérée ?</p> <p>Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires temporaires (soudure, réponse aux crises) Hyp. xxxv</p> <p>La durée des allocations monétaires temporaires (soudure, crise Covid-19) est-elle suffisante pour prévenir sur la durée les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe usuellement un à deux mois après la fin de la période de soudure ? Hyp. xxxvii</p> <p>Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires de sécurité familiale permanente (PNBSF). Hyp. xxxviii</p> <p>La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel. Hyp. xxxviii</p>
2.1.5.	<p>Consolidation de la mise en place d'un programme national de Cantines scolaires</p> <p>Quelle est la couverture du programme cantines scolaires du PAM par rapport aux besoins ?</p> <p>Le MEN et la DCAS ont-ils la capacité pour assumer la gestion complète d'un programme national cantines en 2026 ? Hyp. xxxi.</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial viable, significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales ? Hyp. xxxiii</p> <p>Les petits producteurs des collectivités locales peuvent-ils garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires aux cantines scolaires. Hyp. xxxiv</p>
2.1.6.	<p>Quel est le changement observé en termes d'E S2 ?</p>
2.1.7.	<p>Quelle est la contribution de l'EDS2 au PNUAD Sénégal ?</p>
EDS3	
2.1.8.	<p>Gestion et résultats des FFA (« Output A »)?</p> <p>Les Gouvernorats, le MAER, le SE-CNSA, le SE-CNDN, le MEN et les Comités de Développement Locaux assurent-ils une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF dans les</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<p>zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents Ministères sectoriels. Hyp. xxxix.</p> <p>La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Hyp. xl.</p> <p>FA : la création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, efficace et efficiente comme moyen d'action tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs ? Hyp. xli.</p>
2.1.9.	<p>Gestion et résultats du volet « Bénéficiaires d'actifs » (« Output D ») Quelles sont les activités du PAM d'appui au développement rural et à la productivité agricole pour faire face au changement climatique ?</p> <p>Quelles sont les activités du PAM d'appui au développement rural et à la productivité agricole pour faire face au changement climatique ?</p>
2.1.10	<p>Gestion et résultats du volet « Gestion des risques et assurance » (« Output G »)</p> <p>CNAAS : Les petits producteurs vulnérables sont-ils en mesure de payer des primes d'assurances indicielles contre les risques climatiques. Hyp. xlii</p> <p>Le paiement ou la subvention partielle des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs peut-il être considéré comme un dispositif de protection sociale sur le moyen et le long terme, approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi des finances) ou le ministère des Finances (décrets pour mise en œuvre durable d'un tel dispositif de subvention) ? Hyp. xliii.</p> <p>Les mécanismes d'épargne et de crédit mis en place sont-ils capables de fonctionner de manière autonome ?</p> <p>Les banques de céréales villageoises (BCV) ont pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits. Hyp. xliv.</p>
2.1.11.	<p>Quel est le changement observé en termes d'EDS3 ?</p>
2.1.12.	<p>Quelle est la contribution de l'EDS3 aux Effets 1, 2 et 3 du PNUAD (« Politique économique, Emploi et Protection de l'environnement/changement climatique »)</p>
EDS4	
2.1.13	<p>Des feuilles de route consensuelles – et réalistes – sont-elles établies par toutes les parties concernées par cet objectif de faciliter la transition, et dans certains cas le transfert de responsabilité, en matière de gestion des programmes du PAM protection sociale, de nutrition, de sécurité alimentaire, de résilience, etc. (soudure, cantines scolaires, interventions de nutrition et résilience/soutien aux moyens d'existence). Hyp. xlv.</p>
2.1.14	<p>Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'EDS4 ?</p>
EDS5	

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
2.1.15	<p>La réponse par des allocations monétaires du PAM est-elle bien coordonnée avec le PNBSF ? Hyp. xlvi.</p> <p>Les interventions du PAM en réponse à la crise renforcent-elles les capacités du RNU et du PN SF ? Hyp. xlvii.</p>
2.1.16	<p>Quel est le résultat des actions de nutrition engagées en réponse au COVID 19 ?</p> <p>Quelle est l'amélioration de l'état nutritionnel des enfants âgés de 6 à 59 mois (filles et garçons) à risque de/ souffrant de malnutrition aiguë modérée ?</p> <p>Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires temporaires (soudure, réponse aux crises) Hyp. xxxv</p> <p>La durée des allocations monétaires temporaires (soudure, crise Covid-19) est-elle suffisante pour prévenir sur la durée les rechutes et les pics de malnutrition que l'on observe usuellement un à deux mois après la fin de la période de soudure ? Hyp. xxxvi</p> <p>Le ciblage des mesures de traitement et de prévention de la malnutrition est-il harmonisé avec le ciblage des allocations monétaires de sécurité familiale permanente (PNBSF). Hyp. xxxvii</p> <p>La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel. Hyp. Xxxviii</p>
2.1.17	<p>Quel est le niveau des changements attendus en termes d'EDS5 (Quantité Qualité Localisation Temps/timing - QQLT) ?</p> <p>Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'E S5 ?</p>
2.1.18	<p>Quelle est la contribution de l'EDS5 à l'Effet 6 du PNUAD « Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale » ?</p>
2.1.19	<p>Quels sont les services effectivement mis en commun avec les partenaires du développement et de l'aide humanitaire, et leur niveau d'utilisation ?</p>
2.1.20	<p>Quel est le niveau des changements attendus en termes d'effets stratégiques directs pour EDS6</p> <p>Quels sont les facteurs qui expliquent le changement observé en termes d'EDS6 ?</p>
2.1.21	<p>Y a-t-il eu des effets ou résultats imprévus, lesquels et pourquoi ? Est-ce que les activités menées dans le cadre du PSP ont eu des effets sociaux non prévus ?</p> <p>Des effets économiques non prévus ?</p> <p>Des effets environnementaux non prévus ?</p> <p>Des effets sur les thèmes transversaux du genre, et de la protection, qui n'étaient pas prévus ?</p>
2.2	<p>Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le genre, et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de protection ? Intégration et atteinte des objectifs de redevabilité ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l'environnement ?</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
2.3	<p>Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. Xli</p> <p>Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix</p>
2.3	<p>Le développement des capacités institutionnelles entrepris par le PSP (ESD4) permet-il une transition adéquate vers plus d'autonomie de gestion gouvernementale en matière de ; i) soudure ; ? ii) cantines ? iii) interventions de nutrition ? ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xliv</p> <p>Des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-ils pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : ; i) soudure ; ii) cantines ; iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlv</p> <p>Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs sont-ils des mesures pertinentes pour développer durablement les assurances agricoles du paysannat pauvre sénégalais ? Un tel subventionnement peut-il être considéré comme un dispositif de protection sociale durable sur le moyen et sur le long terme ? Approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi de finances) ? Ou faire l'objet de décrets pour mise en œuvre par le ministère des Finances ? Hyp. xlvii</p> <p>Les banques de céréales villageoises ont-elles pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage, durablement, auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits, ouvrant des perspectives de durabilité dans le cadre de l'approche d'inclusion financière du PSP ? Hyp. Xliv</p>
2.4	<p>Dans quelle mesure les activités humanitaires mises en place depuis RB1 et RB2 en 2020 sont-elles bien liées avec les acteurs de développement (gouvernement, partenaires internationaux, société civile et communautés locales) ?</p> <p>Pourquoi, lors de la RB2, l'EDS6 a-t-il été mis en place (coopération logistique et de services avec les partenaires humanitaires et de développement) ? Quelle en est l'origine ? Qu'en est-il attendu ?</p>
2.4	<p>Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022 2023 ?</p> <p>Problèmes de retards, d'efficacité, de fiabilité, rencontrés avec les opérateurs (Free, Orange, etc.), leurs conséquences, et quelles perspectives d'amélioration ?</p>
<i>EFFICIENCE</i>	
3.1	<p>Les activités du PSPI et du PSP ont-elles été mises en œuvre selon le calendrier prévu par le PSP et les plans annuels ?</p> <p>Quels sont les facteurs ayant influencés le respect des délais ?</p> <p>Quel est le degré d'exécution financière ?</p> <p>Niveau de conformité entre le plan de mise en œuvre et le calendrier de livraison des produits des activités ?</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<p>Dans quelle mesure la capacité du PAM à respecter les délais de mise en œuvre du PSP a-t-elle été affectée par la crise liée à la pandémie du Covid-19 et d'éventuelles autres crises (p. x. : catastrophes naturelles, inondations) ?</p> <p>Dans quelle mesure le PAM a-t-il pu adapter des éléments des programmes pour respecter les délais de mise en œuvre ?</p>
3.2	<p>Les méthodes de ciblage choisies par EDS1/EDS5, EDS2 (aussi bien les cantines que la nutrition) et EDS3 permettent-elles de cibler les zones et les personnes les plus vulnérables ' l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? Hyp. xv et Hyp. xxiv</p> <p>Le nombre de zones touchées par une sécheresse prononcée de soudure et le de groupes sociaux et de personnes affectées par la soudure (et donc : les cibles géographiques et sociales à couvrir) – cela change-t-il beaucoup d'une année sur l'autre ? Dans quelles proportions ? Parlez du travail d'ajustement impliqué et des difficultés et complications qui en résultent...</p> <p>Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : Quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv</p> <p>Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Hyp. xv Le ciblage a-t-il été adapté en tenant compte des retours du mécanisme de gestion des plaintes et des évolutions du contexte ? Hyp. Xv</p>
3.3	<p>Mesure dans laquelle des intrants de qualité ont été achetés au plus bas coût possible ?</p> <p>Mesure dans laquelle les pertes ont été minimisées ?</p> <p>Quels sont les coûts unitaires des activités mises en œuvre ?</p> <p>La gestion s'est-elle adaptée de façon appropriée pour contribuer aux résultats visés, en fonction des crises, et des contraintes financières et opérationnelles ?</p> <p>Mesure dans laquelle les résultats ont été maximisés au moindre coût ?</p> <p>Dans quelle mesure le choix des sources d'approvisionnement et la gestion des moyens logistiques et opérationnels ont-ils contribué à maximiser les résultats de manière efficiente ?</p> <p>Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs du PAM est-elle la plus adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du PSP ? Hyp. vi et Hyp. xiii</p> <p>Dans quelle mesure le taux de roulement du personnel et les postes vacants ont-ils été gérés de façon efficiente ?</p> <p>Qualité / compétences et expériences du personnel recruté par rapport aux besoins/stratégie du PSP ?</p> <p>Impacts de l'organisation RH sur les aspects transversaux (genre, protection, redevabilité, environnement)</p>
3.4	<p>Y a-t-il des études coût-efficacité comparées de différentes modalités de satisfaction des besoins alimentaires des cantines (p. . : i) douze modalités de cantines scolaires comparées ; ii) comparaison des livraisons en nature versus allocation monétaire par bons d'achat auprès de négociants agréés (voucher) ; iii) comparaison des bons d'achats auprès de négociants versus allocations cash directes aux dirigeants d'école ?) Hyp. Xxx</p>

SQE	Questions d'entretien - Parties prenantes du PAM du BP à Dakar
	<i>FACTEURS INFLUENÇANT LA PERFORMANCE</i>
4.1	<p>Le PAM a-t-il réussi à obtenir des sources de financement pour les différentes activités du PSP ? Niveau de financement des différentes activités et évolution de l'allocation des ressources ? Hyp. Vi</p> <p>Est-ce que la capacité de levée de financement s'est améliorée sur la période au moment du passage au PSPI puis au PSP (analyse de tendance pré/post PSP sur les ressources mobilisées) ? Hyp. Xii</p> <p>Quelles sont les raisons qui expliquent le fléchage (<i>ear-marking</i>) ? Quelles mesures adoptées par le PAM pour solutionner les difficultés de fléchage des fonds ?</p> <p>Démarches pour attirer des nouveaux financements ? Adéquation des modalités de financement à la stratégie du PAM (fonds pluriannuels) et impact concernant les interventions d'urgence pour faire face à la crise Covid 19 ?</p> <p>Quels ont été les effets des RB, de la RB1 et de la RB2 sur la mobilisation financière et la flexibilité du PAM ? Hyp. xii et Hyp. Xiii</p> <p>Quelles ont été les innovations en matière de financements/donateurs au cours du PSP, et quelles conséquences et quelles perspectives ouvrent-elles ? Le processus du PSP a-t-il été un moyen d'améliorer la stratégie de collaboration avec de nouveaux types de partenaires / avec davantage de partenaires ?</p>
4.2	<p>Les partenariats ont-ils conduit à des résultats plus appropriés en termes de satisfaction des besoins des bénéficiaires et des objectifs nationaux et de prise en compte des enjeux transversaux ? Hyp. v et Hyp. xiv</p> <p>La mise en œuvre des interventions à travers des consortiums' d'ONG et sur plusieurs années, a-t-elle renforcé la qualité des interventions et les capacités des ONG ? Hyp. v, et Hyp. xiv, et Hyp. xviii, et Hyp. Xxxix</p> <p>Quelle est l'intensité et la qualité de la coopération Sud- Sud et quelle contribution aux résultats du PSP ?</p>
4.2	<p>Quel est le rôle du PAM dans la coordination sectorielle et intersectorielle et inter-agences d'aide au Sénégal (au niveau central et local) - en ce qui concerne résilience, SAN, transferts monétaires, LLH, relèvement rapide, nutrition, lien entre l'aide humanitaire et le développement, etc.) ? Quelle a été l'évolution de ce rôle au cours du SP ? Dans quelle mesure le PAM fait-il progresser l'harmonisation des stratégies entre les acteurs (humanitaire et développement) et le gouvernement ? Hyp. xi, et Hyp. xl, et Hyp. xx</p> <p>Le renforcement de la coordination avec les acteurs a-t-il permis d'améliorer la performance du PSP (y compris en réponse au COVID-19) ? Hyp. v, et Hyp. xxvii, et Hyp. xx</p> <p>Dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. Xii</p>
4.4	<p>Est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et ses bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui rendent possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x</p>
	<p>Quelles perspectives et quelles suggestions, ou quelles recommandations concernant les orientations du prochain PSP ?</p>

Tableau 8: Guid' d'entreti-n - parties prenantes du PAM aux sous-bureaux

QE	SQE	Entretiens avec les antennes/ Sous-bureaux du PAM au Sénégal (Matam, Kolda, Kaolack)
<i>Sous-bureau, Nom, poste, genre/date</i>		
<i>Pouvez-vous nous parler de votre rôle au sein du PAM ? Depuis combien de temps êtes-vous impliqué ?</i>		
1	1.1	<p>Selon vous quelle est la qualité des mécanismes de ciblage des populations les plus vulnérables ? Dans quelle mesure le PSP est-il pertinent pour traiter des besoins des personnes les plus vulnérables ? La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres ? Quels autres outils ?) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ?</p> <p>Hyp. Xxv et TA1</p>
1	1.1	<p>L'utilisation de l'argent des transferts monétaires directs « cash » par les bénéficiaires : est-elle l'utilisation attendue par le PAM en matière de protection sociale et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (p.ex. réponse à des besoins alimentaires ou de santé ou autres prioritaires, et non pas placements spéculatifs ou trafics illégaux, etc.) ?</p> <p>Hyp.xxviii et TA1</p>
1	1.1	<p>D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ?</p> <p>Hyp. xxx et TA 1</p> <p>Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ?</p> <p>Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii et TA3</p> <p>FA : la création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs.</p> <p>Hyp xli</p> <p>CNAAS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicelles contre les risques climatiques ?</p> <p>Hyp xlii</p>
1	1.2	<p>L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM avec les politiques et les priorités nationales, avec les politiques et programmes locaux de votre zone, et celles visant les populations les plus vulnérables en particulier ?</p> <p>Hyp.xii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.)</p> <p>Hyp. xxxii et TA4</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires ?</p> <p>Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv et TA4</p>

QE	SQE	Entretiens avec les antennes/ Sous-bureaux du PAM au Sénégal (Matam, Kolda, Kaolack)
1	1.2	Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le MEN, le SE-CNSA, le SE-CNDN, et les Comités de développement locaux assurent-ils une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF, en particulier le PAM, dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels ? Quelles sont vos relations avec ces structures ? Hyp. xxxix et TA5
1.	1.3	La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie, dans votre zone ? Rôle des FFA ? Y a-t-il des collaborations HIMO ? Quelles actions possibles pour améliorer la coordination investissements/assistance technique/assistance humanitaire ? Hyp. xi
1	1.4	Quel est le degré de cohérence des orientations stratégiques du PSP avec les stratégies et politiques globales du PAM ? Quel est le degré de cohérence du PSP avec le PNUAD ? Sa contribution au PNUAD est-elle fondée sur ses avantages comparatifs ? Hyp.x1
1	1.5	Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la cr se ? Hyp. xii
2	2.1	EFFICACITÉ. Dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii
2	2.1	EDS1/EDS5. Allocations monétaires cash directes inconditionnelles / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? De la contribution du PAM à ces EDS1/ EDS5 ?
2	2.1	EDS2 Cantine scolaires : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? De la contribution du PAM à cet EDS2 Act 9 ?
2.	2.1	EDS2 Nutrition (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? De la contribution du PAM à cet EDS2 Act. 3 et Act. 4 ?
2.	2.1	EDS3 FA : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? de la contribution des FFA du PAM à cet EDS3 ?
2	2.1	EDS3 Utilisation/Bénéficiaires des actifs : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? De la contribution de l'utilisation de ces actifs par des bénéficiaires à cet EDS3 ?
2	2.1	EDS3 Gestion des risques, assurances, inclusion financière, services climatiques : Votre appréciation de l'efficacité de l'obtention des produits (outputs) ? De la contribution des assurances CNAAS à cet EDS3 ?
2	2.1	EDS4 Des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : i) soudure ; ii)cantines ; iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xliv
2	2.2	THÈMES TRANSVERSAUX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le <u>genre</u> , et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des

QE	SQE	Entretiens avec les antennes/ Sous-bureaux du PAM au Sénégal (Matam, Kolda, Kaolack)
		objectifs de <u>protection</u> ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>redevabilité</u> ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de <u>l'environnement</u> ?
2	2.3	<p>DURABILITÉ. Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli</p> <p>Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix</p> <p>Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs sont-ils des mesures pertinentes pour développer durablement les assurances agricoles du paysannat pauvre sénégalais ? Un tel subventionnement peut-elle être considérée comme un dispositif de protection sociale durable sur le moyen et sur le long terme ? Approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi de finances) ? Ou faire l'objet de décrets pour mise en œuvre par le ministère des Finances ? Hyp. xliii</p> <p>Les banques de céréales villageoises ont-elles pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage, durablement, auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits, ouvrant des perspectives de durabilité dans le cadre de l'approche d'inclusion financière du PSP ? Hyp. xliv</p> <p>La fortification locale du riz en vitamine A à l'échelle pilote par le PSP ouvre la voie à une pratique généralisée et durable de fortification du riz, rentable pour les producteurs, et efficace du point de vue nutritionnel. Hyp. xxxviii</p>
2	2.4	RELATIONS HUMANITAIRE/DÉVELOPPEMENT. Fluidité et flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ?
3	3.1	EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ?
3	3.2	EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Hyp. xv Le ciblage a-t-il été adapté en tenant compte des retours du mécanisme de gestion des plaintes et des évolutions du contexte ? Hyp. xv
3	3.3	Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
3	3.4	Dans quelle mesure des options alternatives moins coûteuses ou plus efficaces ont été envisagées ?
4	4.1	FACTEURS EXPLICATIFS

QE	SQE	Entretiens avec les antennes/ Sous-bureaux du PAM au Sénégal (Matam, Kolda, Kaolack)
		Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?
4	4.2	S & E. Est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui rendent possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5
4	4.3	<p>PARTENARIATS</p> <p>Le processus du PSP a-t-il été un moyen d'améliorer la stratégie de collaboration avec de nouveaux types de partenaires / avec davantage de partenaires ?</p> <p>Le processus du PSP a-t-il été un moyen de renforcer le niveau d'engagement du gouvernement dans la réponse à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ? Hyp.xx</p> <p>Les partenariats (LT, programme conjoint) ont-ils bien été concrétisés ? Hyp. iv et Hyp. xx</p> <p>Les partenariats ont-ils conduit à des résultats plus appropriés en termes de satisfaction des besoins des bénéficiaires et des objectifs nationaux ? De prise en compte des enjeux transversaux ? Hyp. v et Hyp. xiv</p> <p>Quelle est la qualité de la coopération Sud- Sud et quelle contribution aux résultats du P ?</p> <p>La mise en œuvre des interventions à travers des consortiums' d'ONG et sur plusieurs années, a-t-elle permis de renforcer la qualité des interventions et les capacités des ONG ? Hyp. v, et Hyp. xiv, et Hyp. xviii, et Hyp. xxxix</p>
4	4.4	Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs de personnel du PAM est-elle adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du SP ? Y compris au niveau des sous-bureaux ? Hyp. vi et Hyp. xiii
4	4.5	Autres facteurs explicatifs de la performance du PAM ?
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		
Quelles seraient vos recommandations en termes de développement et de mise en œuvre vis à vis du prochain PSP ?		

Tableau 9: Guide d'entretien - donateurs

QE	SQE	Entretiens avec les donateurs principaux
<i>Pays/Agence/Institution, Nom, titre /date</i>		
Quelles sont les activités du PAM que vous financez ? Depuis quand les financez-vous et à quelle hauteur (volume annuel et ventilation annuelle des financements) ?		
1	1.1	Dans quelle mesure le PSP à votre avis répond-il aux besoins des plus vulnérables ? La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. xxv
1	1.2	Dans quelle mesure le PSP à votre avis correspond-il au contexte actuel du pays et aux priorités du gouvernement ?
1	1.3	Comment avez-vous été impliqué dans le développement du PSP et de quelle manière le PSP est-il aligné avec les priorités poursuivies par votre gouvernement ?
1	1.4	Comment avez-vous été ou êtes-vous impliqué dans le suivi du PSP et quelle est la qualité du rapportage des services du PAM ? L'approche stratégique et opérationnelle du PSP vous paraît-elle pertinente au Sénégal ?
1	1.5	La réponse du PAM a-t-elle été pertinente et opportune face à la pandémie de COVID 19 ? A-t-elle répondu aux besoins des populations les plus vulnérables ?
2	2.1	EFFICACITÉ Désormais, le PAM planifie à 4 ou 5 ans... À votre avis, dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii
2	2.1	EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Nutrition des mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>FFA</u> / construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Gestion des risques, Assurances des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS4 <u>Transfert de gestion des programmes au gouvernement</u> : À votre connaissance, des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : i) soudure ; ii) cantines ; iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlv

QE	SQE	Entretiens avec les donateurs principaux
2	2.2	THÈMES TRANSVERS UX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le genre, et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de protection ? Intégration et atteinte des objectifs de redevabilité ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l'environnement ?
2	2.3	DURABILITÉ. Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation' d'implication' d'appropriation, de réplication des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplication des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix
2	2.4	RELATIONS HUMANITAIRE/DÉVELOPPEMENT. Que pensez-vous de la flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ? Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022 2023 ?
3	3.1	EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ?
3	3.2	EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
4	4.1	FACTEURS EXPLICATIFS Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?
4	4.2	S & E. Selon votre avis, est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui rendent possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5
4	4.3	PARTENARIATS Comment décririez-vous la qualité de votre collaboration avec le PAM ? De quelle manière celle-ci pourrait-elle être améliorée ? Comment le PAM pourrait-il améliorer ses partenariats ?
4	4.4	Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs de personnel du PAM est-elle adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du PSP ? Hyp. vi et Hyp. xiii
4	4.5	Quels autres facteurs à votre avis peuvent expliquer la performance du PAM au Sénégal ?
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		

QE

SQE

Entretiens avec les donateurs principaux

Quelles seraient vos recommandations en termes de développement et de mise en œuvre vis à vis du prochain PSP ?

Tableau 10: Guide d'entretien - parties prenantes des services gouvernementaux centralisés

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux centralisés
Agence/Ministère/Institution, Nom, titre/date		
Quelles sont les activités du PAM auxquelles vous participez ? Depuis quand ? Ordre de grandeur de votre collaboration ? (Bénéficiaires concernés, budgets, territoires, enjeux stratégiques et politiques) ?		
1	1.1	Dans quelle mesure le PSP à votre avis répond-il aux besoins des plus vulnérables ? La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. xxv
1	1.2	Dans quelle mesure le PSP à votre avis correspond-il au contexte actuel du pays et aux priorités du gouvernement ? L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM sur les politiques et les priorités nationales en général ? Hyp.xii
1	1.2	<p>Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le MEN, le SE-CNSA, le SE-CNDN, et les Comités de développement locaux assurent-ils une réelle et forte coordination des interventions de tous les PTF, en particulier le PAM, dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels ? Hyp. xxxix</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) Hyp. xxxii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires ? Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv</p> <p>SOUUDURE. D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. xxx</p> <p>CASH ET NUTRITION. Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs. Hyp. xli</p> <p>CNAAS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicelles contre les risques climatiques ? Hyp. xlii</p>
1	1.2	Comment avez-vous été <u>impliqué dans le développement</u> du PSP et de quelle manière le PSP est-il aligné avec les priorités poursuivies par votre gouvernement ? Comment

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux centralisés
		avez-vous été ou êtes-vous impliqué dans le suivi du PSP et quelle est la qualité du rapportage des services du PAM ?
1	1.3	Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les orientations de le PNUAD ? La coordination, la division du travail et les synergies du PAM avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) et autres PTF sont-elles effectives ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie ? Hyp. xi
1	1.4	La contribution du PSP au PNUAD est-elle fondée sur avantages comparatifs du AM ?
1	1.5	La réponse du PAM a-t-elle été pertinente et opportune face à la pandémie de COVID 19 ? A-t-elle répondu aux besoins des populations les plus vulnérables ? Hyp. vii Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise COVID-19 ? Hyp. xii La réponse planifiée du PAM à travers le PSP, les révisions budgétaires RB1 et RB2 est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise socio-économique ouverte par le COVID 19 ? Hyp. xlvii
2	2.1	EFFICACITÉ Désormais, le PAM planifie à 4 ou 5 ans... À votre avis, dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii
2	2.1	EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Nutrition mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>FFA</u> / construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Gestion des risques, assurance des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS4 <u>Transfert de gestion des programmes au gouvernement</u> : À votre connaissance, des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : i) soudure ; ii) cantines ; iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlv
2	2.2	THÈMES TRANSVERSAUX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le genre, et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de protection ? Intégration et atteinte des objectifs de redevabilité ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l'environnement ?
2	2.3	DURABILITÉ. Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation,

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux centralisés
		d'implication, d'appropriation, de réplification des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplification des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix
2	2.4	RELATIONS HUMANITAIRE/DÉVELOPPEMENT. Que pensez-vous de la flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ? Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022 23 ?
3	3.1	EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
3	3.2	EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
4	4.1	FACTEURS EXPLICATIFS Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?
4	4.2	S & E. Selon votre avis, est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et ses bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui font qu'il est possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5
4	4.3	PARTENARIATS Comment décririez-vous la qualité de votre collaboration avec le PAM ? De quelle manière celle-ci pourrait-elle être améliorée ? Comment le PAM pourrait-il améliorer ses partenariats ?
4	4.4	Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs de personnel du PAM est-elle adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du PSP ? Hyp. vi et Hyp. xiii
4	4.5	Quels autres facteurs à votre avis peuvent expliquer la performance du PAM au Sénégal ?
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		
Quelles seraient vos recommandations vis à vis du prochain PSP ?		

Tableau 11: Guide d'entretien - parties prenantes des services gouvernementaux décentralisés

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux décentralisés
<i>Ministère de tutelle/Institution/ Localité, Nom, titre/date</i>		
Quelles sont les activités du PAM auxquelles vous participez ? Contribuez-vous financièrement ? À quelle hauteur (volume annuel et ventilation des financements) ?		
1	1.1	<p>Dans quelle mesure le PSP à votre avis correspond-il aux besoins des plus vulnérables ?</p> <p>La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. xxv</p>
1	1.2	<p>Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le MEN, le SE-CNSA, le SE-CNDN, et les Comités de développement locaux assurent-ils une coordination des interventions de tous les PTF, en particulier le PAM, dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels ? Hyp. xxxix</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) Hyp. xxxii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires ? Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv</p> <p>SOUDURE. D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. xxx</p> <p>CASH ET NUTRITION. Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs. Hyp xli</p> <p>CN AS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicelles contre les risques climatiques ? Hyp xlii</p>
1	1.2	<p>Comment avez-vous été <u>impliqué dans le développement</u> du PSP et de quelle manière le PSP est-il aligné sur les priorités poursuivies par votre gouvernement ? Comment avez-vous été ou êtes-vous <u>impliqué dans le suivi du PSP</u> et quelle est la qualité du rapportage des services du PAM ?</p>
1	1.3	<p>Dans quelle mesure le PAM collabore-t-il dans votre zone avec FAO/FIDA, avec BM/BAD, et avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS</p>

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux décentralisés
		etc.) ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie ? Hyp. xl
1	1.5	La réponse du PAM a-t-elle été pertinente et opportune face à la pandémie de COVID 19 ? A-t-elle répondu aux besoins des populations les plus vulnérables ? Hyp. vii Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise COVID - 19? Hyp. xii La réponse du PAM est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise COVID 19 ? Hyp. xlvii
2	2.1	EFFICACITÉ Désormais, le PAM planifie à 4 ou 5 ans... À votre avis, dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii
2	2.1	EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Nutrition mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>FFA</u> / construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Gestion des risques, Assurances des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS4 <u>Transfert de gestion des programmes au gouvernement</u> : À votre connaissance, des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière : i) soudure ; ? ii) cantines ? iii) interventions de nutrition ? iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlviv
2	2.2	THÈMES TRANSVERS UX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le <u>genre</u> , et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>protection</u> ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>redevabilité</u> ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l' <u>environnement</u> ?
2	2.3	DURABILITÉ. Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix

QE	SQE	Entretiens avec les services gouvernementaux décentralisés
2	2.4	RELATIONS HUMANITAIRE/DÉVELOPPEMENT. Que pensez-vous de la flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ? Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022/2023 ?
3	3.1	EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
3	3.2	EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
4	4.1	FACTEURS EXPLICATIFS Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?
4	4.2	S & E. Selon votre avis, est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui font qu'il est possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5
4	4.3	PARTENARIATS Comment décririez-vous la qualité de votre collaboration avec le PAM ? De quelle manière celle-ci pourrait-elle être améliorée ? Comment le PAM pourrait-il améliorer ses partenariats ?
4	4.4	Dans quelle mesure la structure/organisation des effectifs de personnel du PAM est-elle adéquate par rapport aux résultats et effets attendus du PSP ? Hyp. vi et Hyp. xiii
4	4.5	Quels autres facteurs à votre avis peuvent expliquer la performance du PAM ?
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		
Quelles seraient vos recommandations en termes de développement et de mise en œuvre vis à vis du prochain PSP ?		

Tableau 12: Guide d'entretien – partenaires ONU

QE	SQE	Entretiens avec les partenaires ONU
Agence/ Nom, titre/date		
<p>Quelle est la place et quel le rôle du PAM au sein des Nations Unies au Sénégal ? Quelles sont vos relations avec le PAM Dakar - dans le cadre du SNU et du PNUAD ?</p> <p>Avez-vous des collaborations spécifiques ? Substance et ordre de grandeur de votre collaboration ? (Thème, bénéficiaires concernés, budgets, territoires, enjeux stratégiques et politiques) ?</p>		
1	1.1	<p>Dans quelle mesure le PSP à votre avis correspond-il aux besoins des plus vulnérables ?</p> <p>La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. xxv</p>
1	1.2	<p>Comment avez-vous été <u>impliqué dans le développement</u> du PSP ?</p> <p>Comment avez-vous été ou êtes-vous <u>impliqué dans le suivi du PSP</u> et quelle est la qualité du rapportage des services du PAM ?</p> <p>L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM avec les politiques et les priorités nationales en général, et celles visant les populations les plus vulnérables en particulier ? Hyp.xii</p> <p>Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le MEN, le SE-CNSA, le SE-CNDN, et les Comités de développement locaux assurent-ils une bonne coordination des interventions des PTF, en particulier le SNU et le PAM ? Hyp. xxxix</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) Hyp. xxxii</p> <p>SOUDURE. Il y a irrégularité des donations au PAM d'une année sur l'autre... Attente des bénéficiaires et aussi des autorités locales et centrales à l'égard du PAM... Certains parlent de « fatigue » des donateurs...D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. xxx</p> <p>CASH ET NUTRITION. À votre avis, le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour : i) renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs. Hyp xli</p> <p>CNAAS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicelles contre les risques climatiques ? Hyp xlii</p>

QE	SQE	Entretiens avec les partenaires ONU
1	1.3	Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les orientations de le PNUAD ? Dans quelle mesure le PAM collabore-t-il avec les autres agences basées à Rome, FAO/F DA ? Avec les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) ? Pouvez-vous citer des exemples significatifs et concrets ? Hyp. xi
1	1.4	La contribution du PAM au PNUAD et au SNU est-elle fondée sur ses avantages comparatifs ? En quoi le PAM appuie-t-il la Théorie du Changement du PNUAD ? Comment la contribution du PAM au PNUAD et au SNU pourrait-elle être améliorée ?
1	1.5	La réponse du PAM a-t-elle été pertinente et opportune face à la pandémie de COVID 19 ? A-t-elle répondu aux besoins des populations les plus vulnérables ? Hyp. vii Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise COVID -19 ? Hyp. xii À votre avis, la réponse du PAM et de ses BR1 et BR2 est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise COVID 19 ? Hyp. xlvii
2	2.1	EFFICACITÉ Désormais, le PAM planifie à 4 ou 5 ans... À votre avis, dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii
2	2.1	EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Nutrition mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>FFA</u> / construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Gestion des risques, assurances des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS4 <u>Transfert de gestion des programmes au gouvernement</u> : À votre connaissance, des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : i) soudure ; ii) cantines ? iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlviv
2	2.2	THÈMES TRANSVERSAUX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le <u>genre</u> , et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>protection</u> ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>redevabilité</u> ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l' <u>environnement</u> ?
2	2.3	DURABILITÉ. À votre connaissance, dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de

QE	SQE	Entretiens avec les partenaires ONU
		<p>participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli</p> <p>Dans quelle mesure les activités menées par le PAM peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de répliation des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix</p>
2	2.4	<p>NEXUS. Quel est le rôle du PAM dans la coordination sectorielle et intersectorielle et inter-agences d'aide au Sénégal (au niveau central et local) - en ce qui concerne résilience, transferts monétaires, SAN lien entre l'aide humanitaire et le développement, etc.) ? Quelle a été l'évolution de ce rôle au cours du PSP ? Dans quelle mesure le PAM fait-il progresser l'harmonisation des stratégies entre les acteurs humanitaires et du développement et le gouvernement ? Hyp. xi, et Hyp. xl, et Hyp. xx</p> <p>Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022-23, et dans le nexus Humanitaire/ Développement / Paix ?</p> <p>La création d'un EDS6 ayant pour but de mettre en commun des services logistiques et d'approvisionnement entre le PAM et les autres agences du SNU : quelle est l'origine de cette décision, quelles perspectives, qu'en pensez-vous ?</p>
3	3.1	<p>EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ?</p> <p>Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? À votre connaissance, les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?</p>
3	3.2	<p>EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv</p>
4	4.1	<p>FACTEURS EXPLICATIFS Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?</p> <p>Le PAM représente environ 20 % du budget du PNUAD. Peut-il et doit-il faire plus, et pourquoi ?</p>
4	4.2	<p>S & E. Selon votre avis, est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et ses bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui font qu'il est possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5</p>
4	4.3	<p>PARTENARIATS Comment décririez-vous la qualité des partenariats du PAM ? De quelle manière celle-ci pourrait-elle être améliorée ? Comment le PAM pourrait-il améliorer ses partenariats ?</p> <p>Au sein des organisations internationales, du SNU, et du PNUAD (y compris les BM et autres IFI) quel est le rôle potentiel du PAM pour appuyer le Gouvernement du Sénégal en matière de mise à l'échelle et de développement de sa politique de protection sociale ? En particulier en ce qui concerne l'élargissement du PNBf et la</p>

QE	SQE	Entretiens avec les partenaires ONU
		<p>mise en place de mécanismes massifs de redistribution de revenus et de protection sociale par allocations monétaires ? Le PAM assiste environ 500 000 bénéficiaires par le biais de transferts monétaires. Le PNBSF assiste environ 300 000 bénéficiaires (appui de la BM et allocations supérieures). Le PAM s'appuie sur le RNU mis met en place des filtrages par comités locaux.</p> <p>Comment aller vers un régime unique d'allocations s'appuyant sur un RNU viable ? Le PAM a-t-il un rôle stratégique potentiellement important à jouer dans ce sens ? Ses allocations actuelles pourraient-elles s'incorporer au PNBFS ? Les donateurs seraient-ils prêts à alimenter une telle transition et un tel soutien budgétaire social au Gouvernement du Sénégal ? Si non, pour quels motifs ? Si oui, à quelles conditions ?</p>
4	4.4	<p>Selon vous le BP dispose-t-il de ressources humaines adéquates ? Si non pourquoi ? Votre organisation dispose-t-elle des ressources humaines adéquates pour mettre en œuvre les activités du PAM ? Si non pourquoi ? Hyp. vi et Hyp. xiii</p>
4	4.5	<p>Quels autres facteurs à votre avis peuvent expliquer la performance du PAM ?</p>
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ? Quelles seraient vos recommandations en termes de développement et de mise en œuvre vis à vis du prochain PSP ?		
REMERCIER ET ANNONCER L'ENVOI DU QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE AUPRÈS DES PARTIES PRENANTES EXTERNES		

Tableau 13: Guide d'entretien - partenaires coopérants

QE	SQE	Entretiens avec les ONG partenaires et autres organismes de mise en œuvre
ONG/Organisme/Nom, poste, genre /date		
Depuis combien d'années travaillez-vous en collaboration avec le PAM ?		
Quelles sont les activités du PAM auxquelles vous participez ? Depuis quand ? Nature et ordre de grandeur de votre collaboration ? (Types d'activités, budget annuel, Bénéficiaires concernés, territoires, enjeux stratégiques)?		
Avez-vous été impliqué dans la conception du PSP et de quelle manière ?		
1	1.1	<p>Dans quelle mesure le PSP à votre avis répond-il aux besoins des plus vulnérables ?</p> <p>La méthodologie de priorisation des zones géographiques et des groupes sociaux à couvrir (Cadre harmonisé et Registre national unique, et autres) reflète-t-elle bien les besoins et leur diversité ? Hyp. xxv</p> <p>Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Comment cela se passe-t-il dans votre zone ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Hyp. xv Le ciblage s'est-il adapté en tenant compte des retours du mécanisme de gestion des plaintes et des évolutions du contexte ? Hyp. xv</p>
1	1.2	<p>Les Gouvernorats, le MAER (DRDR et SDDR), le MEN, le SE-CNSA, le SE-CNDN, et les Comités de développement locaux assurent-ils une coordination des interventions de tous les PTF, en particulier le PAM, dans les zones ciblées par le PSP, sur la base d'un réel leadership/coordination entre les différents ministères sectoriels ? Hyp. xxxix</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles jouer au sein du PSP un rôle de force motrice et de « point d'entrée » dans les zones d'intervention pour catalyser, fédérer et intégrer plusieurs autres activités du PSP (réponses aux crises, nutrition, résilience/moyens de subsistance, etc.) ? Hyp. xxxii</p> <p>Les cantines scolaires peuvent-elles représenter un débouché commercial significatif et attractif pour les petits producteurs des collectivités locales, qui peuvent garantir en quantité et qualité requises les approvisionnements nécessaires ? Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv</p> <p>SOUDURE. D'autres approches de politique publique et de programmes gouvernementaux (en substitution aux distributions saisonnières d'allocations monétaires ou de vivres de la part du PAM) sont-elles envisageables et envisagées par le Gouvernement du Sénégal ? Si oui lesquelles ? Si non, pourquoi ? Hyp. xxx</p> <p>CASH ET NUTRITION. Le ciblage des transferts monétaires aux ménages vulnérables du PAM (et d'autres sources) peut-il être harmonisé avec le ciblage des interventions de nutrition, afin de permettre effectivement la prévention de rechutes d'états de malnutrition graves ? Hyp. xxxv, Hyp. xxxvi et Hyp. xxxvii</p> <p>FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs par cette modalité est-elle – et reste-t-elle – pertinente, comme moyen d'action tout à la fois pour : i)</p>

QE	SQE	Entretiens avec les ONG partenaires et autres organismes de mise en œuvre
		renforcer la résilience ; ii) booster les infrastructures rurales ; iii) améliorer les revenus des producteurs. Hyp xli CNAAS : Les petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre eux touchés par des problèmes de soudure) sont-ils en mesure de payer des primes d'assurance indicelles contre les risques climatiques ? Hyp xlii
1	1.2	Comment avez-vous été <u>impliqué dans le développement</u> du PSP et de quelle manière le PSP est-il aligné avec les priorités poursuivies par votre gouvernement ? Comment avez-vous été ou êtes-vous <u>impliqué dans le suivi du PSP</u> et quelle est la qualité du rapportage des services du PAM ?
1	1.3	Dans quelle mesure le PAM collabore-t-il dans votre zone avec FAO/FIDA, BM/BAD, et les autres organisations du SNU (UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) ? Y a-t-il des exemples significatifs et concrets, avec indicateurs de résultats de la synergie ? Hyp. xl
1	1.5	La réponse du PAM a-t-elle été pertinente et opportune face à la pandémie de COVID 19 ? A-t-elle répondu aux besoins des populations les plus vulnérables ? Hyp. vii Le format et les principes du PSP ont-ils permis de la souplesse face à la crise COVID -19? Hyp. xii La réponse du PAM est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins des groupes vulnérables aux soudures et à la crise COVID 19 ? Hyp. xlvii
2	2.1	EFFICACITÉ Désormais, le PAM planifie à 4 ou 5 ans... À votre avis, dans quelle mesure l'introduction du PSP depuis 2018 a-t-elle rendu l'intervention du PAM plus flexible et plus efficace ? Hyp. xii L'introduction par le PAM du PSP comme nouvel outil de programmation a-t-elle contribué à un meilleur alignement du PAM avec les politiques et les priorités nationales en général, et à plus d'efficacité avec ses partenaires de mise en œuvre ? Hyp.xii
2	2.1	EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS2 <u>Nutrition des mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>FFA</u> / construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS3 <u>Gestion des risques, assurance des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ? EDS4 <u>Transfert de gestion des programmes au gouvernement</u> : À votre connaissance, des feuilles de route ou des plans agréés et réalistes, détaillés, existent-elles pour une transition et/ou un transfert de responsabilité en matière de : i) soudure ; ? ii) cantines ; iii) interventions de nutrition ; iv) résilience /moyens de subsistance ? Hyp. xlv

QE	SQE	Entretiens avec les ONG partenaires et autres organismes de mise en œuvre
2	2.2	THÈMES TRANSVERSAUX : Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le <u>genre</u> , et quels résultats ont été obtenus ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>protection</u> ? Intégration et atteinte des objectifs de <u>redevabilité</u> ? Intégration et atteinte des objectifs en matière de respect de l' <u>environnement</u> ? Y a-t-il des clauses dans votre contrat/FLA/MoU à ce sujet ? pour les quatre thèmes ?
2	2.3	<p>DURABILITÉ. Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par les communautés locales ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplification des activités par les communautés locales de bénéficiaires ? Hyp. xli</p> <p>Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par des instances étatiques ? Quel est le niveau de participation, d'implication, d'appropriation, de réplification des activités par le Gouvernement, au niveau central et délocalisé ? Hyp. xxxix</p> <p>Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour les petits producteurs sont-ils des mesures pertinentes pour développer durablement les assurances agricoles du paysannat pauvre sénégalais ? Un tel subventionnement peut-il être considéré comme un dispositif de protection sociale durable sur le moyen et sur le long terme ? Approuvé par des instances telles que le Parlement (lignes budgétaires ad hoc dans la Loi de finances) ? Ou faire l'objet de décrets pour mise en œuvre par le ministère des Finances ? Hyp. Xliii</p> <p>Les banques de céréales villageoises ont-elles pu dans le cadre du PSP servir de garantie de warrantage, durablement, auprès d'institutions financières formelles pour l'octroi de crédits dans le cadre de l'approche d'inclusion financière du PSP ? Hyp. xliv</p> <p>Qu'en est-il de l'inclusion financière, des groupes d'épargne et de crédit dans votre zone ? Formalisation auprès d'institutions financières ? Durabilité si le PAM se retire ?</p> <p>En trois, quatre, cinq ans les réalisations de demi-lune ou de réhabilitation de terres, de conservation des eaux et des sols, de digues, et de reforestation seront-elles en mesure d'augmenter les revenus des producteurs de manière telle qu'ils pourront anticiper et surmonter les mois de soudure par leurs propres moyens ?</p> <p>Les activités EDS3 R4 gestion des risques et résilience au changement climatique : ces activités sont-elles bien articulées avec les ministères concernés, agriculture, environnement, éducation, e c. ?</p> <p>Les résultats obtenus sont-ils substantiels, au regard de la quantité d'efforts, d'expertise, d'investissement, de programmation, de sensibilisation et de difficultés rencontrées ? Sont-ils durables ?</p> <p>Si les FFA et les ONG et le PAM se retirent, qu'advient-il des actifs réalisés ? Des primes d'assurance ? Des revenus des familles concernées ?</p>
2	2.4	<p>RELATIONS HUMANITAIRE/DÉVELOPPEMENT. Que pensez-vous de la flexibilité/adaptabilité des outils de transfert monétaire au Sénégal pour faire face à l'émergence de crises et contribuer au nexus humanitaire-développement ?</p> <p>Perspectives d'élargissement de l'utilisation de la modalité transfert monétaire face à la crise des prix alimentaires 2022-23 ?</p>
3	3.1	EFFICIENCE Les produits sont-ils livrés à temps ?

QE	SQE	Entretiens avec les ONG partenaires et autres organismes de mise en œuvre
		Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
3	3.2	EFFICIENCE ET CIBLAGE DES PLUS VULNÉRABLES ? Le RNU sert de base au ciblage mais il est complété par un processus additionnel, un « filtre » de sélection : quel est ce processus additionnel ? Quelle est sa fiabilité pour viser les plus vulnérables ? A-t-il été déterminé de manière conjointe avec d'autres acteurs, et lesquels ? Exclut-il de nombreux ménages du RNU ? Hyp. xv Dans quelle mesure les critères de ciblage « RNU + filtre par comité local » permettent-ils de réduire les risques d'exclusion ? Les résultats obtenus en matière d'aide aux populations vulnérables auraient-ils pu être atteints à un coût moindre ? Les approvisionnements et la livraison aux bénéficiaires ont-ils été réalisés au moindre coût possible ?
4	4.1	FACTEURS EXPLICATIFS Dans quelle mesure le PAM a-t-il mobilisé des ressources financières adéquates face aux besoins ?
4	4.2	S & E. Selon votre avis, est-ce que le système de suivi/évaluation du PSP, son outil COMET et ses bases de données dérivées et son équipe RAM permettent des boucles de rétroaction qui font qu'il est possible d'ajuster les actions aux changements de contextes et de besoins ? Hyp. x et TA5
4	4.3	PARTENARIATS Comment décririez-vous la qualité de votre collaboration avec le PAM ? De quelle manière celle-ci pourrait-elle être améliorée ? Comment le PAM pourrait-il améliorer ses partenariats ?
4	4.4	Selon vous le BP dispose-t-il de ressources humaines adéquates ? Si non pourquoi ? Votre organisation dispose-t-elle des ressources humaines adéquates pour mettre en œuvre les activités du PAM? Si non pourquoi ? Hyp. vi et Hyp. xiii
4	4.5	Quels autres facteurs à votre avis peuvent expliquer la performance du PAM ?
Y-a-t-il d'autres points que vous souhaitez mentionner ?		
Quelles recommandations opérationnelles auriez-vous pour la mise en place du prochain PSP ?		

Tableau 14: Guide de discussions en groupe – bénéficiaires

QE	SQE	FGD avec les groupes de bénéficiaires
		<i>Nom du village et du site. Une feuille doit circuler pour recueillir les noms, professions, données contact de tous les participants</i>
		<i>De quelle action du PAM s'agit-il ici ? Depuis combien de temps ? Qui sont les animateurs (ONG, prestataire, etc. probablement présent à la réunion, mais pas nécessairement)</i>
1	1.1	Comment avez-vous été choisis pour bénéficier de l'activité ? Ce choix est-il juste, reflète-t-il vos besoins, et la diversité de vos besoins ? Hyp. xxv Êtes-vous inscrit sur le RNU ? Y a-t-il un comité qui a corrigé le RNU ? Ce comité a-t-il exclu beaucoup de monde ?
1	1.2	Si vous recevez de l'argent cash (en billets), ou par bons d'achats, qu'en faites-vous, à quelles dépenses et pour quels besoins les utilisez-vous ? Hyp.xxviii Y a-t-il parmi vous des gens, des mères, qui reçoivent à la fois de l'argent cash et aussi de l'aide pour lutter contre la malnutrition des enfants et des mères, ou des aliments spéciaux, des farines enrichies, etc. ? Est-ce que c'est le même comité qui a décidé pour vous pour ces deux choses ? Ou bien est-ce qu'il y a un comité pour l'argent, et un comité pour la nutrition ? FFA : La création/maintenance des actifs environnementaux ou productifs : vous en bénéficiez ? qui d'entre vous, hommes, femmes ? Comment avez-vous été choisis ? Avez-vous été payé ? Comment ? Bons ? Espèces (cash) ? Assurance ? Avec retard ou à temps ? Les travaux que vous faites dans le cadre des FFA : est-ce utile ? Vous permettront-ils dans trois quatre ans d'augmenter vraiment vos récoltes et vos revenus ? Aurez-vous encore besoin d'argent du PAM pour les soudures ? Ces travaux porteront leurs fruits ? Dans cinq ans, dix ans ? Hyp xli CNAAS : Avez-vous entendu parler du programme d'assurance agricole ? CNAAS ? Y a-t-il des organisations de producteurs assurant la collecte de primes et distribution d'indemnisation dans le village ? Parmi vous ? Vous, petits producteurs vulnérables (en particulier ceux d'entre vous touchés par des problèmes de soudure) êtes-vous en mesure de payer des primes annuelles ? De combien sont-elles ? Vous, sur un an, combien d'argent gagnez-vous ? Y en a-t-il parmi vous qui ont bénéficié d'indemnités après des sécheresses ? combien ? Quel montant, combien de temps après, était-ce une compensation juste ? Hyp xlii
1	1.2.	Vos enfants vont à l'école ? Y a-t-il une cantine scolaire ? Du AM ? Comment fonctionne-t-elle ? Y contribuez-vous ? Comment ? Qu'en pensez-vous ? Autour de l'école y a-t-il beaucoup d'autres activités du PAM ? Hyp. xxxii Les cantines scolaires : achètent-elles aux paysans de la région, ou à un marchand du village ?

QE	SQE	FGD avec les groupes de bénéficiaires
		<p>Le marchand du village, importe-t-il le riz et le niébé et le mil d'autres zones ou de l'étranger ?</p> <p>Ou bien achète-t-il aux paysans de la région ?</p> <p>Hyp. xxxiii et Hyp. xxxiv</p>
1	1.3	<p>Est-ce que le PAM dans votre village travaille avec FAO/FIDA, PAD ER ?</p> <p>Avec BM/BAD ?</p> <p>Avec UNICEF, PNUD, FENU, UNIFEM, UNESCO, OMS etc.) ?</p> <p>Y a-t-il des exemples significatifs et concrets de résultats ensemble ? Hyp. xi</p>
1	1.4	<p>Qu'est-ce que le PAM a de spécial par rapport aux autres agences d'aide ? (Quel « avantage comparatif ») ? Est-ce que le PAM travaille bien dans ce domaine ?</p>
1	1.5	<p>Y a-t-il eu une différence pour vous entre avant et après le Covid – 19 en ce qui concerne l'aide du PAM que vous recevez ?</p> <p>Dans quelle mesure le PAM a-t-il adapté sa stratégie et ses interventions en réponse à la pandémie de COVID 19 ? Hyp. vii</p> <p>La réponse du PAM est-elle bien proportionnée par rapport aux besoins générés par le COVID 19 ? Hyp. xlvii</p>
2	2.1	<p>EFFICACITÉ EDS1/EDS5, <u>Allocations monétaires cash directes inconditionnelles</u> / soudure et COVID 19 : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p> <p>EDS2 <u>Cantine scolaires</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p> <p>EDS2 <u>Nutrition des mères et enfants</u> (et EDS5 Nutrition) : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p> <p>EDS3 FFA/ construction /entretien d'actifs productifs ou environnementaux en zones rurales, en échange d'allocations monétaires aux travailleurs journaliers : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p> <p>EDS3 <u>Utilisation/Bénéficiaires de ces actifs créés</u> en zones rurales vulnérables : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p> <p>EDS3 <u>Gestion des risques, assurance des petits producteurs agricoles contre les risques climatiques, inclusion financière, services radio sur le changement climatique</u> : Votre appréciation de l'efficacité des actions du PAM dans ce domaine ?</p>
2	2.1	<p>Y a-t-il eu des effets ou résultats imprévus du PAM, lesquels et pourquoi ?</p>
2	2.2	<p>THÈMES TRANSVERSAUX :</p> <p>Comment les interventions du PAM dans le cadre du PSP intègrent-elles le genre, les femmes ? Et quels résultats ont été obtenus ?</p> <p>Est que l'ONG et le PAM vous rendent visite, vous expliquent les progrès du projet, année après année ? Le pourquoi des problèmes et des retards, les choses qui vont bien, les projets pour la suite ?</p> <p>Est-ce qu'il y a des choses que fait le PAM qui ne sont pas bonnes pour l'environnement ou pour le climat ?</p>

QE	SQE	FGD avec les groupes de bénéficiaires
2	2.3	<p>DURABILITÉ.</p> <p>Dans quelle mesure les activités menées peuvent être reprises durablement par vous tous dans la communauté locale ? Quel est le niveau de participation' d'implication' d'appropriation, de réplication de e vos activités ? Que se passe -t-il si le PAM et l'ONG s'en vont ? Vous continuerez des activités ? Vous arrêterez quoi ? Vous reproduirez quoi ?</p> <p>Hyp. xli</p>
2	2.3	<p>Le paiement ou le subventionnement partiel des primes d'assurance climatique par le PAM ou le gouvernement pour vous, les petits producteurs : est-ce que ça peut durer ?</p> <p>Si le gouvernement et le PAM arrêtent de payer tout ou partie de la prime d'assura ce : que ferez-vous : vous arrêterez tout ? Vous continuez ? Comment ? Hyp. xliii</p> <p>Vous avez une BCV ici ? Depuis combien d'années ? Dans ce groupe, des personnes qui la gèrent ? Qui ? Comment elle marche ? Vous connaissez le warrantage ? On vous l'a expliqué ? Qu'en pensez-vous, c'est possible ? Pourquoi oui ? Pourquoi non ? Les banques de céréales villageoises sont-elles une bonne chose ? Y a-t-il beaucoup de problèmes avec elles ? Rendent-elles de grands services au village, lesquels ? Hyp. xliv</p> <p>Qu'en est-il des groupes d'épargne et de crédit dans votre zone ? Efficaces ? Avantages, inconvénients ? Formalisation auprès d'institutions financières ? Durabilité si le PAM se retire ?</p> <p>En trois, quatre, cinq ans les réalisations de demi-lune ou de réhabilitation de terres, de conservation des eaux et des sols, de digues, et de reforestation seront -elles en mesure d'augmenter les revenus des producteurs de manière telle qu'ils pourront anticiper et surmonter les mois de soudure par leurs propres moyens (sans l'aide financière du PAM) ?</p> <p>Si les FFA et les ONG et le PAM se retirent, qu'advient-il des actifs réalisés ? Des primes d'assurance ? Des revenus des familles concernées ?</p>
2	2.4	<p>Est-ce que le PAM joue un rôle important de coordination et de convocation des diverses agences d'aide, partenaires de développement, ministères, etc. dans votre zone ?</p>
3	3.1	<p>Est-ce que le PAM et l'ONG tiennent leur parole ? C'est-à-dire respectent les délais ? Quand il faut livrer quelque chose à telle date, le font-ils à cette date ?</p> <p>Il y a beaucoup de retards ? Des exemples ? Combien de mois ? Quelles conséquences ?</p> <p>Quelles étaient les raisons des retards ? Avez-vous porté plainte au bureau des plaintes ? Pour quoi oui, pourquoi non ?</p>
3	3.2	<p>Les méthodes de ciblage choisies pour les allocations monétaires, pour les cantines et la nutrition permettent-elles de cibler les zones et les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire ? Hyp. xv et Hyp. xxiv</p>
3	3.2	<p>Les résultats obtenus en matière d'aide à votre village : est-ce que à votre avis on aurait pu avoir tout cela à un coût moindre ?</p>
4	4.1	<p>FACTEURS EXPLICATIFS. Comment expliquez-vous les résultats, la performance du AM ?</p> <p>Argent/ressources ?</p> <p>Autres facteurs ?</p>

QE	SQE	FGD avec les groupes de bénéficiaires
	4.2	Contrôle/supervision/direction ?
	4.3	Partenariats ?
	4.4	Personnel, staff ?
	4.5	Autre facteur ?
<p>Quelles suggestions, ou quelles recommandations concernant les orientations du prochain travail du PAM ici dans votre village ?</p>		

Annexe 6 : Calendrier des activités de terrain

Tableau 15 : Résumé de l'échantillon pour la collecte de données de terrain

Sous-bureau	Région	Département	Nombre villages	Activités	Nombre bénéficiaires
Kaolack	Kaolack	Kaolack	35	Act9, Act5	5772
	Kaffrine	Koungheul	70	Act9, Act5	6572
Kolda	Tambacounda	Kompentoum	54	Act3, Act9, Act5	8825
		Tambacounda	191	Act3, Act9, Act5	21 175
	Kolda	Kolda	263	Act 9, Act 5	18 723
	Kedougou	Kedougou	79	Act1, Act3, Act5, Act7, Act8	9969
		Salémata	363	Act1, Act3, Act5, Act7, Act8	57 227
		Saraya	101	Act1, Act3, Act5, Act7, Act8	12 328
Matam	Matam	Kanel	177	Act5	42 370
		Matam	572	Act5	68 153
		Raneou	332	Act5	8869
Dakar	Thies	Thies	33	Act9	6748

Tableau 16 : Calendrier résumé de la mission de collecte de données

Equipe	A	B	C
Personnel	(2) Chef de l'EE, Consultant national	(3) Chef adjoint de l'EE, Consultant national, Consultante nationale	(2) Expert Senior, Chargée de Recherche
Véhicules	1	1	(1)
11 juillet 2022	Arrivée à Dakar(férié)	Arrivée à Dakar (férié)	
12-13 juillet	Dakar, BP et Donateurs	Dakar, BP et Donateurs	
14- 26 juillet	VISITES DE TERRAIN 14 juillet. Voyage Dakar-Kaolack, 15 -19 juillet visites terrain, région Centre Kaolack et Tambakounda 20 juillet Voyage Kaolack-Kolda	VISITES DE TERRAIN 14 juillet Voyage Dakar-Kedougou 15 -19 juil et : visites de terrain dans les trois départements de la région de Kedougou 20 juillet voyage Kedougou- Matam	25 juillet : Arrivée à Dakar 26 juillet : Dakar, BP, parties prenantes

	20-25 juillet visites terrain, région sud 26 juillet Retour Dakar	21 -25 juillet : visites de terrain Région Matam 26 juillet Retour Dakar	
27 juillet	BP et Donateurs	BP et Parties prenantes	27 juillet : visite à Thiès
28 juillet	BP, parties prenantes et Donateurs		
29 juillet 2022	Debriefing BP		
Nuit du 29-30 juillet	Fin de mission - Départ Dakar- Voyage de retour		

Annexe 7 : Cartographie des constatations, des conclusions et des recommandations

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>RECOMMANDATION 1</p> <p>Recommandation 1 : Positionnement stratégique Continuer d'aider les institutions publiques à renforcer les capacités dont elles disposent aux niveaux central et décentralisé pour mettre en œuvre des politiques en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la protection sociale, des interventions d'urgence et de la résilience face aux changements climatiques.</p>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 3</p> <p>Conclusion 4</p> <p>Conclusion 5</p> <p>Conclusion 6</p>	<p>Constats 3 et 4</p> <p>Constats 9 et 10</p> <p>Constats 14 à 36</p> <p>Constats 40 à 57</p> <p>Constats 59 à 61</p> <p>Constats 64 à 66</p>
<p>Sous-Recommandation 1.1</p> <p>Engager une concertation approfondie et réaliser un examen stratégique de haut niveau faisant intervenir le Gouvernement sénégalais et les partenaires techniques et financiers – notamment les institutions financières internationales, en particulier la Banque mondiale – afin de définir une stratégie commune de protection sociale et de résilience en bonne et due forme, qui peut être intégrée dans le cadre des stratégies nationales et des politiques publiques et peut faciliter leur mise en place et améliorer leur impact de manière efficace.</p>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 3</p> <p>Conclusion 4</p> <p>Conclusion 5</p> <p>Conclusion 6</p>	<p>Constat 3</p> <p>Constats 5 à 7</p> <p>Constat 10</p> <p>Constats 14 à 36</p> <p>Constat 45</p> <p>Constat 53</p> <p>Constats 55 à 61</p> <p>Constats 64 à 66</p>
<p>Sous-recommandation 1.2</p> <p>En particulier, intensifier la collaboration avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale (organe public chargé de la protection sociale), s'agissant notamment du Programme national de bourses de sécurité familiale et de l'Agence nationale de la sécurité alimentaire, afin de renforcer la</p>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 3</p> <p>Conclusion 4</p>	<p>Constat 3</p> <p>Constat 19</p> <p>Constats 26 et 27</p>

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>planification, la coordination, le suivi et le contrôle de la mise en œuvre des politiques publiques portant sur les transferts de type monétaire à l'intention des ménages vulnérables, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement agricole et rural et la résilience face aux changements climatiques.</p>	<p>Conclusion 5 Conclusion 6</p>	<p>Constats 30 et 31 Constat 36 Constat 45 Constat 53 Constat 56 Constats 59 à 61 Constats 65 et 66</p>
<p>Sous-recommandation 1.3</p> <p>Augmenter les ressources et intensifier les initiatives nationales de renforcement des capacités, afin de mieux préparer le transfert des responsabilités concernant la gestion de tous les programmes, en particulier ceux qui portent sur l'assistance alimentaire pour la création d'actifs fournie sous forme monétaire et sur la résilience face aux changements climatiques. Les préparatifs en vue du transfert des responsabilités devraient reposer en partie sur des approches classiques, comme les programmes de formation et les stratégies de retrait fondés sur une analyse des besoins, mais ils devraient également prévoir l'adoption d'une nouvelle approche globale du renforcement des capacités institutionnelles et des systèmes nationaux; celle-ci s'appuierait sur des processus de création et de conception menés conjointement avec les pouvoirs publics et ferait moins appel à des feuilles de route, au profit de mécanismes de remontée rapide de l'information favorisant une approche itérative .</p>	<p>Conclusion 5</p>	<p>Constat 3 Constat 9 Constat 20 Constats 26 à 30 Constat 35 Constat 39 Constat 44 Constat 58</p>
<p>Sous-Recommandation 1.4</p> <p>P Prendre contact avec des institutions financières internationales et renforcer la capacité du PAM à engager un dialogue avec elles, afin d'améliorer le positionnement de celui-ci en matière de protection sociale, en particulier en se fondant sur des études de la saisonnalité réalisées en collaboration avec la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale.</p>	<p>Conclusion 2 Conclusion 3 Conclusion 4 Conclusion 5 Conclusion 6</p>	<p>Constat 3 Constat 10 Constat 27 Constat 31 Constats 59 à 61</p>
<p>Sous-Recommandation 1.5</p>	<p>Conclusion 1</p>	<p>Constat 3</p>

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>Plaider au plus haut niveau de l'État en faveur de l'attribution d'un nouveau mandat au groupe thématique sur la protection sociale. Dans le cadre de ce groupe tel que relancé, faire (de nouveau) du PAM un chef de file et un acteur de premier plan dans le renforcement de la politique gouvernementale de protection sociale.</p>	<p>Conclusion 2 Conclusion 3 Conclusion 4 Conclusion 5 Conclusion 6</p>	<p>Constats 27 à 31 Constat 53 Constats 60 et 61 Constat 65</p>
<p>Sous-Recommandation 1.6</p> <p>Renforcer le positionnement stratégique du bureau de pays en recrutant du personnel ayant le profil et les compétences nécessaires pour mener des négociations de haut niveau avec le Gouvernement et pour transposer les initiatives à plus grande échelle, s'agissant en particulier de la protection sociale, de la transition numérique, des transferts de type monétaire, de l'alimentation scolaire, de l'assurance agricole et de l'analyse économique.</p>	<p>Conclusion 6</p>	<p>Constat 3 Constat 10 Constat 27 Constat 60 Constats 62 et 63</p>
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Recommandation 2 : <u>Efficacité et durabilité</u> Améliorer la convergence entre les opérations et leur cohérence, de manière à accroître leur efficacité et à garantir la pérennité des résultats, en collaboration avec le Gouvernement, en particulier pour les programmes de protection sociale, de renforcement de la résilience et de nutrition.</p> </div>	<p>Conclusion 2 Conclusion 3 Conclusion 5 Conclusion 6</p>	<p>Constat 3 Constat 11 Constats 16 et 17 Constats 20 à 26 Constats 27 à 31 Constats 32 et 33 Constats 45 et 46 Constat 59</p>
<p>Sous-Recommandation 2.1</p>	<p>Conclusion 2 Conclusion 3</p>	<p>Constat 3 Constat 10</p>

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>Afin de réduire la dispersion géographique des activités, améliorer le ciblage des régions, des communes et des bénéficiaires dans le cadre des interventions d'assistance alimentaire et nutritionnelle bénéficiant de transferts de type monétaire à l'intention des ménages les plus vulnérables, et faciliter les interventions pluriannuelles dans les mêmes communautés afin d'optimiser leur impact et leur durabilité</p>	<p>Conclusion 4 Conclusion 5 Conclusion 6</p>	<p>Constat 17 Constat 50</p>
<p>Sous-Recommandation 2.2</p> <p>En suivant une approche globale fondée sur des objectifs nutritionnels, améliorer les effets des activités du PAM sur la santé et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, ainsi que leur pérennité, en veillant à ce que tous les programmes et projets aient une dimension nutritionnelle, du stade de la conception à celui de l'évaluation, notamment en prévoyant des indicateurs nutritionnels et en réalisant des études d'impact en matière de nutrition, portant par exemple sur les transferts de type monétaire destinés aux ménages vulnérables, l'alimentation scolaire et les activités de renforcement de la résilience.</p>	<p>Conclusion 3 Conclusion 6</p>	<p>Constat 5 Constats 14 et 16 Constat 29 Constats 32 à 34 Constats 46 et 47 Constat 58</p>
<p>Sous-recommandation 2.3</p> <p>Intensifier les efforts déployés à moyen et à long termes pour promouvoir de bonnes pratiques d'alimentation des enfants, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes et des autres personnes vulnérables (y compris celles vivant avec le VIH) au niveau des communautés, par le biais des centres de santé, des écoles, des autres entités des Nations Unies et de la télévision, de la radio et d'autres médias.</p>	<p>Conclusion 3 Conclusion 5</p>	<p>Constat 15 Constat 29 Constats 33 et 34 Constat 46</p>
<p>Sous-recommandation 2.4</p> <p>Aider le Gouvernement à mettre au point une approche fondée sur les systèmes alimentaires en vue d'atteindre l'objectif de développement durable 2, moyennant la promotion des cantines scolaires, un appui apporté aux producteurs pour qu'ils nourrissent la communauté et une aide visant à faciliter l'accès à des aliments sains, sûrs et nutritifs, entre autres.</p>	<p>Conclusion 3</p>	<p>Constat 5 Constat 10 Constat 17 Constat 31 Constat 33 Constat 35 Constat 46 Constat 59</p>

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>Sous-recommandation 2.5</p> <p>Améliorer la pérennité des résultats des activités d'appui à la résilience face aux changements climatiques, en renforçant la collaboration avec tous les organes publics compétents, aux niveaux central et décentralisé, et en intensifiant leur participation à la planification, à la coordination et au suivi de la mise en œuvre.</p>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 3</p> <p>Conclusion 6</p>	<p>Constat 9</p> <p>Constats 19 à 26</p> <p>Constat 46</p> <p>Constat 59</p>
<p>Sous-recommandation 2.6</p> <p>Rechercher systématiquement des synergies, une plus grande intégration et une complémentarité intersectorielle entre les interventions du PAM et les actions de ses partenaires.</p>	<p>Conclusion 2</p>	<p>Constat 59 et 60</p>
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Recommandation 3 :</p> <p><u>Efficiences</u></p> <p>Proposer des solutions qui permettent de réduire les délais nécessaires pour signer les accords avec les partenaires coopérants et d'accélérer les transferts monétaires par voie électronique, de manière à améliorer leur dématérialisation.</p> </div>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 4</p>	<p>Constat 48</p> <p>Constat 51</p> <p>Constat 52</p> <p>Constat 53</p> <p>Constat 55</p> <p>Constat 56</p> <p>Constat 59</p> <p>Constat 62</p> <p>Constat 63</p>
<p>Sous-Recommandation 3.1</p> <p>Intensifier les activités de sensibilisation et le dialogue avec les partenaires, tels que le Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire, la Délégation générale à la protection sociale et à la solidarité nationale et le Conseil national de développement de la nutrition, afin de favoriser la prise en main rapide et plus poussée</p>	<p>Conclusion 2</p> <p>Conclusion 4</p>	<p>Constat 3</p> <p>Constats 8, 9 et 10</p> <p>Constats 45 et 46</p> <p>Constat 48</p>

Recommandation	Conclusions	Constatations
par ces entités de la gestion des opérations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'obtention de résultats concernant les activités d'appui aux ménages vulnérables pendant la période de soudure.		Constats 51 à 53 Constat 55 Constat 56 Constat 59
Sous-recommandation 3.2 Étudier des technologies nouvelles qui facilitent les opérations financières pour les entreprises, les banques et les particuliers moyennant l'élaboration de nouveaux produits numériques, et préciser les clauses des contrats passés avec les partenaires financiers habituels avant le début des opérations, afin de faciliter les transferts monétaires et de contribuer davantage aux efforts déployés par le Gouvernement et le PAM pour favoriser l'inclusion financière.	Conclusion 4	Constat 48 Constats 51 à 53
<div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Recommandation 4 : <u>Cantines Scolaires</u> Consolider et renforcer l'appui apporté au programme national d'alimentation scolaire du Gouvernement et intensifier les efforts déployés pour encourager l'approche de l'alimentation scolaire utilisant la production locale.</p> </div>	Conclusion 2 Conclusion 3	Constat 8 Constats 16 à 18 Constat 28 Constat 31 Constat 46
Sous-recommandation 4.1 Intégrer systématiquement l'alimentation scolaire utilisant la production locale lors de la révision du document de politique générale et de stratégie du programme national d'alimentation scolaire, prolongeant ainsi les travaux entrepris dans ce domaine au titre du projet de la Fondation Mastercard.	Conclusion 2 Conclusion 3	Constat 8 Constats 16 à 18 Constat 28
Sous-Recommandation 4.2 Continuer de renforcer les capacités des cantines scolaires et des structures décentralisées du Ministère de l'éducation, en particulier celles ayant trait à l'organisation, en ce qui concerne la mise en œuvre d'une approche de l'alimentation scolaire utilisant la production locale, notamment ses aspects multisectoriels.	Conclusion 2 Conclusion 3	Constat 28 Constat 31
Sous-recommandation 4.3	Conclusion 2	Consta 8

Recommandation	Conclusions	Constatations
Poursuivre les activités de sensibilisation auprès du Gouvernement et des partenaires – notamment auprès des institutions financières internationales – moyennant une table ronde axée sur la mobilisation des ressources, l'objectif ultime étant d'atteindre les 7 000 écoles primaires prévues au titre du programme national d'alimentation scolaire.	Conclusion 3	Constat 16 Constat 31 Constat 46
<p>Sous-recommandation 4.4</p> <p>Renforcer la dimension nutritionnelle du programme d'alimentation scolaire en utilisant les écoles comme plateforme pour entreprendre des activités visant à faire évoluer les comportements dans le domaine de la nutrition, par le biais par exemple de l'éducation nutritionnelle des enseignants et des élèves et de la mise en œuvre d'activités de communication visant à faire évoluer les comportements.</p>	Conclusion 2 Conclusion 3	Constat 5 Constat 28 Constat 31 Constats 32 à 34 Constats 46 et 47 Constat 58
<p>Recommandation 5 :</p> <p><u>Genre</u></p> <p>En se fondant sur une analyse rigoureuse, approuver et faire connaître la stratégie du bureau de pays en matière de problématique femmes-hommes et d'autonomisation des femmes .</p>	Conclusion 3	Constats 40 à 42 Constat 51
<p>Sous-recommandation 5.1</p> <p>Élaborer et diffuser aux partenaires une stratégie relative à la problématique femmes-hommes comportant un plan d'action conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique de pays pour 2023–2027.</p>	Conclusion 3	Constat 40
<p>Sous-Recommandation 5.2</p> <p>Élaborer des systèmes de suivi permettant de mieux évaluer, quantitativement et qualitativement, les effets des interventions du PAM dans les domaines de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Ces travaux devraient comprendre un examen des indicateurs figurant dans le recueil d'indicateurs de parité qui ont trait à l'inclusion financière (accès aux capitaux d'investissement, accès au crédit) et à l'accès aux emplois indépendants (création d'activités rémunératrices).</p>	Conclusion 3	Constat 40 Constats 41 et 42 Constat 51

Recommandation	Conclusions	Constatations
<p>Sous-Recommandation 5.3</p> <p>Contribuer à l'émancipation des filles et des femmes en renforçant les partenariats stratégiques au niveau national avec les pouvoirs publics, moyennant la signature d'un mémorandum d'accord avec la Direction de l'équité et de l'égalité du genre, et au niveau local, avec des micro- et petites entreprises dirigées par des femmes, en vue de favoriser la participation des femmes aux volets des filières alimentaires relatifs à la transformation et à la commercialisation des produits alimentaires et le développement de l'entrepreneuriat féminin en milieu rural.</p>	Conclusion 3	Constats 40 à 42
<p>Sous-recommandation 5.4</p> <p>Dès le stade de la conception des projets, prévoir systématiquement des lignes budgétaires pour les activités relatives à la problématique femmes-hommes dans les budgets d'exécution du PAM et dans les budgets des partenaires du secteur public et des partenaires coopérants.</p>	Conclusion 3	Constats 40 à 42
<p>Sous-recommandation 5.5</p> <p>Examiner systématiquement les questions transversales sensibles telles que l'égalité femmes-hommes et la protection lors du ciblage des bénéficiaires.</p>	Conclusion 3	Constat 41
<p>Recommandation 6 :</p> <p><u>Suivi et évaluation</u></p> <p>Poursuivre les efforts déployés par le bureau de pays en matière de suivi, s'agissant de la collecte, de l'analyse et de la communication des données, et encourager la triangulation des sources d'information – rapports des partenaires, rapports de suivi, rapports émanant des mécanismes communautaires de remontée de l'information et rapports de suivi post-distribution.</p>	Conclusion 6	Constat 58 Constat 62
<p>Sous-recommandation 6.1</p> <p>Renforcer l'unité du bureau de pays chargée de la recherche, de l'analyse et du suivi, en recrutant au moins un membre du personnel supplémentaire et en encourageant une politique qui vise à fidéliser l'équipe du bureau de pays en place.</p>	Conclusion 6	Constat 58 Constat 62
<p>Sous-recommandation 6.2</p>	Conclusion 6	Constat 58

Recommandation	Conclusions	Constatations
Améliorer les outils de suivi en mettant l'accent sur des solutions dynamiques, interactives et accessibles qui facilitent la prise de décisions rapide.		
<p>Sous-recommandation 6.3</p> <p>Améliorer la communication entre la direction, les responsables des activités et l'unité chargée des programmes en accroissant la fréquence de l'établissement des rapports afin de permettre un meilleur suivi de la mise en œuvre des activités.</p>	Conclusion 6	Constat 59

Annexe 8 : Aperçu des informateurs clés

PHASE DE DÉMARRAGE - BRIEFINGS

Parties prenantes internes (PAM)

Niveau/Localisation	Nombre de personnes consultées
Bureau de pays	20
Dakar	20
Bureau régional	9
Dakar	9
Siège	5
Rome	5
Sous- bureau	3
Kaolack	1
Kolda	1
Matam	1
Total	37

Organisations du Système des Nations Unies, Dakar

UN Organisation	Nombre de personnes consultées
UNICEF	1
FAO	6
Total	7

Donateurs

Partenaire	Nombre de personnes consultées
CANADA	1
MasterCard Foundation	1
Total	2

Gouvernement du Sénégal

Structure / Département miCollnistériel	Nombre de personnes consultées
CNDN	3
SECNSA	1
MEN/DCAS	1
MEN	1
Total	6

PHASE DE COLLECTE DE DONNÉES – CATÉGORIES DE PERSONNES CONSULTÉES (ENTRETIENS)

PAM – Bureau de pays

Unité	Projet	Sexe
Programmes - Cantines scolaires	Act 9. Cantines scolaires	F
Programmes - Cantines scolaires	Act 9. Cantines scolaires	F
Direction		H
Programmes - CBT		F
Programmes - Cantines scolaires	Act 9. Cantines scolaires; protection sociale	H
Logistique et approvisionnements		F
M&E		H
Direction		F
PSP, SE-CNSA et Résilience		H
Résilience		H
M&E		H
Genre	EDS3 Act 5 et CCT	F
R.H.		F
Partenariats		F
Nutrition	EDS2 Nutrition	H
BPU		H

PAM – Sous-bureaux

Localisation	Sexe
Kolda	H
Kaolack	H
Matam	F

PAM – Bureau régional de Dakar

Unité	Sexe
Protection sociale	F
Policy	H
Protection Sociale	H
Nutrition	F
Nutrition	F
Nutrition	F
Capacity strengthening	H
Supply chain	H

PAM - Siège

Unité	Sexe
Act 5 Résilience	F
Renforcement des capacités	F
Renforcement des capacités	H

Gouvernement centralisé

Organisation	Unité	Projet	Region	Sexe
DGPSN		Act 9. Cantines Scolaires	Dakar	H
Ministère de l'Education Nationale	DCAS	Act 9. Cantines Scolaires	Dakar	H
SE-CNDN		Act 3,4,8 Nutrition	Dakar	F
SE-CNSA		Act 5 Resilience	Dakar	F
SE-CNSA		Act 1, 7, 8 Crises	Dakar	F
CNDN		Nutrition	Dakar	H
Institut technologie Alimentaire		Fortification	Dakar	F
Ministere sante		Nutrition	Dakar	H
MDCEST	RNU	Protection sociale	Dakar	H
MDCEST	RNU	Protection sociale	Dakar	H
MDCEST	RNU	Protection sociale	Dakar	F
MDCEST	DGPSN	Protection sociale	Dakar	F
CNDN			Dakar	H
CNDN			Dakar	H
MAER			Dakar	H
Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	MAE		Dakar	H
SE-CNSA	SE-CNSA	SAN, Agriculture	Dakar	H

Gouvernement décentralisé

Organisation	Unité	Projet	Site/Village	Region	Sexe
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation		Thies	Thies	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation		Thies	Thies	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation		Thies	Tivoules	H
BRSA			Kédougou	Kédougou	H
BRSA			Kédougou	Kédougou	H
IEF Kédougou			Kédougou	Kédougou	H
CNDN			Kédougou	Kédougou	H
IEF Salémata			Salémata	Kédougou	F
SRELPA			Ourossogui	Matam	H
IREF			Ourossogui	Matam	H
IREF			Ourossogui	Matam	H

Organisation	Unité	Projet	Site/Village	Region	Sexe
IREF			Ouorosso	Matam	H
DRDR			Ouorosso	Matam	H
DRDR			Ouorosso	Matam	H
ANCAR			Tambacounda	Tambacounda	H
ANCAR			Tambacounda	Tambacounda	H
ANCAR			Tambacounda	Tambacounda	H
BRSA			Ouorosso	Matam	H
BRSA			Ouorosso	Matam	H
CNDN			Matam	Matam	H
Région Médicale					H
Ministère santé		Gestion	Kedougou	Kedougou	H
MEN		Cantines	Matam	Matam	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Nioro	Kaolack	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Kounghoul	Kaffrine	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Kounghoul	Kaffrine	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Tambacounda	Tambacounda	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Tambacounda	Tambacounda	H
	DGSPN		Tambacounda	Tambacounda	H
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		4R	Kolda	Kolda	H
			Kolda	Kolda	H
			Kolda	Kolda	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Kolda	Kolda	H
Ministre de l'Education Nationale	Inspection de l'Education et de la Formation	Act 9. Cantines Scolaires	Kolda	Kolda	H
MSAS		PVVIH	Kolda	Kolda	H
MSAS		PVVIH	Kolda	Kolda	H
MSAS		PVVIH	Kolda	Kolda	H

Organisation	Unité	Projet	Site/Village	Region	Sexe
			Saré Bilaly	Kolda	H
			Saré Koutaye I	Kolda	H
			Niameh	Kaolack	H

Donateurs

Organisation	Projet	Sexe
Délégation de l'Union Européenne (EEAS)	EDS1 et EDS5	H
BM	Social protection	F
France	EDS2 et EDS3	H
Japon	EDS1 et EDS5	H
MasterCard Foundation Cooperation	EDS3 Act 5	F
CANADA	FFA, nutrition, cantines	H

Parties prenantes du SNU

Organisation	Unité	Projet	Sexe
ONU	PNUAD		H
ONU	PADAER et SD3C	EDS3	H
ONU	HIMO infrastructure	EDS3	F
ONU	FAO	EDS2 et EDS3	H
ONU	FAO	EDS2 et EDS3	H
ONU	UNICEF	Act 9. Cantines scolaires	H
UNCDF			F
UNICEF		Nutrition	F

Partenaires de mise en œuvre

Organisation	Projet	Site/Village	Region	Sexe
CNDN	Act 3,4,8 Nutrition	Kaffrine	Kaffrine	H
CNAAS	Act 5 Resilience			H
CNAAS	Act 5 Resilience			H
ACF	Act 1 et Act 5			F
CRS	EDS3 Act 5 et CCT			F
PANAFRICARE		Matam	Matam	H
CRS (catholique Relief Services)				F
Eaux et Foret	FFA reboisement	Niamaya/Khossantho	Kédougou	H
Boutique	Nutrition	Ranérou	Matam	H
AFRICARE	FFA, Nutrition	Virtuelle		H
Nutrition International	Fortification	Virtuelle		H
WVI	FFA	Virtuelle		H
WVI	FFA	Virtuelle		H
ANACIM	4R	Virtuelle	Dakar	H

Organisation	Projet	Site/Village	Region	Sexe
ANACIM	4R	Virtuelle	Dakar	H
CNAAS	4R	Virtuelle	Dakar	H
CNAAS	4R			H
CNAAS	4R			H
CNAAS	4R			H
PROVALE-CV	4R	Fatick	Fatick	H
PROVALE-CV	4R	Fatick	Fatick	H
CARITAS KAOLACK	4R	Kaolack	Kaolack	F
ONG SYMBIOSE	4R	Nioro	Kaolack	H
ONG SYMBIOSE	4R	Nioro	Kaolack	H
ONG SYMBIOSE	4R	Nioro	Kaolack	H
ONG SYMBIOSE	4R	Nioro	Kaolack	H
PASA LUMAKAF	4R	Kaffrine	Kaffrine	H
PASA LUMAKAF	4R	Kaffrine	Kaffrine	H
PASA LUMAKAF	4R	Kaffrine	Kaffrine	F
CNDN	Nutrition	Kaffrine	Kaffrine	H
ONG La lumière	4R	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
ONG La lumière	4R	Kolda	Kolda	H
PROVALE-CV	4R	Kolda	Kolda	H
PROVALE-CV	4R	Kolda	Kolda	H
Commerçant	Act 9. Cantines Scolaires	Saré Bilaly	Kolda	H

Secteur privé

Organisation	Projet	Region	Sexe
FREE	CBT		F
FREE	CBT		H
SUN Privé			H
Jokalanté	4R	Dakar	F

Autres organisations

Categorie de partie prenantes	Organisation	Projet	Sexe
Organisation de société civile	SOCODEVI		F
Centres de recherche	Université Gaston Berger Saint-Louis	Recherche	H

Bénéficiaires

Organisation	Projet	Sexe
	Act 9. Cantines Scolaires	H
	Act 9. Cantines Scolaires	H
	Act 9. Cantines Scolaires	H
Projet Ogo	Projet Ogo	H
Village	FFA nut	H

EDS et activité	Projet	Village/Site	Region	Sexe
EDS 2 - Cantines	Paquet Cantines	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 2 - Cantines	Paquet Cantines	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 2 - Cantines	Paquet Cantines	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	H
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Sinthiou Malem	Tambacounda	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	H
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
EDS 3 - FFA	R4	Ida Mouride	Koungheul	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Oubadji	kédougou	F

EDS et activité	Projet	Village/Site	Région	Sexe
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Nutrition		Tangeto Lebal	kédougou	F
Nutrition		Tangeto Lebal	kédougou	F
Nutrition		Tangeto Lebal	kédougou	F
Cantine scolaire		Tangeto Lebal	kédougou	H
Cantine scolaire		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
FFA		Niamaya	kédougou	H
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	H
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	F
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	F
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	F
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	F
Nutrition		Gouriky Samba Diom	Matam	F
Cantine scolaire		Oubadji	kédougou	F
Cantine scolaire		Dar Salam	kédougou	H
Cantine scolaire		Dar Salam	kédougou	F
Cantine scolaire		Dar Salam	kédougou	F
Cantine scolaire		Dar Salam	kédougou	H
Cash transfert		Medina Baffé	kédougou	H
Cash transfert		Medina Baffé	kédougou	F
Cash transfert		Medina Baffé	kédougou	H
Nutrition		Kossantho	kédougou	H
Nutrition		Kossantho	kédougou	F
Nutrition		Kossantho	kédougou	F
Nutrition		Kossantho	kédougou	F
Nutrition		Medina Baffé	kédougou	F
Nutrition		Medina Baffé	kédougou	H
Nutrition		Medina Baffé	kédougou	F
Nutrition		Medina Baffé	kédougou	F
Nutrition		Medina Baffé	kédougou	F
FFA		Diandioli	Matam	H
FFA		Diandioli	Matam	H
FFA		Diandioli	Matam	H
FFA		Diandioli	Matam	H
FFA		Diandioli	Matam	H

EDS et activité	Projet	Village/Site	Region	Sexe
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
FFA		Diandioli	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	H
SD3C		Tekinguel	Matam	H
SD3C		Tekinguel	Matam	H
SD3C		Tekinguel	Matam	H
SD3C		Tekinguel	Matam	H
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
SD3C		Tekinguel	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	H
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
Nutrition		Ngala Ndao	Matam	F
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	F
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	F
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	H
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	F
FFA		Tangeto Lebal	kédougou	F

Annexe 9 : Bibliographie

Sources des Bases de données utilisées pendant la phase de démarrage de l'évaluation

<https://hungermap.wfp.org/>

<https://dataviz.vam.wfp.org/>

<https://dataviz.vam.wfp.org/Hunger-Analytics-Hub>

<https://data.worldbank.org/country/SN>

<https://www.globalhungerindex.org>

<http://www.hdr.undp.org>

<http://uis.unesco.org/>

<https://data.uninfo.org/Home/CountryProfile/Senegal>

ANSD <https://www.ansd.sn>

FAOSTAT Senegal <https://www.fao.org/faostat/fr/#country/195>

FAO, <https://www.fao.org/family-farming/home/en/>

FAO, <https://www.fao.org/giews/background/en/>

UNESCO <http://uis.unesco.org/fr/country/sn?theme=education-and-literacy>

UNICEF <https://www.unicef.org/senegal/recits/mettre-fin-aux-mutilations-génitales-féminines-au-sénégal>

USAID, <https://www.climatelinks.org/>

World Bank, <https://olc.worldbank.org/content/climate-change-knowledge-portal>

World Bank, last update 29 September 2021. <https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview#1>

World inequality database, data extracted on 18.01.2022.

Base de données du PAM et rapports du Bureau Pays Sénégal utilisés pour le rapport

Données COMET

PAM Bureau Pays Sénégal – IRAM, (juillet 2018) *Évaluation décentralisée de la modalité transfert monétaire utilisée dans les cantines scolaires au Sénégal de novembre 2014 à juin 2017.*

PAM Bureau Pays Sénégal, (2021) *CSP mid-term review*

PAM Bureau Pays Sénégal, (Février 2021) *Rapport de mission de supervision des activités maraichères dans la région de Tambacounda*

PAM Bureau Pays Sénégal, (juillet 2019) *Rapport. Planification communautaire participative Terroirs villageois de Ouro Woudabé, Ogo, Forsou et Thiéwé, Commune de Ogo, 8-21 juillet 2019*

PAM Bureau Pays Sénégal, (Juin 2021) *Documents du projet de Faisabilité des transferts de type monétaire : données actualisées en 2021. Dans le Cadre de Opérations du PAM au Sénégal.*

PAM Bureau Pays Sénégal, CNAAS, SOFRECOM, (année) *R4 Assurance agricole et paiement digital Etude de cas Sénégal*

PAM Bureau Pays Sénégal, Gouvernement du Sénégal, AMCD, (2017) *Revue stratégique nationale pour l'éradication totale de la faim (ODD2) au Sénégal*

WFP Senegal T-ICSP

WFP Senegal T-ICSP BR

WFP, (2019) Senegal Strategic Plan (2019-2023)

WFP Senegal CSP (2019-2023) BR 1
WFP Senegal CSP (2019-2023) BR 2
WFP, (2018) *Senegal Transitional Interim Country Strategic Plan*
WFP, (2021) *Senegal Annual Country Report (ACR)*
WFP, (2020) *Senegal Annual Country Report (ACR)*
WFP, (2019) *Senegal Annual Country Report (ACR)*
WFP, (2018) *Senegal Annual Country Report (ACR)*

Revue bibliographique : documents consultés pendant la phase de démarrage

ANDS, (2021), *Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM-2018-2019), Sénégal, 2018 - 2019*

Banque mondiale, (2016) *Étude sur les projets HIMO au Sénégal dans le cadre des filets sociaux*

Banque mondiale, (2018) *Programme de protection sociale adaptative au Sahel*

Banque mondiale, (2019) *Implementation Status & Results Report Senegal Social Safety Net System (P133597)*
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/487451577130051053/pdf/Disclosable-Version-of-the-ISR-Senegal-Safety-Net-operation-P133597-Sequence-No-11.pdf>

Banque mondiale, (2022) *L'avenir de la protection sociale en Afrique*

CILSS, (05.11.2021) *Harmonized Framework for the Analysis and Identification of Areas at Risk and Vulnerable Groups in the Sahel*. The framework is harmonized with the Integrated Phase Classification (IPC).

CILSS, (March 2022) *Harmonized Framework for the Analysis and Identification of Areas at Risk and Vulnerable Groups in the Sahel*. The framework is harmonized with the Integrated Phase Classification (IPC).

CRES-pep, Abdoulaye Diagne, Mouhamadou Moustapha Lo, Ousmane Sokhna, Fatoumata L. Diallo, (2013) *Évaluation de l'Impact des programmes de cantines scolaires sur l'efficacité interne des écoles, les acquisitions cognitives et les capacités d'apprentissage des élèves dans les écoles primaires rurales du Sénégal*

Dévé Frédéric (2013) *Une allocation monétaire aux plus pauvres est le moyen le plus efficace pour lutter contre la faim*. Le Monde 20/06/2013.

Dévé Frédéric, (2013) *Learning from past efforts to reduce hunger and undernutrition*, Research Gate

Parlement européen, Direction générale des politiques externes, (2018) *Senegal: bastion of democracy, migration priority for the EU*.

FAO, (2018) *Les migrations rurales dans la dynamique migratoire sénégalaise*

FAO, (2018) *Évaluation qualitative et prospective du Programme de bourses de sécurité familiale au Sénégal*

FAO, (2021) *The State of Food Security and Nutrition in the World (SOFI)*

FAO, (2022) *Policies and institutions shaping the business enabling environment of agrifood processors in Senegal*

FAO, UE, CIRAD, (2022) *Profil des systèmes alimentaires – Sénégal*

Fatou Ndiaye, Ousseynou Diop, et Mansour Sy Sarr. (Mai 2019) *Le Registre national unique (RNU) du Sénégal : vers une couverture nationale*.

FIDA (2015), *Cartographie des zones de migration et des entreprises rurales soutenues par les migrants sénégalais*. Fonds international de développement agricole (FIDA), Red Mangrove Development Advisors, p. 58

FIDA, (2018) *Country Strategic Opportunities Programme (COSOP) 2019-2024*

FIDA, (2022) *Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural Phase II (PADAER) – Revue à mi- parcours*

FIDA, (2020), *Programme conjoint Sahel en réponse aux Défis COVID-19, Conflits et Changements Climatiques (SD3C) FAO/FIDA/PAM G5 Sahel + Sénégal, Rapport de conception détaillé – Rapport Principal et Annexes*

Germanwatch, (2020) *Global Climate Risk Index*

Global Report Nutrition, (2021) *Global Report Nutrition*

Gouvernement du Sénégal, (2018) le « Plan d'actions prioritaires du Plan Sénégal Emergent 2019-2023 » https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2_pse.pdf

Gouvernement du Sénégal - Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les institutions. Direction générale du travail et de la sécurité sociale, (novembre 2021) *Document d'orientation. Troisième Conférence sociale sur la protection sociale.*

Gouvernement du Sénégal, (2004) *Loi d'orientation agro-sylvo-pastorale 2004-2024 (LAOSP)*

Gouvernement du Sénégal, (2006) *Plan stratégique pour la fortification des aliments en micronutriments au Sénégal (PSFAMS) 2006-2011*

Gouvernement du Sénégal, (2014) *Stratégie nationale de sécurité alimentaire et de résilience (2015–2035).*

Gouvernement du Sénégal, (2015) *Politique nationale de développement de la nutrition (2015 – 2025)*

Gouvernement du Sénégal, (2016) *Stratégie nationale de protection sociale (SNPS) 2016 -2035*

Gouvernement du Sénégal, (2016) *Stratégie nationale pour l'égalité et l'équité de genre au Sénégal 2016-2026.*

Gouvernement du Sénégal, (2017) *Plan stratégique multisectoriel de la nutrition 2017-2021*

Gouvernement du Sénégal, (2017) *Programme national d'investissement agricole pour la Sécurité alimentaire et la nutrition 2018 – 2022 (PNIASAN)*

Gouvernement du Sénégal, (2017) *Recensement général des entreprises du Sénégal 2017*

Gouvernement du Sénégal, (2018) *Examen national volontaire*

Gouvernement du Sénégal, (2018) *Examen national volontaire*

Gouvernement du Sénégal, ANSD Agence nationale de la statistique et de la démographie, (2019) *Enquête démographique et de santé continue (EDS-Continue)*

Gouvernement du Sénégal, ANSD Agence nationale de la statistique et de la démographie, (septembre 2021) *Enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) au Sénégal.*

Gouvernement du Sénégal, Cellule de lutte contre la malnutrition (CLM), (2017) *Plan stratégique multisectoriel de la nutrition (2017-2021)*

Gouvernement du Sénégal, MAER, (2014) *Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS) – Volet Agricole du Plan Sénégal Émergent*

Gouvernement du Sénégal, SE-CNSA Secrétariat exécutif du Conseil national de sécurité alimentaire, (2021) *Rapport de mise en œuvre du Programme national de sécurité alimentaire et résilience (PNASAR 2018-2022), année 2020*

Grain de Sel N° 79, (2020) *Les Registres nationaux uniques, clé de voute de la protection sociale ? Interview de Thomas Dickinson (PAM)*

GREEN CLIMATE FUND – GCF, (2017), FP049: Building the climate resilience of food insecure smallholder farmers through integrated management of climate risk (the R4 Rural Resilience Initiative)

Haut-Commissariat aux droits de l'homme, (2019), *Enquête nationale de surveillance combinée 2015. Observations finales concernant le rapport initial du Sénégal.*

Comité des droits de l'homme, (décembre 2019) *Observations finales sur le cinquième rapport périodique du Sénégal*

IFPRI, (2014) *Global food policy report 2013*. Washington, D.C.

IRAM, GRET, UNICEF, IRD (2020) *La filière des farines infantiles produites localement dans 6 pays sahéliens : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad*.

Ministère de l'Éducation nationale, 2022. *Rapport final*, Programme d'appui au développement de l'éducation au Sénégal – Riposte et résilience face au COVID-19 (PADES-RR), volet cantines scolaires.

Direction de la planification et de la réforme de l'éducation, 2013. *Rapport national sur la situation de l'éducation*. Ministère de l'Éducation nationale.

Márcia Helena Carvalho Lopes, (2013) *Consultancy at the Senegal's DGPSN to support the National Social Security Programme (PNBSF) - OSRO/RAF/202/BRA – PAA Africa*

OCDE (2017), *Analyse des systèmes de résilience face aux risques transfrontaliers dans les pays du Sahel. Rapport Atelier Régional, 22-23 février 2017, Dakar*. <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragilityresilience/docs/RSA20Dakar.pdf>

OCDE (2020), *The Social Institutions and Gender Index (SIGI) 2019: A revised framework for better advocacy*. <https://www.oecd.org/publications/the-social-institutions-and-gender-index-sigi-2019-022d5e7b-en.htm>

OIT (ETD/BP-DAKAR), (2021) *Financement de la protection sociale au Sénégal : analyse de l'espace budgétaire, des options de financement et des impacts des investissements en protection sociale*

OIT, UE, (Janvier 2021) *Revue globale et analyse du Système national de protection sociale du Sénégal*.

IOM, (2019) *New Migration Dynamics: Understanding the Reactivation of Western Africa Routes*

PAM, (2020) *Alimentation scolaire issue de la production locale. Manuel de références*.

PAM, (2020) *R4 Rural Resilience Initiative Annual Report*

PAM, (2021) *Global Agricultural Insurance Report*

PAM, (2021) *Rapports de démarrage : Mauritanie CSPE IR*

PAM, (2021) *Technical Note on Assessing efficiency in CSPes*

PAM, (décembre 2021) *Revue à mi-parcours du Plan Stratégique de Pays – Sénégal*

PAM, (2022) *Rapport final mission Sénégal (Fabio Bedini, septembre-novembre 2021). Document de travail sur la mise en œuvre du projet FVC/GCF en 2020 et 2021*

Partnership for Economic Policy, (2016) *Women's Employment in Rural Senegal: What Can We Learn from Non-Farm Diversification Strategies?*

PNUD, Gouvernement du Sénégal, (2015) *Programme d'urgence de développement communautaire*

Save The Children, (septembre 2021) *Étude sur l'impact de la COVID-19 sur le mariage des enfants au Sénégal. Coalition nationale pour l'abandon du mariage des enfants au Sénégal*.

UNDAF, UN Senegal (2020) *UN Development Assistance Framework for the Immediate Socio-Economic Response to COVID-19: Contextualization in Senegal*.

UNDAF, ONU Sénégal (2021) *Plan cadre des Nations Unies pour le développement durable UNCF 2019-2023, Rapport sur les résultats 2020*

UNDAF, ONU Sénégal, (2018) *UN Development Assistance Framework UNDAF (2019-2023)*

UNDP, (2020) *Human Development Report*

UNHCR, (2018) *Mauritanian Refugees in Mali and Senegal*

UNICEF (2019), *Enfants, nourriture et nutrition. Bien grandir dans un monde en mutation. La situation des enfants dans le monde*. <https://www.unicef.org/media/62526/file/La-situation-des-enfants-dans-le-monde-2019.pdf>

UNICEF (2021) *The State of the World's Children SOWC*

UNICEF, (2019) *The State of the World's Children SOWC*

United Nations Population Division, (2019) *Revision. World Population Prospects*

UN-Sénégal (2018) *Bilan commun de pays (BCP) 2012-2018*

WB/GFDRR and DFID, (2013) *Initial Market Assessment - Country Scoping Note, Senegal*

Annexe 10 : Présentation quantitative de la performance du PSP

1. PRÉSENTATION DU BUDGET ET DES CONTRIBUTIONS AU PSP

Répartition du budget par année

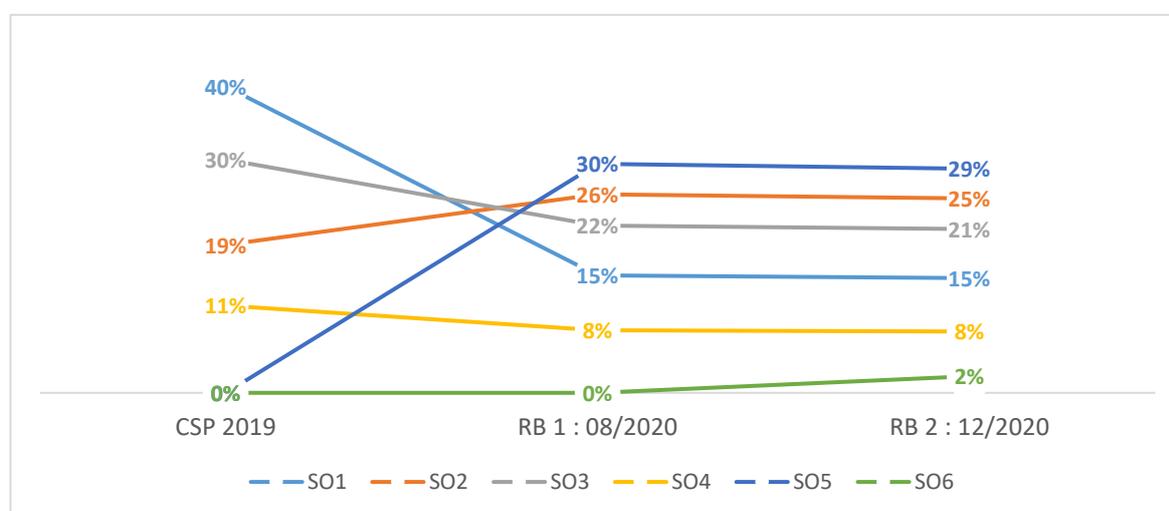
Tableau 17: Situation financière annuelle, 2019

Focus	EDS	Activité	Act. Code	2019					2020					2021					2022					
				Needs based plan (NBP - Plan basé sur les besoins)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses / Ressources disponibles	Dépenses / NBP	Needs based plan (NBP - Plan basé sur les besoins)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses / Ressources disponibles	Dépenses / NBP	Needs based plan (NBP - Plan basé sur les besoins)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses / Ressources disponibles	Dépenses / NBP	Needs based plan (NBP - Plan basé sur les besoins)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses / Ressources disponibles	Dépenses / NBP	
				USD	USD	USD	%	%	USD	USD	USD	%	%	USD	USD	USD	%	%	USD	USD	USD	%	%	
1		01 Fournir aux populations en situation d'insécurité alimentaire une assistance saisonnière sous forme de produits alimentaires ou de transferts de type monétaire pour compléter les transferts sociaux du Gouvernement	SN02.01.011.URT1	\$ 2,725,392	\$ 846,273	\$ 844,094	0%	0%	\$ 1,835,251	\$ 488,439	\$ 376,830	0%	0%	\$ 16,654	\$ 109,938	\$ -	0%	0%	\$ 1,654.08	\$ -	\$ -			
		02 Fournir des repas scolaires nutritifs aux enfants vulnérables dans les départements ciblés pendant l'année scolaire de manière à relier et à stimuler la production locale (alimentation scolaire utilisant la production locale)	SN02.01.011.SMP1	\$ 6,239,135	\$ 2,629,794	\$ 1,401,165	53%	22%	\$ 3,012,685	\$ 1,278,014	\$ 1,193,790	93%	40%	\$ -	\$ 82,291	\$ 48,645	59%							
	Sub-total EDS1			\$ 8,964,528	\$ 3,476,067	\$ 2,245,260	65%	25%	\$ 4,847,936	\$ 1,766,454	\$ 1,193,790	68%	25%	\$ 16,654	\$ 192,229	\$ 48,645	25%	29%	\$ 1,654.08	\$ -	\$ -	#DIV/0!	0%	
2		03 Fournir aux bénéficiaires des aliments nutritifs spécialisés et des programmes comme les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë et chronique	SN02.02.021.NPA1	\$ 2,891,855	\$ 475,891	\$ 453,575	95%	16%	\$ 2,883,319	\$ 1,113,690	\$ 921,164	83%	32%	\$ 1,954,267	\$ 1,574,208	\$ 1,390,790	88%	71%	\$ 1,959,451.97	\$ 2,078,818.58	\$ 1,057,678.86	51%	54%	
		04 Aider le Gouvernement à lutter contre les carences en micronutriments et améliorer la disponibilité d'aliments sains, sûrs et diversifiés	SN02.02.021.CS11	\$ 190,000	\$ 90,201	\$ 61,642	68%	32%	\$ 216,667	\$ 245,840	\$ 189,534	77%	87%	\$ 275,000	\$ 185,634	\$ 151,440	82%	55%	\$ 236,666.65	\$ 96,979.50	\$ 44,586.45	46%	19%	
		09 Aider le Gouvernement à lutter contre les carences en micronutriments et améliorer la disponibilité d'aliments sains, sûrs et diversifiés	SN02.02.021.SMP1				0%	0%	\$ 2,028,066	\$ 1,419,322	\$ 527,479	37%	26%	\$ 3,516,794	\$ 3,685,026	\$ 2,700,870	73%	77%	\$ 2,907,759.82	\$ 4,674,849.18	\$ 503,648.65	11%	17%	
	Sub-total EDS2			\$ 3,081,855	\$ 566,092	\$ 515,217	91%	17%	\$ 5,128,051	\$ 2,778,853	\$ 1,638,177	59%	32%	\$ 5,746,061	\$ 5,444,868	\$ 4,243,100	78%	74%	\$ 5,103,878.44	\$ 6,850,647.26	\$ 1,605,913.96	23%	31%	
3		05 Fournir un soutien aux moyens d'existence et à l'adaptation au changement climatique aux groupes ciblés au moyen de la gestion intégrée des risques et de liens avec les débouchés commerciaux	SN02.04.031.CAR1	\$ 2,912,975	\$ 2,000,574	\$ 1,759,511	88%	60%	\$ 3,466,501	\$ 3,092,877	\$ 2,414,430	78%	70%	\$ 4,085,403	\$ 8,928,530	\$ 3,819,517	43%	93%	\$ 4,067,069.02	\$ 10,117,418.95	\$ 1,222,173.94	12%	30%	
	Sub-total EDS3			\$ 2,912,975	\$ 2,000,574	\$ 1,759,511	88%	60%	\$ 3,466,501	\$ 3,092,877	\$ 2,414,430	78%	70%	\$ 4,085,403	\$ 8,928,530	\$ 3,819,517	43%	93%	\$ 4,067,069.02	\$ 10,117,418.95	\$ 1,222,173.94	12%	30%	
4		06 Développer et renforcer les capacités des administrations centrales et locales en matière d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de préparation et d'intervention en cas de crise, de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de conception et de gestion de programmes de filets de sécurité contribuant à transformer les relations entre les sexes	SN02.05.041.CS11	\$ 2,094,526	\$ 391,775	\$ 391,573	100%	19%	\$ 1,370,222	\$ 573,439	\$ 472,171	0%	0%	\$ 1,255,106	\$ 709,296	\$ 544,711	77%	43%	\$ 1,206,772.94	\$ 809,194.50	\$ 229,004.10	28%	19%	
	Sub-total EDS4			\$ 2,094,526	\$ 391,775	\$ 391,573	0%	0%	\$ 1,370,222	\$ 573,439	\$ 472,171	0%	0%	\$ 1,255,106	\$ 709,296	\$ 544,711	0%	0%	\$ 1,206,772.94	\$ 809,194.50	\$ 229,004.10	28%	19%	
5		07 Fournir des distributions générales de nourriture, des aliments nutritifs et/ou des transferts monétaires aux bénéficiaires touchés par la crise	SN02.01.051.URT1						\$ 9,791,397	\$ 871,836	\$ 871,834	100%	9%	\$ 5,075,758	\$ 3,058,674	\$ 2,814,390	92%	55%	\$ 3,947,935.93	\$ 2,219,321.50	\$ 60,512.38	3%	2%	
		08 Fournir des aliments nutritifs spécialisés aux ménages touchés par la crise pour prévenir malnutrition	SN02.01.051.NPA1			\$ 1,397,580			\$ 1,302,051				\$ 816,887	\$ 555,020		68%	0%	\$ 1,241,421	\$ 1,926,626	\$ 183,635	10%	15%		
	Sub-total EDS5			\$ -	\$ -	\$ -	#DIV/0!	#DIV/0!	\$ 11,188,977	\$ 871,836	\$ 871,834	100%	8%	\$ 6,377,809	\$ 3,875,561	\$ 3,369,410	87%	53%	\$ 5,189,357	\$ 4,145,947	\$ 244,147	6%	5%	
6		10 Fournir les services de chaîne d'approvisionnement aux partenaires humanitaires et du développement	SN02.08.062.CPA1										\$ 568,040					\$ 625,000.00	\$ -	\$ -				
	Sub-total EDS6			\$ -	\$ -	\$ -	#DIV/0!	#DIV/0!	\$ -	\$ -	\$ -		\$ 568,040	\$ -	\$ -			\$ 625,000.00	\$ -	\$ -		0%		
Pas d'EDS précisé				\$ -	\$ 159,613	\$ -			\$ -	\$ 28,196	\$ -	0%	0%	\$ -	\$ 7,070,281	\$ -	0%	0%	\$ -	\$ -	\$ -			
Total opérationnel				\$ 17,053,884	\$ 6,594,120	\$ 4,911,561	74%	29%	\$ 26,201,207	\$ 9,111,654	\$ 6,590,402	72%	25%	\$ 18,049,074	\$ 26,220,764	\$ 12,025,382	46%	67%	\$ 16,193,732	\$ 21,923,208	\$ 3,301,239	15%	20%	
Total soutien direct (DSC)				\$ 1,152,431	\$ 690,000	\$ 646,257	94%	56%	\$ 1,572,285	\$ 584,175	\$ 423,292	72%	27%	\$ 1,415,539	\$ 1,708,485	\$ 1,105,069	65%	78%	\$ 1,720,861	\$ 2,291,949	\$ 1,556,369	68%	90%	
Total soutien indirect (ISC)				\$ 1,183,410	\$ 380,651	\$ 380,651	100%	32%	\$ 1,791,530	\$ 262,327	\$ 262,327	100%	15%	\$ 1,225,381	\$ 1,228,043	\$ 1,228,043	100%	100%	\$ -	\$ -	\$ -	#DIV/0!	#DIV/0!	
Total				\$ 19,389,725	\$ 7,664,772	\$ 5,938,469	77%	31%	\$ 29,565,022	\$ 9,958,156	\$ 7,276,020	73%	25%	\$ 20,689,994	\$ 29,157,292	\$ 14,358,494	49%	69%	\$ 17,914,593	\$ 24,215,157	\$ 4,857,608	20%	27%	

Source : ACR 2019-2021, IRM Analytics, Extrait le 08/07/2022

Présentation des révisions budgétaires

Figure 1 : Evolution de la proportion du NBP par EDS



Sources : CSP, BR1, BR2 (PDF) ; CPB Original (original data) ; SN02 NBP BR1 post e PRP (1) validated ; Sénégal CSP BR2 Budget NBP BR2 1622020_0

Tableau 18 : Répartition du NBP par activité

EDS	Activité	Code WBS	PSP Original	RB 1 : 08/2020	RB 2 : 12/2020	PSP Original	RB 1 %	RB 2 %
1	01: TFA	SN02.01.011.URT1	\$ 5,214,883	\$ 5,187,714	\$ 5,193,535	7%	5%	5%
	02: Repas scolaires	SN02.01.011.SMP1	\$ 24,355,982	\$ 10,485,372	\$ 10,494,745	33%	10%	10%
2	03: Nutrition	SN02.02.021.NPA1	\$ 12,884,096	\$ 12,772,500	\$ 12,804,990	18%	12%	12%
	04: Fortification de micronutriments	SN02.02.021.CSI1	\$ 1,399,776	\$ 1,387,933	\$ 1,392,047	2%	1%	1%
	09: Repas scolaires	SN02.02.021.SMP1		\$ 12,331,386	\$ 12,376,316	0%	12%	12%
3	05: Adaptation climatique	SN02.04.031.CAR1	\$ 22,520,589	\$ 22,330,464	\$ 22,396,468	31%	22%	21%
4	06: Renforcement des capacités	SN02.05.041.CSI1	\$ 7,215,067	\$ 8,360,858	\$ 8,381,463	10%	8%	8%
5	07 : DGV	SN02.01.051.URT1		\$ 24,849,941	\$ 24,934,086	0%	24%	24%
	08: DGV malnutrition	SN02.01.051.NPA1		\$ 5,708,681	\$ 5,728,611	0%	6%	5%
6	10: Services de chaîne d'approvisionnement	SN02.08.062.CPA1			\$ 2,261,683	0%	0%	2%
Total			\$ 73,590,393	\$ 103,414,850	\$ 105,963,944	100%	100%	100%

Sources : CSP, BR1, BR2 (PDF) ; CPB Original (original data) ; SN02 NBP BR1 post e PRP (1) validated ; Sénégal CSP BR2 Budget NBP BR2 1622020_0

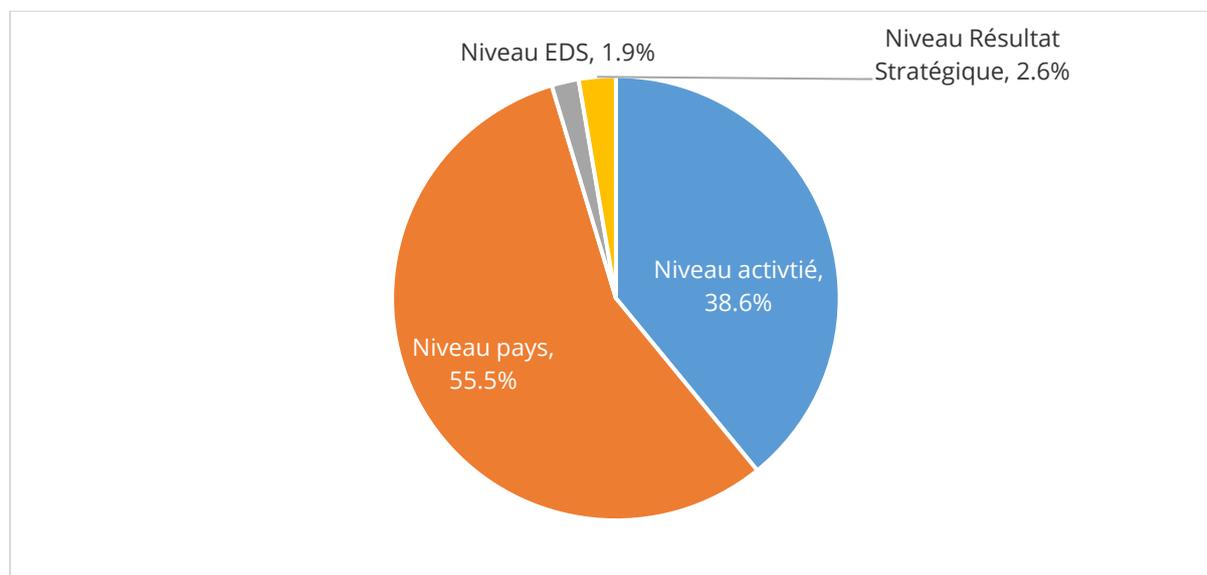
Présentation des contributions au PSP

Tableau 19 : Contributions au NBP par donateur, 2019-2023

Plan basé sur les besoins (Needs Based Plan-NBP) (U.S. Dollars)		
105 963 944		
Donateur	Contributions	Proportion du NBP financée
CANADA	15 790 353	14,90%
FONDS FLEXIBLES	10 024 584	9,50%
FRANCE	3 501 054	3,30%
JAPON	750 000	0,70%
LUXEMBOURG	2 391 214	2,30%
AUTRES REVENUS	318 404	0,30%
MONACO	421 662	0,40%
DONATEURS PRIVÉS	474 810	0,40%
ALLOCATIONS REGIONALES OU TF	9 540 665	9,00%
TRANSFERT DE RESSOURCES	544 080	0,50%
SÉNÉGAL	3 766 111	3,60%
ESPAGNE	167 411	0,20%
AGENCES DU SNU (CERF EXCL)	83 710	0,10%
Financement effectif du NBP	47 774 057	
% du NBP effectivement financé	45,09%	
NBP Non financé	58 189 887	

Source : IRM Analytics, extrait le 07/08/2022

Figure 2: Contributions des principaux bailleurs par niveau de pré-allocation, 2019-2023



Source : WFP The Factory, Extrait le 04/07/22

2. PRÉSENTATION DES BÉNÉFICIAIRES DU PSPIT ET DU PSP

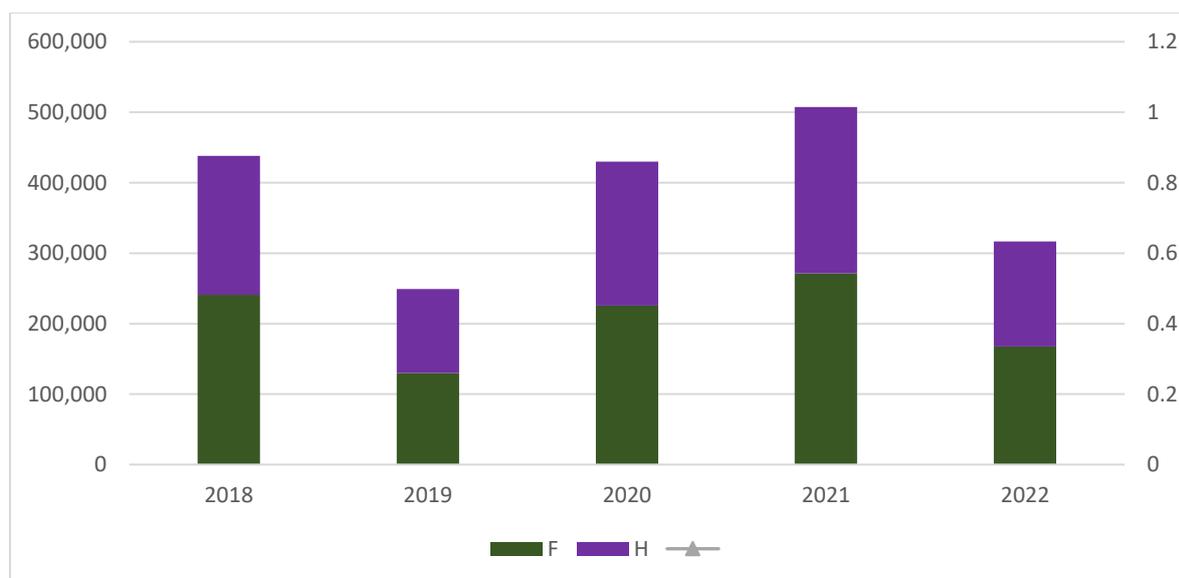
Bénéficiaires par sexe

Tableau 20: Bénéficiaires ciblés et atteint par année et sexe, 2018-2022

Année		Femmes	%	Hommes	%	Total	%
2018	Ciblé	279,780	86%	215,405	92%	495,185	88%
	Atteint	241,031		197,207		438,238	
2019	Ciblé	300,925	43%	256,575	46%	557,500	45%
	Atteint	129,925		119,044		248,969	
2020	Ciblé	541,870	42%	492,161	41%	1,034,031	42%
	Atteint	225,642		204,101		429,743	
2021	Ciblé	366,393	74%	337,130	70%	703,523	72%
	Atteint	271,349		236,169		507,518	
2022	Ciblé	368,054	46%	333,684	45%	701,738	45%
	Atteint	167,556		149,185		316,741	

Source : COMET CM-R01b 2018-2021, extrait le 01/04/2022, CM-P013 du 04/09/2022, MODA Dashboard extrait le 14/09/2022, Validation BP

Figure 3: Bénéficiaires assistés par sexe, avec le taux d'atteinte du total des bénéficiaires ciblé (F/M), 2018-2022



Source : COMET CM-R01b 2018-2021, extrait le 01/04/2022, CM-P013 du 04/09/2022, MODA Dashboard extrait le 14/09/2022, Validation BP

Tableau 21 : Bénéficiaires ciblés et atteints par sexe et par activité

Activité et Année		Bénéficiaires ciblés (Femmes)	Bénéficiaires ciblés (Hommes)	Bénéficiaires atteints (Femmes)	Bénéficiaires atteints (Hommes)	Taux d'atteinte de la cible (Femmes)	Taux d'atteinte de la cible (Hommes)
Act 1	2018	72600	59400	58409	47789	80%	80%
	2019	38251	36750	17480	16799	46%	46%
	2020	25500	24500	24991	24010	98%	98%
	2021						
	2022						
Act 2	2018	60690	58310	78253	78253	129%	134%
	2019	102000	98000	54754	52011	54%	53%
	2020	81600	78400	54665	52100	67%	66%
	2021						
	2022						
Act 3	2018	64860	20640	44441	14995	69%	73%
	2019	88000	52000	9850	4212	11%	8%
	2020	88000	52000	3657	3673	4%	7%
	2021	57700	34300	17933	16190	31%	47%
	2022	55700	36300	5186	5138	9%	14%
Act 9	2018						
	2019						
	2020	81600	78400	118875	101570	146%	130%
	2021	65280	62720	123668	110896	189%	177%
	2022	52224	50176	16752	13275	32%	26%
Act 5	2018	7650	7350	4715	4530	62%	62%
	2019	66555	63945	48668	46760	73%	73%
	2020	82620	79380	77500	74465	94%	94%
	2021	82620	79380	66084	63489	80%	80%
	2022	153000	147000	9397	9269	6%	6%
Act 7	2018						
	2019						
	2020	222694	213962	27423	26348	12%	12%
	2021	101106	97142	47361	45452	47%	47%
	2022	75831	72857	0	0	0%	0%
Act 8	2018						
	2019						
	2020	39900	35100	0	0	0%	0%
	2021	36910	31590	18945	2117	51%	7%
	2022	34219	28431	0	0	0%	0%

Sources : COMET CM-R020 du 01/04/2022, CM-P013 et A003 du 14/09/2022, Validation BP

Bénéficiaires par modalité

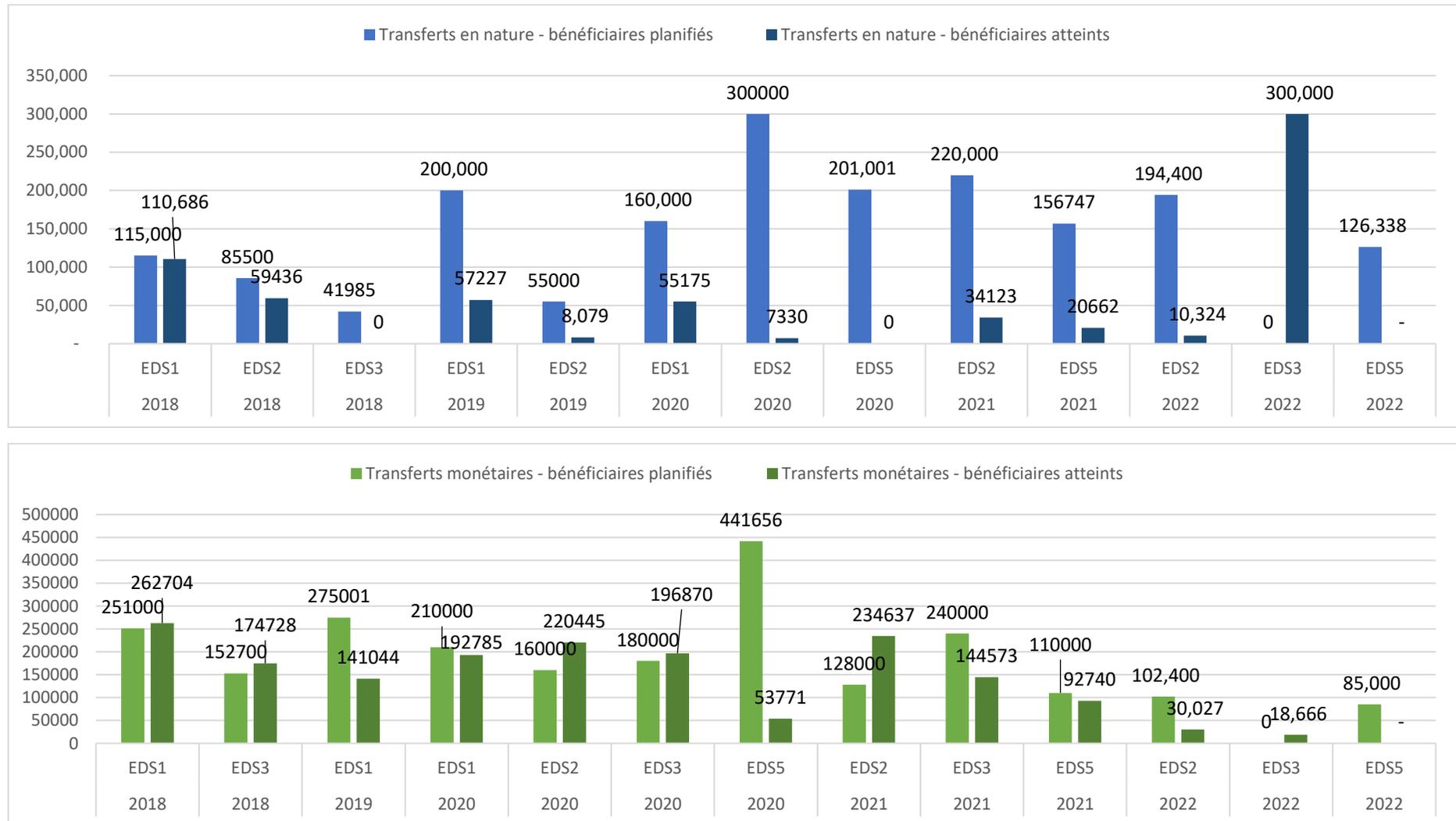
Tableau 22 : Bénéficiaires par activité et par modalité, 2018-2022

Année	EDS	Activité	BENEFICIAIRES PLANIFIES						BENEFICIAIRES ATTEINTS						Taux d'achèvement - bénéficiaires	
			Transferts en nature			Transferts monétaires			Transferts en nature			Transferts monétaires			Transferts en nature	Transferts monétaires
			F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total	F	M	Total	%	%
2018	EDS1	SN02.01.011.URT1 - Act 1			-	72,600	59,400	132,000			-	58,409	47,789	106,198		80%
		SN02.01.011.SMP1 - Act 2	58,650	56,350	115,000	60,690	58,310	119,000	55,343	55,343	110,686	78,253	78,253	156,506	96%	132%
	T-ICSP	SN01.02.021.NPA1	64,860	20,640	85,500			-	44,441	14,995	59,436			-	70%	#DIV/0!
		SN01.03.031.ACL1	23,092	18,893	41,985	75,736	61,964	137,700			-	91,016	74,467	165,483	0%	120%
		SN01.03.031.CAR1			-	7,650	7,350	15,000			-	4,715	4,530	9,245	#DIV/0!	62%
		Total	146,602	95,883	242,485	216,676	187,024	403,700	99,784	70,338	170,122	232,393	205,039	437,432	70%	108%
2019	EDS1	SN02.01.011.URT1 - Act 1			-	38,251	36,750	75,001			-	17,480	16,799	34,279		46%
		SN02.01.011.SMP1 - Act 2	102,000	98,000	200,000	102,000	98,000	200,000	29,349	27,878	57,227	54,754	52,011	106,765	29%	53%
	EDS2	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	88,000	52,000	140,000			-	9,850	4,212	14,062			-	10%	
		SN02.04.031.CAR1 - Act 5			-	72,675	69,825	142,500			-	48,668	46,760	95,428		67%
		Total	190,000	150,000	340,000	212,926	204,575	417,501	39,199	32,090	71,289	120,902	115,570	236,472	21%	57%
2020	EDS1	SN02.01.011.URT1 - Act 1			-	25,500	24,500	50,000			-	24,991	24,010	49,001		98%
		SN02.01.011.SMP1 - Act 2	81,600	78,400	160,000	81,600	78,400	160,000	28,251	26,924	55,175	74,483	69,301	143,784	34%	90%
	EDS2	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	88,000	52,000	140,000			-	3,657	3,673	7,330			-	5%	
		SN02.02.021.SMP1 - Act 9	81,600	78,400	160,000	81,600	78,400	160,000			-	118,875	101,570	220,445	0%	138%
	EDS3	SN02.04.031.CAR1 - Act 5			-	91,800	88,200	180,000			-	100,403	96,467	196,870		109%
		SN02.01.051.URT1 - Act 7	66,811	64,190	131,001	222,694	213,962	436,656			-	27,423	26,348	53,771	0%	12%
		SN02.01.051.NPA1 - Act 8	37,600	32,400	70,000	2,300	2,700	5,000			-			-	0%	0%
		Total	355,611	305,390	661,001	505,494	486,162	991,656	31,908	30,597	62,505	346,175	317,696	663,871	9%	67%
2021	EDS2	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	55,700	36,300	92,000			-	17,933	16,190	34,123	63	10	73	37%	
		SN02.02.021.SMP1 - Act 9	65,280	62,720	128,000	65,280	62,720	128,000			-	123,668	110,896	234,564	0%	183%
	EDS3	SN02.04.031.CAR1 - Act 5			-	122,400	117,600	240,000			-	72,184	72,389	144,573		
		SN02.01.051.URT1 - Act 7	50,106	48,141	98,247	51,000	49,000	100,000			-	47,298	45,442	92,740		93%
		SN02.01.051.NPA1 - Act 8	32,310	26,190	58,500	4,600	5,400	10,000			-			-	0%	0%
		Total	203,396	173,351	376,747	243,280	234,720	478,000	17,933	16,190	34,123	243,213	228,737	471,950	9%	99%
2022	EDS2	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	55,700	36,300	92,000			-	5,186	5,138	10,324			-	11%	
		SN02.02.021.SMP1 - Act 9	52,224	50,176	102,400	52,224	50,176	102,400			-	16,752	13,275	30,027	0%	29%
	EDS3	SN02.04.031.CAR1 - Act 5			-	153,000	147,000	300,000			-	9,397	9,269	18,666		6%
		SN02.01.051.URT1 - Act 7	37,581	36,107	73,688	38,250	36,750	75,000			-			-	0%	0%
	EDS5	SN02.01.051.NPA1 - Act 8	29,619	23,031	52,650	4,600	5,400	10,000			-			-	0%	0%
		Total	175,124	145,614	320,738	248,074	239,326	487,400	5,186	5,138	10,324	26,149	22,544	48,693	3%	10%

Key Y compris des valeur voucher

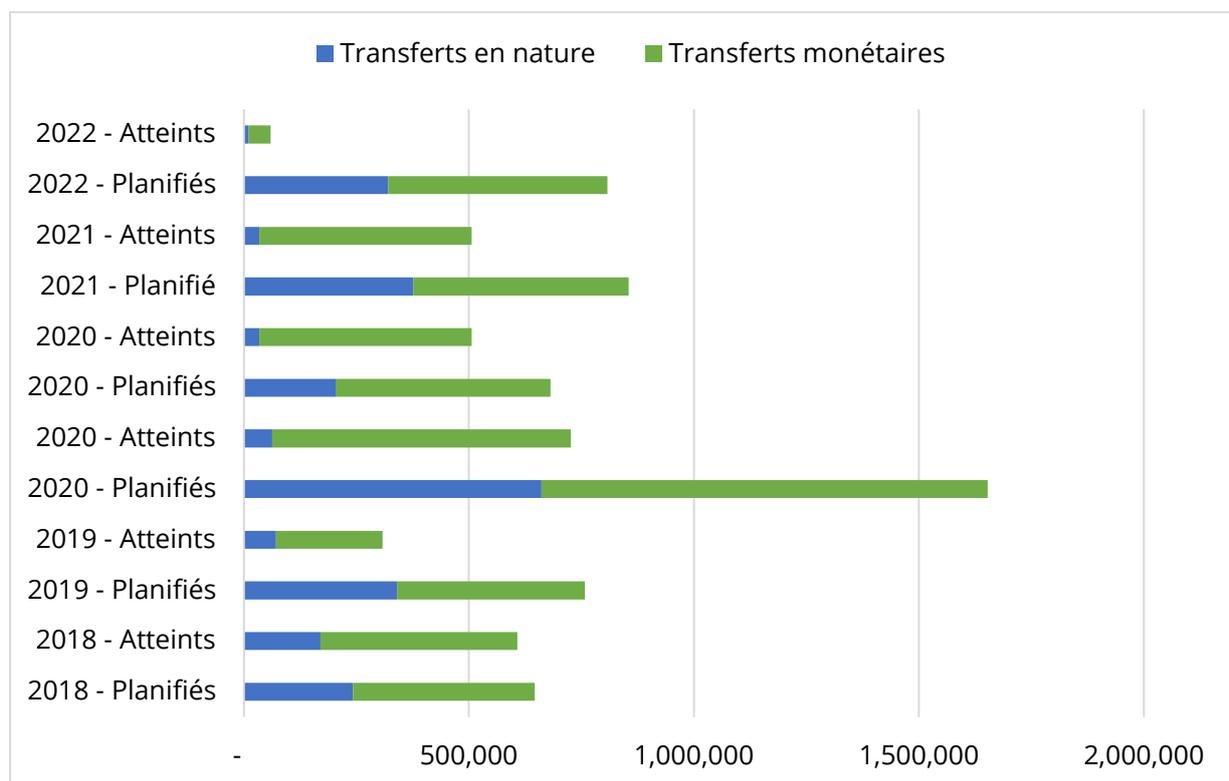
Sources : COMET CM-R020 du 01/04/2022, CM-P013 et A003 du 14/09/2022, Validation BP

Figure 4: Bénéficiaires par EDS et par modalité, 2018-2022



Sources : COMET CM-R020 du 01/04/2022, CM-P013 et A003 du 14/09/2022, Validation BP

Figure 5: Répartition des bénéficiaires ciblés et atteints par modalité, 2018-2022



Sources : COMET CM-R020 du 01/04/2022, CM-P013 et A003 du 14/09/2022, Validation BP

3. PRÉSENTATION DES INDICATEURS D'EFFETS DIRECTS

Tableau 23 : Présentation des indicateurs des Effets directs stratégiques EDS1 et EDS2

Outcome Indicator	2019									2020									2021																								
	Référentiel			Résultat ciblé			Progres			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achèvement			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achèvement			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achèvement									
	Hommes	Femmes	Total	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall			
EDS 1 Les populations en situation d'insécurité alimentaire vivant dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge scolaire, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année																																											
01 Fournir aux populations en situation d'insécurité alimentaire une assistance saisonnière sous forme de produits alimentaires ou de transferts de type monétaire pour compléter les transferts sociaux du Gouvernement (SMP)																																											
Food Consumption Score - % Acceptable	88.6	86.3	87.5	>	88.6	86.3	87.5	83%	86%	84%	>	88.6	86.3	87.5	75.6	68.8	73.1	85%	80%	84%	>	88.6	86.3	87.5	59.4	57.1	58.5	67%	66%	67%	>	88.6	86.3	87.5	73.3	74.1	73.5	83%	86%	84%			
Food Consumption Score - % Borderline	9.2	13.2	11.1	<	9.2	13.2	11.1	44%	65%	54%	<	9.2	13.2	11.1	16.7	19.8	17.8	55%	67%	62%	<	9.2	13.2	11.1	25.2	32.3	28	37%	41%	40%	<	9.2	13.2	11.1	20.9	20.2	20.7	44%	65%	54%			
Food Consumption Score - % Poor	2.1	0.5	1.4	<	2.1	0.5	1.4	36%	9%	24%	<	2.1	0.5	1.4	7.7	11.5	9.1	27%	4%	15%	<	2.1	0.5	1.4	15.4	10.6	13.5	14%	5%	10%	<	2.1	0.5	1.4	5.8	5.6	5.8	36%	9%	24%			
Consumption-based Coping Strategy Index (Percentage of households with reduced CSI)	0	0	0	>	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	>	0	0	0	45.2	53.1	47.9	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	>	0	0	0	47.5	46.7	47.3	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	>							#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!			
Consumption-based Coping Strategy Index (Average)	8	10	9	<	5	5	5	41%	42%	41%	<	8	10	9	11	10	10	73%	100%	90%	<	8	10	9	8	9	9	100%	111%	100%	<	8	10	9	12.24	12	12.17	65%	83%	74%			
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies)	5	5	5	≥	2.6	2.8	2.7	892%	893%	885%	>	2.6	2.8	2.7	2.6	2.8	2.7	100%	100%	100%	≥	2.6	2.8	2.7	41.1	34	39	1581%	1214%	1444%	≥	2.6	2.8	2.7	23.2	25	23.9	892%	893%	885%			
Food expenditure share	72.84	74.46	73.62	<	50	50	50	74%	70%	73%	<	72	74	73	72.84	74.46	73.62	99%	99%	99%	<	63.7	62.5	63.25	58.6	75.8	65.3	109%	82%	97%	<	63.7	62.5	63.25	67.5	71.4	68.7	94%	88%	92%			
Economic capacity to meet essential needs (new)	0	0	98.7	>	0	0	98.7				>	0	0	98.7	0	0	98.7				>	0	0	98.7	0	0	98.7				≥	0	0	98.7	0	0	42			43%			
02 Fournir des repas scolaires nutritifs aux enfants vulnérables dans les départements ciblés pendant l'année scolaire de manière à relier et à stimuler la production locale (alimentation scolaire utilisant la production locale) (URT)																																											
Enrolment rate	77	88	82	>	77	88	82	112%	98%	105%	≥	77	88	82	77	88	82	100%	100%	100%	>	77	88	82	88	82		114%	93%	0%	≥	77	88	82	86	86	86	112%	98%	105%			
Attendance rate (new)	98.23	97.47	97.85	>	90	90	90	0%	0%	0%	>	98.23	97.47	97.85	94	94.5	94.2	96%	97%	96%	>																						
Gender ratio	0.00	0	1.01	=	0	0	1					0	0	1.01	0	0	1.1				>	0	0	1.01	0	0	0.95			94%	<	0	0	1.01	0	0	0.9			89%			
Graduation rate (new)	46	43	45	>	60	60	60				>	46	43	45							>	46	43	45	55.35	55.35	55.35	120%	129%	123%	>												
SABER School Feeding National Capacity (new)	0	0	1.8	=	0	0	2	#DIV/0!	#DIV/0!	0%	>	0	0	1.8							>																						
Retention rate	99.31	99.63	99.47	>	99.5	99.5	99.5	0%	0%	0%	>	99.5	99.5	99.5	95.3	96.2	95.8	96%	97%	96%	>																						
Drop-out rate (new)	0.69	0.37	0.53	<	0.5	0.5	0.5				>	99.31	99.63	99.47	4.7	3.8	4.2	2113%	2622%	112%	>																						
EDS 2 L'état nutritionnel des populations vulnérables vivant dans les départements ciblés, notamment les enfants, les filles et les femmes enceintes et allaitantes, et les autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, s'améliore toute l'année																																											
03 Fournir aux bénéficiaires des aliments nutritifs spécialisés et des programmes comme les activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements pour prévenir et traiter la malnutrition aiguë et chronique (CSI)																																											
Proportion of eligible population that participates in programme (coverage)	0	0	0	>	0	0	70			57%	>	0	0	70	0	0	7			10%	>	0	0	70	0	0	10			14%	>	0	0	70	0	0	40			57%			
Proportion of children 6–23 months of age who receive a minimum acceptable diet	0	0	20.1	>	70	70	70	15%	15%	15%	>	0	0	20.1	0	0	19.39			96%	>	0	0	20.1	23.74	23.76	23.75			118%	≥	50	50	50	10.24	10.24	10.24	20%	20%	20%			
MAM Treatment Recovery rate	0	0	0	>	75	75	75	123%	122%	123%	>	75	75	75	0	0	94.85			126%	>	75	75	75	92.6	91.6	92	123%	122%	123%	>	75	75	75	92.6	91.6	92	123%	122%	123%			
MAM Treatment Mortality rate	0	0	0	<	3	3	3	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	<	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	<	3	3	3																#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	
MAM Treatment Non-response rate	0	0	0	<	15	15	15	273%	259%	263%	<	15	15	15	0	0	0.35			4286%	<	15	15	15																273%	259%	263%	
MAM Treatment Default rate	0	0	0	<	15	15	15	1250%	833%	938%	<	0	0	15	0	0	4.78			314%	<	0	0	15																1250%	833%	938%	
Minimum dietary diversity (women)	0	0	37.4	>	0	0	70			88%	>	0	0	37.4	0	0	37.4			100%	>	0	0	37.4	0	0	43.44			116%	≥	0	0	50	0	0	61.3			123%			
Proportion of trainers who retain key nutrition skills	0	0	0	>	0	0	90			0%	>	0	0	80	0	0	70			88%	>	0	0	80																			
04 Aider le Gouvernement à lutter contre les carences en micronutriments et améliorer la disponibilité d'aliments sains, sûrs et diversifiés (NPA)																																											
09 Aider le Gouvernement à lutter contre les carences en micronutriments et améliorer la disponibilité d'aliments sains, sûrs et diversifiés (SMP)																																											
Enrolment rate	77	88	82	>	77	88	82	0%	0%	105%	>										>	77	88	82	77	88	82	100%	100%	100%	≥	77	88	82	0	0	85.9	0%	0%	105%			
Attendance rate (new)	94	94.5	94.2	>	94	94.5	94.2	0%	0%	0%	>										>	94	94.5	94.2	50	50	50	53%	53%	53%	>												
Gender ratio	0	0	1.1	<	0	0	1.1			111%	<										<	0	0	1.1	0	0	0.9														122%		
Retention rate	95.3	96.2	95.8	≥	95.3	96.2	95.8	105%	103%	104%	>																																
Drop-out rate (new)	4.7	3.8	4.2	≤	4.7	3.8	4.2	1343%	809%	1024%	>																														1343%	809%	1024%

Source : CM-L008b_-CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.03 (1)

Tableau 25 : Présentation des indicateurs des Effets directs stratégiques EDS5 et EDS6

Outcome indicator	2019									2020									2021																						
	Référéntiel			Résultat ciblé			Progres			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achevement			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achevement			Résultat ciblé			Résultat atteint			Taux d'achevement							
	Hommes	Femmes	Total	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	Operateur	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Female	Male	Overall	
EDS 5 Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises																																									
07 Fournir des distributions générales de nourriture, des aliments nutritifs et/ou des transferts monétaires aux bénéficiaires touchés par la crise (NPA)																																									
Food Consumption Score - % Acceptable	13	12.7	12.8	>	13	12.7	12.8	0.18	0.17	0.17										>	13	12.7	12.8	13	12.7	12.8	1.00	1.00	1.02	>	13	12.7	12.8	73.3	74.1	73.5	0.18	0.17	1.00		
Food Consumption Score - % Borderline	25.6	29	27.2	<	25.6	29	27.2	1.22	1.44	1.31										<	25.6	29	27.2	25.2	32.3	28	1.02	0.90	0.97	<	25.6	29	27.2	20.9	20.2	20.7	1.22	1.44	1.31		
Food Consumption Score - % Poor	61.4	58.3	60	<	61.4	58.3	60	10.59	10.41	10.34										<	61.4	58.3	60	15.4	10.6	13.5	3.99	5.50	4.44	<	61.4	58.3	60	5.8	5.6	5.8	10.59	10.41	10.34		
Consumption-based Coping Strategy Index (Average)	8	9	9	<	8	9	8	0.65	0.75	0.66										≤	8	9	9	8	9	9	1.00	1.00	1.00	≤	8	9	8	12.24	12	12.17	0.65	0.75	0.66		
Livelihood-based Coping Strategy Index (Percentage of households using coping strategies)																																									
Food Expenditure share	58.6	75.8	65.3	<	58.6	75.8	65.3	0.87	1.06	0.95										≤	58.6	75.8	65.3	58.6	75.8	65.3	1.00	1.00	1.00	<	58.6	75.8	65.3	67.5	71.4	68.7	0.87	1.06	0.95		
08 Fournir des aliments nutritifs spécialisés aux ménages touchés par la crise pour prévenir malnutrition																																									
Proportion of eligible population that participates in programme (coverage)	0	0	0	>	70	70	70	#DIV/0!	#DIV/0!	94%										≥	70	70	70	0	0	10	#DIV/0!	#DIV/0!	14%	≥	70	70	70	0	0	74.27	#DIV/0!	#DIV/0!	106%		
Proportion of target population that participates in an adequate number of distributions (adherence)	0	0	0	≥	0	0	90			92%										>	0	0	80	0	0	99			124%	≥	0	0	80	0	0	98			123%		
Minimum Dietary Diversity - Women	0	0	67.7	>	0	0	75			123%										>	0	0	67.7	0	0	61			90%	≥	0	0	67.7	0	0	61			90%		
Proportion of children 6-23 months of age who receive a minimum acceptable diet	23.8	23.8	23.8	>	70	70	70	6.84	6.84	684%										≥	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	23.8	100%	100%	100%	≥	45	45	45	10.24	10.24	10.24	439%	439%	23%		
EDS 6 Les partenaires humanitaires et du développement ont accès aux services communs tout au long de l'année																																									
10 Fournir les services de chaîne d'approvisionnement aux partenaires humanitaires et du développement																																									
User satisfaction rate	0	0	0	≥	0	0	90			123%										≥	0	0	70						≥	0	0	75	0	0	73			97%			

Source : CM-L008b_-_CRF_Outcome_Indicator_Values_v1.03 (1)

Tableau 26 : Récapitulatif des indicateurs transversaux

Crosscutting indicator	Activities	Groupe ciblé (et modalité)		CSP-end target			2019						2020						2021												
				Male	Female	Overall	Target			Follow-up			Follow-up			Year-end target			Follow-up			Year-end target									
							Operator	Male	Female	Overall	Operator	Male	Female	Overall	Operator	Male	Female	Overall	Operator	Male	Female	Overall	Operator	Male	Female	Overall					
C.1 Affected populations are able to hold WFP and partners accountable for meeting their hunger needs in a manner that reflects their views and preferences																															
C.1.1: Proportion of assisted people informed about the programme (who is included, what people will receive, length of assistance)	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)				>	90	90	90	>	50	50	50	8.8	10.2	9.6	≥	80	80	80	32.25	30.96	31.04	≥	80	80	80	37.83	37.83	37.83	
	SN02.01.051.NPA1 - Act 8					>	90	90	90	>	50	50	50	13.7	11.46	12.87	≥	80	80	80	22.55	15.2	19.68	≥	80	80	80	26.75	23.57	25.8	
C.1.2: Proportion of project activities for which beneficiary feedback is documented, analysed and integrated into programme improvements	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)			100	=	0	0	100								≥	0	0	100	0	0	100	=	0	0	100	0	0	100	
	SN02.01.051.NPA1 - Act 8				100	=	0	0	100							100	=	0	0	100	0	0	100	=	0	0	100	0	0	100	
C.2 Affected populations are able to benefit from WFP programmes in a manner that ensures and promotes their safety, dignity and integrity																															
C.2.1: Proportion of targeted people accessing assistance without protection challenges	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)	99	100	99	>	90	90	90	=	100	100	100	98.8	98	98.3	≥	90	90	90	93.55	96.47	96.45	=	100	100	100	100	100	100	
	SN02.01.011.URT1 - Act 1		Ménages vulnérables (Transferts monétaires)	100	100	100	>	90	90	90	=	100	100	100	97.3	95.9	96.8	≥	90	90	90	99.7	100	99.82	=	100	100	100	99.9	99.7	99.8
C.2.2: Proportion of targeted people receiving assistance without safety challenges (new)	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)	99	100	99	>	90	90	90	=	100	100	100	98.8	98	98.3	≥	90	90	90	93	96	96	=	100	100	100	100	100	100	
	SN02.01.051.NPA1 - Act 8																														
C.2.3: Proportion of targeted people who report that WFP programmes are dignified (new)	SN02.01.011.URT1 - Act 1	Ménages vulnérables (Transferts monétaires)	100	100	100	>	90	90	90	=	100	100	100	97.2	95.9	96.8	≥	90	90	90	99.7	100	99.82	=	100	100	100	99.7	99.1	99.8	
	SN02.02.021.NPA1 - Act 3		Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)	100	100	100	=	100	100	100	=	100	100	100	95.2	100	96	≥	90	90	90	98	98	98	≥	90	90	90	84	89.5	86.2
C.2.4: Proportion of targeted people having unhindered access to WFP programmes (new)	SN02.01.011.URT1 - Act 1	Ménages vulnérables (Transferts monétaires)	100	100	100	=	100	100	100	=	100	100	100	99.3	99.2	99.2	≥	90	90	90	97.33	96.77	97.11	≤	100	100	100	89.1	87.9	88.8	
	SN02.02.021.NPA1 - Act 3		Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)	100	100	100	=	100	100	100	=	100	100	100	100	100	100	=	100	100	100	100	99.2	99.26	=	100	100	100	100	100	100
C.3 Improved gender equality and women's empowerment among WFP-assisted population																															
C.3.1: Proportion of households where women, men, or both women and men make decisions on the use of food/cash/vouchers, disaggregated by transfer modality	SN02.02.021.NPA1 - Act 3	Enfants 6-23 mois (Transferts en nature)	Joint decisions (men/women) %	0	0	16	>	0	0	50	>	0	0	16	0	0	17.5	≥	0	0	50	0	0	24.9	>	0	0	50	0	0	5.8
			Decisions by men %	0	0	7	<	0	0	25	>	0	0	7	0	0	4.5	≤	0	0	25	0	0	21.93	<	0	0	25	0	0	2.4
	Decisions by women %	0	0	77	<	0	0	25	<	0	0	77	0	0	78	≤	0	0	25	0	0	53.16	<	0	0	25	0	0	91.8		
	SN02.01.011.URT1 - Act 1	Ménages vulnérables (Transferts monétaires)	Joint decisions (men/women) %	0	0	18.5	>	0	0	50	>	0	0	18.5	0	0	45.8	≥	0	0	50	0	0	32.49	>	0	0	50	0	0	39.1
Decisions by men %			0	0	50	<	0	0	25	<	0	0	50	0	0	30.3	≤	0	0	25	0	0	34.3	<	0	0	25	0	0	40.6	
C.3.2: Proportion of food assistance decision-making entity - committees, boards, teams, etc. - members who are women	SN02.01.011.SMP1 - Act 2	Etudiants (Repas scolaires)	46	>	0	0	60	≥	0	0	46	0	0	40	>	0	0	50							>	0	0	46	0	0	46
			Decisions by women %	0	0	31.5	<	0	0	25	>	0	0	31.5	0	0	23.9	≤	0	0	25	0	0	33.21	<	0	0	25	0	0	20.3
C.4 Targeted communities benefit from WFP programmes in a manner that does not harm the environment																															
C.4.1: Proportion of activities for which environmental risks have been screened and, as required, mitigation actions identified	SN02.04.031.CAR1 - Act 5	Tous (especes/bons)	0	0	100	>	0	0	100	>	0	0	100	0	0	100	=	0	0	100	0	0	60		0	0	0	0	0	0	
C.4.1*: Proportion of FLAs/MOUs/CCs for CSP activities screened for environmental and social risk	SN02.04.031.CAR1 - Act 5	Tous (especes/bons)	0	0	0	>	0	0	80		0	0	0	0	0	0	>	0	0	75	0	0	0	≥	0	0	75	0	0	100	

Source: CM-L009b_-_CRF_Cross_Cutting_Indicator_Values_v1.01 (1)

4. PRÉSENTATION DES ANALYSES DE L'EFFICIENCE

A. Note-circulaire technique sur l'efficience (OEV)

1. On entend par ponctualité la mesure dans laquelle les biens, les activités et les résultats sont fournis dans les délais prévus. La ponctualité est évaluée à travers trois dimensions d'analyse : le temps nécessaire pour fournir les biens, les activités ou les résultats par rapport à un calendrier de référence ; les facteurs qui expliquent le temps nécessaire ; et les conséquences (positives ou négatives, voulues ou non) du temps passé et les mesures prises pour gagner du temps.

- Ponctualité des dépenses (p. ex. temps qui s'écoule entre la disponibilité des fonds et le premier décaissement)

2. Précision supplémentaire : l'analyse de la rapidité avec laquelle les subventions ont contribué aux activités ou volets budgétaires du PSP (activités, effets stratégiques, résultats stratégiques, CPB ou coûts directs/DSC) reflète la rapidité de la mobilisation..

Analyses

Tableau 27 : Rapidité de l'allocation des bourses du PSP (SN02), 2018-2022 (Nombre moyen de mois entre la date de validité de la bourse et la date d'allocation).

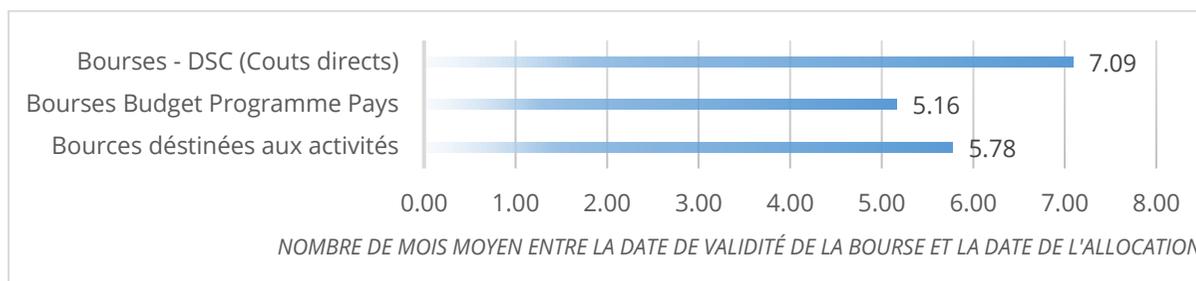
Bourse	Nombre de mois moyen entre la date de validité de la bourse et la date de l'allocation
Bourses destinées aux activités	5.78
URT	6.94
URT Activité 1 - Assistance Soudure	11.80
URT Activité 7 - DGV	2.07
SMP	2.71
SMP Activité 2 - Repas scolaires 2019-2021	3.96
SMP Activité 9 - Repas scolaires 2021-	1.45
NPA	3.35
NPA Activité 3 - Nutrition (prévention/traitement)	5.53
NPA Activité 8 - DGV Malnutrition	1.18
CSI	7.17
CSI Activité 4 - Fortification micronutriments	3.72
CSI Activité 6 - Renforcement des capacités	10.62
CAR	7.26

CAR Activité 5 - <i>Adaptation climatique</i>	7.26
Bourses EDS	N/A
Bourses Résultats stratégiques	N/A
Bourses Budget Programme Pays	5.16
Bourses - DSC (Coûts directs)	7.09

Source: Grants Balances Report v 3.0 [08/07/2022]

3. Le Tableau 27 nous montre, entre les différentes catégories de bourses, que les bourses allouées au budget général du PSP (CPB) sont celles allouées le plus rapidement avec une moyenne de 5,16 mois entre la validité de la bourse et son allocation. Voir Figure 6.

Figure 6: Rapidité de l'allocation par catégorie de bourse (SN02) 2018-2022

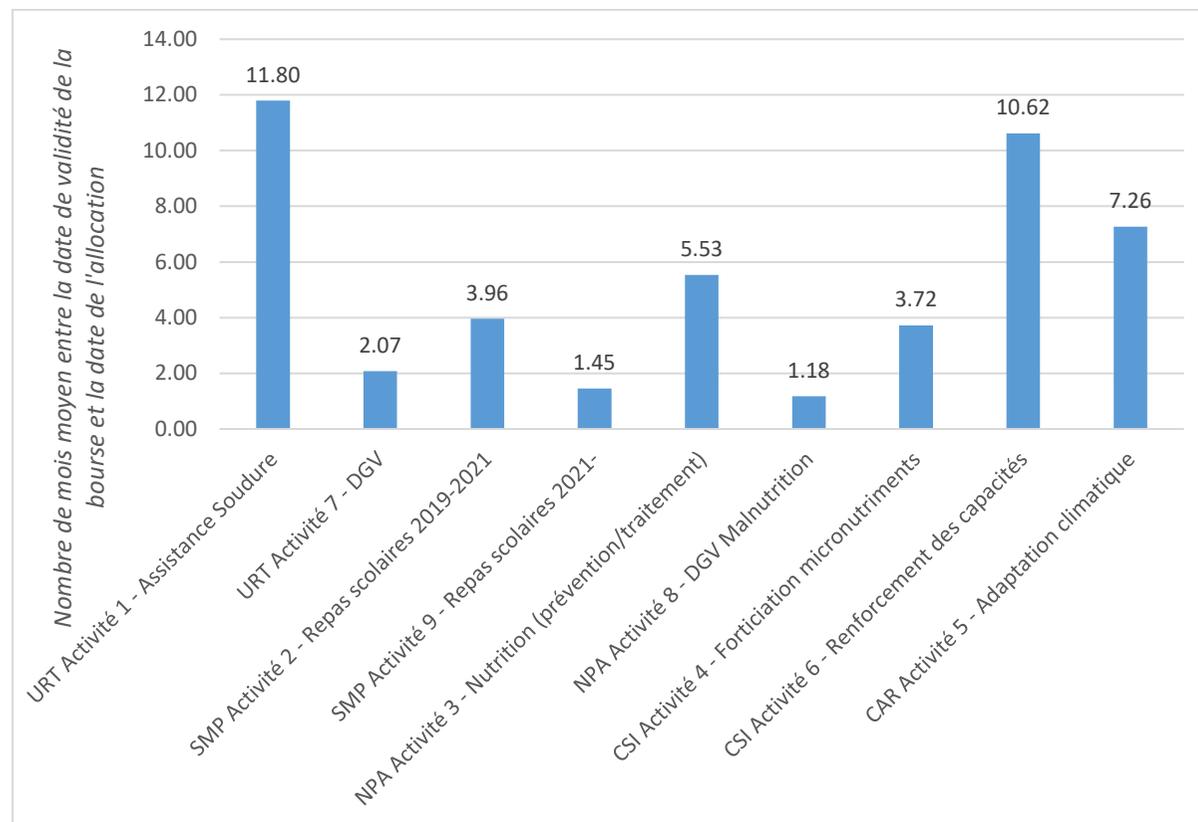


Source: Grants Balances Report v 3.0 [08/07/2022]

4. L'allocation des fonds destinés aux activités de repas scolaires (SMP) couvrant les Activités 2 et 9 est la plus rapide, avec une moyenne de 2,71 mois entre la date de disponibilité de la bourse et son allocation. Par contre, l'allocation aux activités CAR d'adaptation climatique (une seule activité, Act.5) est la catégorie la plus lente.

5. Ceci dit, toutes activités confondues, c'est l'allocation des fonds pour l'Activité 8 (distribution générale de vivres pour lutter contre la malnutrition) qui est la plus rapide. Pour l'Activité 1 (assistance soudure) et l'Activité 6 (renforcement des capacités) l'allocation a pris respectivement en moyenne 11,8 et 10,62 mois pendant la période du PSP. Voir Figure 7.

Figure 7: Rapidité de l'allocation des bourses d'activités (SN02) 2018-2022



Source: Grants Balances Report v 3.0 [08/07/2022]

Tableau 28 : Situation cumulative financière, 2019-2022 (08.07.22)

Focus	Activité	#	NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
Renforcement de la résilience	SN02.01.011.URT1	1	4,580,606	2,294,491	50%	1,220,925	53%	27%
Renforcement de la résilience	SN02.01.011.SMP1	2	9,251,820	4,338,030	47%	2,236,581	52%	24%
Renforcement de la résilience	SN02.02.021.NPA1	3	11,143,678	6,778,223	61%	3,266,235	48%	29%
Renforcement de la résilience	SN02.02.021.CSI1	4	1,205,000	654,748	54%	444,093	68%	37%
Renforcement de la résilience	SN02.04.031.CAR1	5	19,373,382	11,484,060	59%	8,818,560	77%	46%
Renforcement de la résilience	SN02.05.041.CSI1	6	7,280,067	2,915,389	40%	1,502,957	52%	21%
Réponse aux crises	SN02.01.051.URT1	7	21,709,019	13,179,494	61%	3,730,403	28%	17%
Réponse aux crises	SN02.01.051.NPA1	8	4,956,477	2,599,515	52%	708,817	27%	14%
Renforcement de la résilience	SN02.02.021.SMP1	9	10,684,540	5,662,280	53%	3,680,236	65%	34%
Réponse aux crises	SN02.08.062.CPA1	10	2,069,060	701,657	34%	0		
	SN02.DS	DSC	7,381,049	4,334,478	59%	3,353,536	77%	45%
Total			99,634,698	54,942,365	55%	28,962,342	53%	29%

Source: CPB_-_Plan_vs_Actuals_Report_le 8.7.22 téléchargé le 8.7.22 - IRM Analytics

Tableau 29 : Dépenses 2018

2018		NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
SN01.01.011.URT1	1	\$ 5,660,095	\$ 303,718	5%	\$ 3,191,075	\$ 3,107,921	1023%	55%
SN01.01.011.SMP1	2	\$ 4,849,737	\$ 513,587	11%	\$ 2,170,166	\$ 2,052,600	400%	42%
SN01.02.021.NPA1	3	\$ 2,191,243	\$ 1,038,504	47%	\$ 1,797,471	\$ 1,401,641	135%	64%
SN01.02.021.CSI1	4	\$ 298,243	\$ 175,422	59%	\$ 68,941	\$ 54,983	31%	18%
SN01.03.031.ACL1	5	\$ 3,249,817	\$ 2,082,076	64%	\$ 2,596,000	\$ 2,191,546	105%	67%
SN01.03.031.CAR1	6	\$ 663,609	\$ 468,617	71%	\$ 649,627	\$ 522,982	112%	79%
SN01.03.031.SMS1	7	\$ 160,802	\$ 99,513		\$ -	\$ -	0%	0%
SN01.05.041.CSI1	8	\$ 421,978	\$ 225,638		\$ 242,484	\$ 211,999		
SN01.05.041.CSI2	9	\$ 220,000	\$ 53,020		\$ -	\$ -		
Direct Support Costs		\$ 1,025,314	\$ 346,813	34%	\$ 741,414	\$ 661,891	191%	65%
Grand Total		\$ 19,958,991	\$ 5,651,856	28%	\$ 12,112,450	\$ 10,860,835	192%	54%

Source: ACR5-A Rapport annuel de pays

Tableau 30 : Dépenses 2019

2019		NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
SN02.01.011.URT1	1	\$ 2,725,392	\$ 456,085	17%	\$ 846,273	\$ 844,094	185%	31%
SN02.01.011.SMP1	2	\$ 6,239,135	\$ 516,362	8%	\$ 2,629,794	\$ 1,401,165	271%	22%
SN02.02.021.NPA1	3	\$ 2,891,855	\$ 412,782	14%	\$ 475,891	\$ 453,575	110%	16%
SN02.02.021.CS11	4	\$ 190,000	\$ -	0%	\$ 90,201	\$ 61,642		32%
SN02.04.031.CAR1	5	\$ 2,912,975	\$ 2,136,857	73%	\$ 2,000,574	\$ 1,759,511	82%	60%
SN02.05.041.CS11	6	\$ 2,094,526	\$ 167,562	8%	\$ 391,775	\$ 391,573	234%	19%
SN02.01.051.URT1	7	\$ -	\$ -		\$ -	\$ -		
SN02.01.051.NPA1	8	\$ -	\$ -		\$ -	\$ -		
SN02.02.021.SMP1	9	\$ -	\$ -		\$ -	\$ -		
SN02.08.062.CPA1	10	\$ -	\$ -		\$ -	\$ -		
Direct Support Costs		\$ 1,152,431	\$ 300,000	26%	\$ 690,000	\$ 646,257	215%	56%
Grand Total		\$ 19,389,725	\$ 4,248,974	22%	\$ 7,664,772	\$ 5,938,469	140%	31%

Source: CPB_- Plan_vs_Actuals_Report_le 8.7.22 téléchargé le 8.7.22 - IRM Analytics , ACR5-A Rapport annuel de pays

Tableau 31 : Dépenses 2020

2020		NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
SN02.01.011.URT1	1	\$ 1,835,251	\$ 1,828,412	100%	\$ 488,439	\$ 376,830	21%	21%
SN02.01.011.SMP1	2	\$ 3,012,685	\$ 3,821,668	127%	\$ 1,278,014	\$ 1,193,790	31%	40%
SN02.02.021.NPA1	3	\$ 2,883,319	\$ 2,883,319	100%	\$ 1,113,690	\$ 921,164	32%	32%
SN02.02.021.CS11	4	\$ 216,667	\$ 220,000	102%	\$ 245,840	\$ 189,534	86%	87%
SN02.02.021.SMP1	9	\$ 2,028,066	\$ 1,175,964	58%	\$ 1,419,322	\$ 527,479	45%	26%
SN02.04.031.CAR1	5	\$ 3,466,501	\$ 2,822,819	81%	\$ 3,092,877	\$ 2,414,430	86%	70%
SN02.05.041.CS11	6	\$ 1,370,222	\$ 1,000,000	73%	\$ 573,439	\$ 472,171	47%	34%
SN02.01.051.URT1	7	\$ 9,791,397	\$ 5,797,964	59%	\$ 871,836	\$ 871,834	15%	9%
SN02.01.051.NPA1	8	\$ 1,397,580	\$ 712,212					
SN02.08.062.CPA1	10	\$ -	\$ -		\$ -	\$ -		
Direct Support Costs		\$ 1,572,285	\$ 1,559,626	99%	\$ 584,175	\$ 423,292	27%	27%
Grand Total		\$ 29,565,022	\$ 23,240,412	79%	\$ 9,958,156	\$ 7,276,020	31%	25%

Source: CPB_- Plan_vs_Actuals_Report_le 8.7.22 téléchargé le 8.7.22 - IRM Analytics, ACR5-A Rapport annuel de pays

Tableau 32: Dépenses 2021

2021		NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
SN02.01.011.URT1	1	\$ 16,654	\$ 9,995	60%	\$ 109,938	\$ -	0%	0%
SN02.01.011.SMP1	2	\$ -	\$ -		\$ 82,291	\$ 48,645		
SN02.02.021.NPA1	3	\$ 1,954,267	\$ 2,071,274	106%	\$ 1,574,208	\$ 1,390,790	67%	71%
SN02.02.021.CSI1	4	\$ 275,000	\$ 200,955	73%	\$ 185,634	\$ 151,440	75%	55%
SN02.02.021.SMP1	9	\$ 3,516,794	\$ 2,351,571	67%	\$ 3,685,026	\$ 2,700,870	115%	77%
SN02.04.031.CAR1	5	\$ 4,085,403	\$ 2,457,374	60%	\$ 8,928,530	\$ 3,819,517	155%	93%
SN02.05.041.CSI1	6	\$ 1,255,106	\$ 1,071,163	85%	\$ 709,296	\$ 544,711	51%	43%
SN02.01.051.URT1	7	\$ 5,075,758	\$ 3,616,850	71%	\$ 3,058,674	\$ 2,814,390	78%	55%
SN02.01.051.NPA1	8	\$ 1,302,051	\$ 856,066	66%	\$ 816,887	\$ 555,020	65%	43%
SN02.08.062.CPA1	10	\$ 568,040	\$ 568,040	100%			0%	0%
Direct Support Costs		\$ 1,415,539	\$ 1,068,986	76%	\$ 1,708,485	\$ 1,105,069	103%	78%
Grand Total		\$ 20,689,994	\$ 15,160,059	73%	\$ 29,157,292	\$ 14,358,494	95%	69%

Source: CPB_- Plan_vs_Actuals_Report_le 8.7.22 téléchargé le 8.7.22 - IRM Analytics, ACR5-A Rapport annuel de pays

Tableau 33: Dépenses 2022 (jusqu'à fin juin/six mois)

2022 (Jusqu'au 08.07.2022)		NBP	IP (Plan de mise en oeuvre)	IP (% du NBP)	Ressources disponibles	Dépenses	Dépenses (% IP)	Dépenses (% NBP)
SN02.01.011.URT1	1	\$ 1,654	\$ -			\$ -		
SN02.01.011.SMP1	2	\$ -	\$ -			\$ -		
SN02.02.021.NPA1	3	\$ 1,959,452	\$ 2,078,819	106%		\$ 1,057,679	51%	54%
SN02.02.021.CSI1	4	\$ 236,667	\$ 96,980	41%		\$ 44,586	46%	19%
SN02.02.021.SMP1	9	\$ 2,907,760	\$ 4,674,849	161%		\$ 503,649	11%	17%
SN02.04.031.CAR1	5	\$ 4,067,069	\$ 10,117,419	249%		\$ 1,222,174	12%	30%
SN02.05.041.CSI1	6	\$ 1,206,773	\$ 809,195	67%		\$ 229,004	28%	19%
SN02.01.051.URT1	7	\$ 3,947,936	\$ 2,219,322	56%		\$ 60,512	3%	2%
SN02.01.051.NPA1	8	\$ 1,241,421	\$ 1,926,626	155%		\$ 183,635	10%	15%
SN02.08.062.CPA1	10	\$ 625,000	\$ -	0%				0%
Direct Support Costs		\$ 1,720,861		0%		\$ 1,556,369		90%
Grand Total		\$ 17,914,593	\$ 21,923,208	122%		\$ 4,857,608	22%	27%

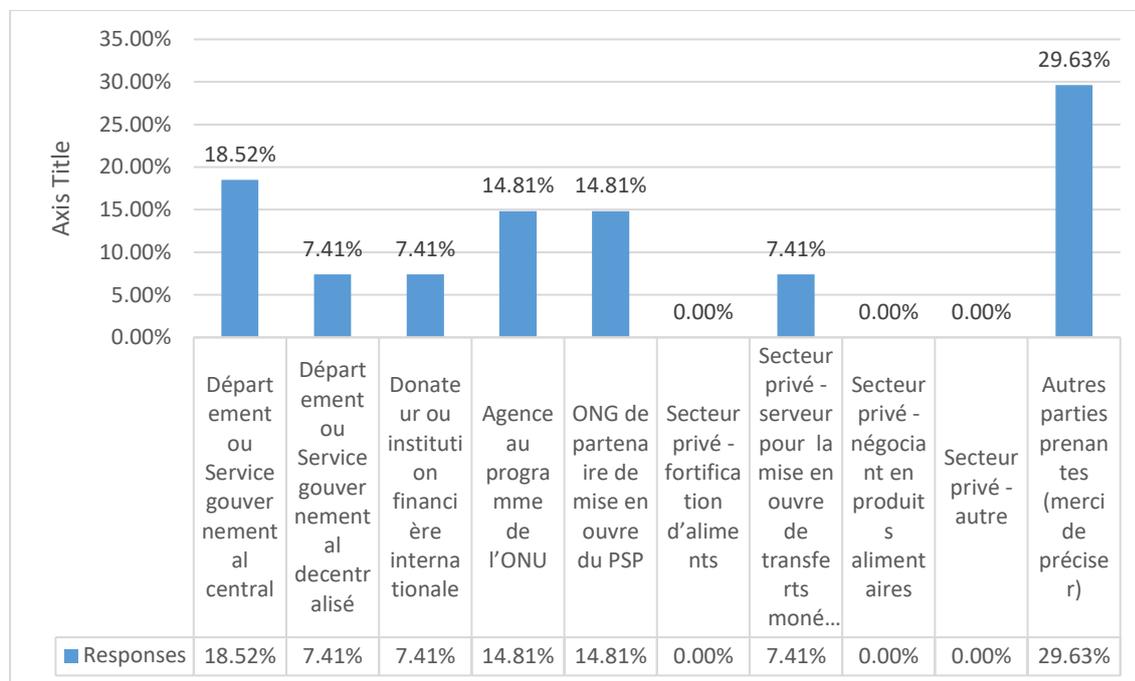
Source: CPB_- Plan_vs_Actuals_Report_le 8.7.22 téléchargé le 8.7.22 - IRM Analytics , ACR5-A Rapport annuel de pays

- Jusqu'à l'année 2020, les dépenses ont été systématiquement en-dessous du NBP et du Plan de mise en œuvre (Implementation Plan ou IP en anglais).
 - En 2020, la situation est relativement le contraire des deux années précédentes. Premièrement, le montant alloué au plan de mise en œuvre pour plusieurs EDS est supérieur au NBP – ceci est indicatif normalement d'une sous-estimation des besoins (NBP) dans le contexte du COVID-19. Deuxièmement, une moindre part des ressources financières disponibles et budgétisées a été dépensée (31 pour cent – voir Tableau 31) dans le plan annuel (IP). Cette sous-dépense générale traduit des retards dans la mise en œuvre des activités.
 - En 2021, la reprise post-COVID des activités fait que les dépenses pour plusieurs activités commencent à être supérieures aux fonds alloués pour cette année de programmation.
 - En 2022, la situation est peu claire – logiquement le taux de dépenses devait éventuellement atteint à 50 pour cent du plan (IP). Cependant, la nature des activités et le fait que certaines activités sont liées aux saisons – par exemple, Act. 1 Assistance à la soudure – rend la situation un peu plus compliquée. Pour certaines activités, il semble que la mise en œuvre soit conforme aux attentes – les dépenses, à un taux de plus de 50 pour cent, pour l'Activité 3 (voir Tableau 33), par exemple, sont le signe d'une situation positive.
- Et, comme expliqué auparavant, des sous-dépenses sur une période de 6 mois par rapport au plan annuel ne sont pas nécessairement indicatives d'une mise en œuvre tardive pour d'autres activités.

5. ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

6. Les types de parties prenantes auxquels appartiennent les 27 répondants au questionnaire de l'enquête sont détaillés dans la Figure 8.

Figure 8: Types de parties prenantes ayant répondu à l'enquête



Nom complet et acronyme de la Partie prenante externe /Partenaire :

Nombre de réponses à la question 27
Nombre de répondants ayant sauté la question 0

Nom, prénom et titre (votre identité restera anonyme) :

Nombre de réponses à la question 27
Nombre de répondants ayant sauté la question 0

PERTINENCE DES QUATRE GRANDS CHANTIERS DU PAM ?

	Pertinence très faible 1		Pertinence faible 2		Pertinence moyenne 3		Pertinence bonne 4		Pertinence très bonne 5		NSP		Total	Moyenne pondérée
Chantier 1 : REPONSES AUX CRISES ALIMENTAIRES (soudure, Covid-19, crise de la guerre d'Ukraine) :Transferts monétaires, vivres, interventions de nutrition	0.00%	0	0.00%	0	9.09%	2	40.91%	9	50.00%	11	0.00%	0	22	4.41
Chantier 2 : AMELIORATION DU STATUT NUTRITIONNEL : cantines scolaires, enfants en bas âge et leurs mères, éducation nutritionnelle, et supplémentation	0.00%	0	0.00%	0	8.70%	2	52.17%	12	39.13%	9	0.00%	0	23	4.3
Chantier 3 : DEVELOPPEMENT RURAL, RESILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MOYENS D'EXISTENCE :	4.55%	1	4.55%	1	13.64%	3	45.45%	10	27.27%	6	4.55%	1	22	3.9
...accès à des transferts monétaires en échange de la création d'actifs productifs et environnementaux (FFA)	0.00%	0	0.00%	0	4.55%	1	50.00%	11	40.91%	9	4.55%	1	22	4.38
...accès des petits producteurs à des intrants et à des formations agricoles	0.00%	0	4.55%	1	9.09%	2	36.36%	8	31.82%	7	18.18%	4	22	4.17
...accès à des services d'assurance agricole	4.76%	1	0.00%	0	4.76%	1	33.33%	7	33.33%	7	23.81%	5	21	4.19
...accès à des services d'information et d'inclusion financière, y compris banques céréalières villageoises	4.55%	1	0.00%	0	4.55%	1	27.27%	6	36.36%	8	27.27%	6	22	4.25
Chantier 4: RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DES SYSTEMES NATIONAUX ...:	0.00%	0	5.00%	1	0.00%	0	55.00%	11	35.00%	7	5.00%	1	20	4.26
- de sécurité alimentaire et nutritionnelle	0.00%	0	4.76%	1	4.76%	1	66.67%	14	23.81%	5	0.00%	0	21	4.1
- de protection sociale	0.00%	0	9.52%	2	9.52%	2	42.86%	9	33.33%	7	4.76%	1	21	4.05
- de résilience	4.76%	1	0.00%	0	9.52%	2	47.62%	10	38.10%	8	0.00%	0	21	4.14

- de coordination des partenaires techniques et financiers	4.76%	1	4.76%	1	4.76%	1	42.86%	9	33.33%	7	9.52%	2	21	4.05
... ET TRANSFERT GRADUEL AUX INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES DE LA GESTION (Chantier 4 cont.):	0.00%	0	5.26%	1	15.79%	3	47.37%	9	5.26%	1	26.32%	5	19	3.71
- des transferts monétaires aux ménages vulnérables face à la soudure	0.00%	0	4.76%	1	0.00%	0	47.62%	10	42.86%	9	4.76%	1	21	4.35
- des transferts monétaires aux ménages face à la crise Covid-19 et inflation/Ukraine	0.00%	0	9.09%	2	4.55%	1	50.00%	11	27.27%	6	9.09%	2	22	4.05
- des transferts monétaires en paiement de travaux de création ou entretien d'actifs (« FFA »)	0.00%	0	4.55%	1	9.09%	2	50.00%	11	22.73%	5	13.64%	3	22	4.05
- des actions de prévention et traitement de la nutrition infantile et maternelle	0.00%	0	4.55%	1	13.64%	3	54.55%	12	22.73%	5	4.55%	1	22	4
- des actions d'éducation nutritionnelle	0.00%	0	4.55%	1	13.64%	3	40.91%	9	22.73%	5	18.18%	4	22	4
- des actions de fortification	0.00%	0	4.55%	1	13.64%	3	40.91%	9	22.73%	5	18.18%	4	22	4
- de l'approvisionnement, de la formation, du suivi des opérations, du suivi nutritionnel et de la gestion des cantines scolaires	0.00%	0	4.35%	1	8.70%	2	39.13%	9	39.13%	9	8.70%	2	23	4.24
- des services de fourniture d'intrants et de formation agricole du programme R4	4.55%	1	0.00%	0	9.09%	2	27.27%	6	27.27%	6	31.82%	7	22	4.07
- des services d'information climatique du programme R4	4.55%	1	0.00%	0	9.09%	2	22.73%	5	36.36%	8	27.27%	6	22	4.19
- des services d'assurance agricole CNAAS du programme EDS3	4.55%	1	0.00%	0	9.09%	2	36.36%	8	18.18%	4	31.82%	7	22	3.93
- des services d'inclusion financière (épargne / crédit et BCV) du programme EDS3	0.00%	0	0.00%	0	9.09%	2	40.91%	9	18.18%	4	31.82%	7	22	4.13
Nombre de réponses à la question														23
Nombre de répondants ayant sauté la question														4

COMMENTAIRE SUR LA PERTINENCE DES INTERVENTIONS DU PAM FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Nombre de réponses à la question 17

Nombre de répondants ayant sauté la question 10

EFFICACITÉ DES QUATRE GRANDS CHANTIERS DU PAM

	Efficacité très faible 1		Efficacité faible 2		Efficacité moyenne 3		Efficacité bonne 4		Efficacité très bonne 5		NSP		Total	Moyenne pondérée
Chantier 1 : REPONSES AUX CRISES ALIMENTAIRES (soudure, Covid-19, crise de la guerre d'Ukraine) :Transferts monétaires, vivres, interventions de nutrition	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	29.41%	5	58.82%	10	5.88%	1	17	4.56
Chantier 2 : AMELIORATION DU STATUT NUTRITIONNEL : cantines scolaires, enfants en bas âge et leurs mères, éducation nutritionnelle, et supplémentation	0.00%	0	0.00%	0	5.56%	1	22.22%	4	61.11%	11	11.11%	2	18	4.63
Chantier 3 : DEVELOPPEMENT RURAL, RESILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MOYENS D'EXISTENCE :	0.00%	0	0.00%	0	17.65%	3	35.29%	6	35.29%	6	11.76%	2	17	4.2
...accès à des transferts monétaires en échange de la création d'actifs productifs et environnementaux	0.00%	0	0.00%	0	11.76%	2	35.29%	6	47.06%	8	5.88%	1	17	4.38
...accès des petits producteurs à des entrants et à des formations agricoles	0.00%	0	0.00%	0	0.00%	0	52.94%	9	23.53%	4	23.53%	4	17	4.31
...accès à des services d'assurance agricole	0.00%	0	0.00%	0	0.00%	0	52.94%	9	23.53%	4	23.53%	4	17	4.31

...accès à des services d'information et d'inclusion financière, y compris banques céréalières villageoises	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	35.29%	6	29.41%	5	29.41%	5	17	4.33
Chantier 4: RENFORCEMENT DES SYSTEMES NATIONAUX ...:	0.00%	0	0.00%	0	0.00%	0	60.00%	9	20.00%	3	20.00%	3	15	4.25
- de sécurité alimentaire et nutritionnelle	0.00%	0	0.00%	0	0.00%	0	41.18%	7	41.18%	7	17.65%	3	17	4.5
- de protection sociale	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	41.18%	7	35.29%	6	17.65%	3	17	4.36
- de résilience	0.00%	0	0.00%	0	12.50%	2	31.25%	5	43.75%	7	12.50%	2	16	4.36
- de coordination des partenaires techniques et financiers	0.00%	0	0.00%	0	17.65%	3	29.41%	5	35.29%	6	17.65%	3	17	4.21
... et TRANSFERT GRADUEL AUX INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES DE LA GESTION (Chantier 4 Cont.) :	0.00%	0	0.00%	0	18.75%	3	43.75%	7	12.50%	2	25.00%	4	16	3.92
- des transferts monétaires aux ménages vulnérables pour la soudure	0.00%	0	0.00%	0	17.65%	3	41.18%	7	35.29%	6	5.88%	1	17	4.19
- des transferts monétaires aux ménages en temps de crise (covid-19 et inflation/Ukraine)	0.00%	0	0.00%	0	23.53%	4	35.29%	6	23.53%	4	17.65%	3	17	4
- des transferts monétaires en paiement de travaux de création ou entretien d'actifs (« FFA »)	0.00%	0	0.00%	0	11.76%	2	41.18%	7	29.41%	5	17.65%	3	17	4.21
- des actions de prévention et traitement de la nutrition infantile et maternelle	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	41.18%	7	41.18%	7	11.76%	2	17	4.4
- des actions d'éducation nutritionnelle	0.00%	0	0.00%	0	5.56%	1	55.56%	10	16.67%	3	22.22%	4	18	4.14
des actions de fortification	0.00%	0	0.00%	0	11.76%	2	29.41%	5	23.53%	4	35.29%	6	17	4.18
- de l'approvisionnement, de la formation, du suivi des opérations, du suivi nutritionnel et de la gestion des cantines scolaires	0.00%	0	0.00%	0	11.11%	2	38.89%	7	38.89%	7	11.11%	2	18	4.31
- des services de fourniture d'intrants et de formation agricole du programme R4	0.00%	0	0.00%	0	13.33%	2	0.00%	0	40.00%	6	46.67%	7	15	4.5
- des services d'information climatique du programme R4	0.00%	0	5.88%	1	5.88%	1	11.76%	2	35.29%	6	41.18%	7	17	4.3

- des services d'assurance agricole CNAAS du programme R4	0.00%	0	5.88%	1	5.88%	1	17.65%	3	35.29%	6	35.29%	6	17	4.27
- des services d'inclusion financière (épargne / crédit et BCV) du programme R4	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	17.65%	3	35.29%	6	41.18%	7	17	4.5
Nombre de réponses à la question													18	
Nombre de répondants ayant sauté la question													9	

COMMENTAIRES SUR L'EFFICACITÉ DES INTERVENTIONS DU PAM FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Nombre de réponses à la question	9
Nombre de répondants ayant sauté la question	18

EFFICIENCE DE L'ENSEMBLE DU PROGRAMME PSP DU PAM :

	Efficience très faible		Efficience faible		Efficience moyenne		Efficience Bonne		Efficience très bonne		NSP		Total	Moyenne pondérée
	1	0	2	0	3	2	4	5	6	5				
Y A-T-IL RESPECT DES DELAIS ?	0.00%	0	0.00%	0	11.76%	2	23.53%	4	35.29%	6	29.41%	5	17	4.33
LA COUVERTURE ET LE CIBLAGE DES ZONES ET DES BENEFICIAIRES : SONT-ILS APROPRIES POUR GARANTIR QUE LES PERSONNES LES PLUS VULNERABLES BENEFICIENT DU PROGRAMME ?	0.00%	0	0.00%	0	5.56%	1	27.78%	5	55.56%	10	11.11%	2	18	4.56
EFFICIENCE DES MOYENS LOGISTIQUES ET OPERATIONNELS ?	0.00%	0	0.00%	0	5.88%	1	52.94%	9	23.53%	4	17.65%	3	17	4.21

COMMENTAIRES SUR L'EFFICIENCE DES INTERVENTIONS DU PAM FACE À L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Nombre de réponses à la question **12**
 Nombre de répondants ayant sauté la question **15**

Annexe 11 : Informations et analyses supplémentaires

1. La présente Annexe 11 contient :
 1. Une utilisation des évaluations antérieures pour la conception et la mise en œuvre du PSPI/PSP.
 2. Un aperçu géographique des interventions du PAM.
 3. Une analyse supplémentaire concernant la pertinence du PSP.
 4. Une analyse supplémentaire concernant QE2.1 EDS3 Activité 5 : Résilience.
 5. Un rappel et une analyse concernant la politique de protection du PAM.

1. UTILISATION DES ÉVALUATIONS ANTÉRIEURES DU PAM POUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PSPI ET DU PSP

1. Le présent tableau étaye le dernier paragraphe de la section 1.3 du Rapport. Il analyse la mesure dans laquelle la conception et la mise en œuvre du PSPI/PSP ont pris en compte l'évaluation du portefeuille PAM 2012-2016, de la synthèse régionale des évaluations des opérations en Afrique de l'Ouest et Centrale 2013-2017, et de l'évaluation de l'« Initiative 4R en faveur de la résilience rurale » (2013-2015)

Tableau 34 : Suivi des évaluations antérieures du PAM

DOCUMENTS D'ÉVALUATION ANTERIEURS		PRISE EN COMPTE DANS LE PSPI ET PSP	
Évaluation PAM Sénégal 2012-2016 IRAM			
Conclusions	Paragraphe 153. Le PP ne comporte pas une analyse de fond des questions de genre ni une stratégie globale ; il n'a pas non plus explicitement recherché une programmation sensible à la nutrition	Non reflété	Non reflété
Recommandations	R3. Mettre davantage l'accent sur le renforcement de capacité, le transfert des responsabilités et l'assise locale des actions.	Non reflété	Non reflété
	R5. Poursuivre les efforts dans la mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur les résultats.	Pris en compte	Pris en compte
	R6. Opérer une réorganisation stratégique des ressources humaines et revoir l'organisation interne du BP et des sous-bureaux.	En partie pris en compte	En partie pris en compte
	R7. Composante 1 - Adopter une planification pluriannuelle, consolider les activités déjà menées et rationaliser les partenariats en matière de développement rural et de réduction des risques de catastrophes.	Pris en compte	Pris en compte
	R8. Composante 2 – Appuyer une programmation sensible à la nutrition.	Insuffisamment pris en compte	Insuffisamment pris en compte
Operation Evaluations Series, Regional Synthesis 2013-2017: West and Central Africa Region			
Conclusions	Paragraphe 2.10 Transition remains a challenge for most operations. Effective	Peu pris en compte Transition/durabilité reste un des problèmes les plus importants.	Peu pris en compte Transition/durabilité reste un des problèmes les plus importants.

	handover of activities to governments occurred in only four operations	Donc conclusion peu prise en compte.	Donc conclusion peu prise en compte.
Enseignements tirés	Lesson 1. Enhance the approach to resilience building. Given the complexity and multi-faceted nature of resilience, WFP should develop a robust theory of change that better establishes short-, middle- and long-term outcomes and assumptions of resilience-oriented interventions in the West and Central Africa region. This should be based on an understanding of underlying causes of structural poverty and cyclical vulnerability in the region that impede sustainable development. Building on existing partnerships and alliances, as well on the conducive environment in the region for resilience work, WFP can enhance partnerships and nurture synergies with other key actors (such as Rome-based agencies) to reach shared resilience goals at the community level.	Non pris en compte Une TdC robuste concernant la Résilience n'est pas en place. Les causes cycliques (soudure) de la vulnérabilité n'ont pas fait l'objet d'études et de compréhension avancée – et il n'y a pas eu de contact avec les recherches de la BM sur la saisonnalité. Par ailleurs, le partenariat avec FAO et FIDA sur le terrain ne se traduit pas par des synergies vers des buts de résilience partagés.	Idem - Non pris en compte
	Lesson 2. Broaden support to national social protection mechanisms. WFP has shown commitment to supporting school feeding as a critical safety net in the region. WFP could similarly consider expanding its support to other national, social-protection systems by aligning its technical expertise and aid modalities, such as cash-based programmes, to relevant national mechanisms.	Non pris en compte. L'appui au système national de protection sociale n'a pas été vraiment élargi comme recommandé ici. Il n'y a pas eu d'alignement des activités de distribution d'argent aux ménages par le PAM sur le mécanisme national de distribution (PNBSF).	Non pris en compte Idem
	Lesson 3. Invest in operation designs for	Non pris en compte.	Non pris en compte. L'investissement dans

	<p>increased effectiveness. In line with recommendations of nine evaluations, WFP should invest efforts in improving the theory of change of its interventions. Assumptions and intervention logics should be based on solid evidence, including gender analysis, and revisited during implementation. Internal synergies and complementarities within programme components should be sought to increase efficiency and impact</p>	<p>L'investissement dans la conception des opérations du PSPI n'a pas compris de TdC.</p>	<p>la conception des opérations de PSP n'a pas été aligné sur cette leçon. Il n'y a pas eu de TdC. Les hypothèses et la logique des interventions n'ont pas fait l'objet d'une analyse rigoureuse. La crise COVID-19 a induit un changement dans la conception du PSP, mais ce changement ne s'est pas appuyé sur une TdC reconstruite et ajustée.</p>
	<p>Lesson 4. Improve monitoring and information management systems. All evaluations reported limitations in the monitoring systems and/or of the quality, availability, reliability and/or use of data captured through them, and recommendations consistently advise WFP to take action to address concerns. Significant effort has been devoted to improving monitoring and evaluation systems, staff, technical skills and partners' monitoring capacities, yet the return on investment in terms of significant improvement of data availability and reliability is not apparent in the evaluations of the period 2013-2016. WFP should enhance this commitment in its upcoming country strategy planning processes.</p>	<p>Partiellement pris en compte. Cette leçon concernant les faiblesses du système de S/E n'a été que très partiellement prise en compte dans la conception et la mise en œuvre du PSPI.</p>	<p>Partiellement pris en compte. Des efforts sont menés depuis 2021 pour améliorer le système de S/E, mais le BP doit encore surmonter de nombreux obstacles pour un suivi satisfaisant. Les causes de cette situation sont les suivantes : i) L'unité RAM du BP est insuffisamment dotée en personnel ; ii) insuffisantes capacités de S/E de certains partenaires (cantines) ; iii)) lenteurs dans le partage des données par les institutions du Gouvernement ; iv) vacances de postes et taux de rotation de l'équipe RAM ; v) surcroît de complexité de gestion et de S/E des opérations depuis la COVID-19 et les RB.</p>
	<p>Lesson 5. Enhance the enabling role of WFP. WFP should enhance its enabling role by further supporting governments</p>	<p>Non pris en compte. Le rôle du PAM dans l'appui aux politiques publiques et dans l'accroissement de leur</p>	<p>Non pris en compte. Le rôle du PAM dans l'appui aux politiques publiques et dans l'accroissement de leur</p>

	<p>in preparation of policy and strategic frameworks and capacity strengthening. The opportunity of country strategic processes will afford WFP the opportunity to conduct a thorough assessment of country priorities towards “zero hunger”, and, in doing so, to map relevant gaps in a governments’ policy, institutional and operational frameworks. With this knowledge in hand and building on its strong partnerships with national institutions and with other resilience, food security and nutrition platforms and initiatives in the country, WFP can sharpen its approach to capacity building and policy influence in those areas where it has a comparative advantage.</p>	<p>visée stratégique pour aborder la SAN, les urgences, la protection sociale et la résilience, n’a pas été amélioré pendant le PSPI.</p>	<p>capacité stratégique à aborder la SAN, les urgences, la protection sociale et la résilience n’a pas été amélioré pendant le PSP – et les premières recommandations de l’EE concernent ce renforcement.</p>
--	--	---	---

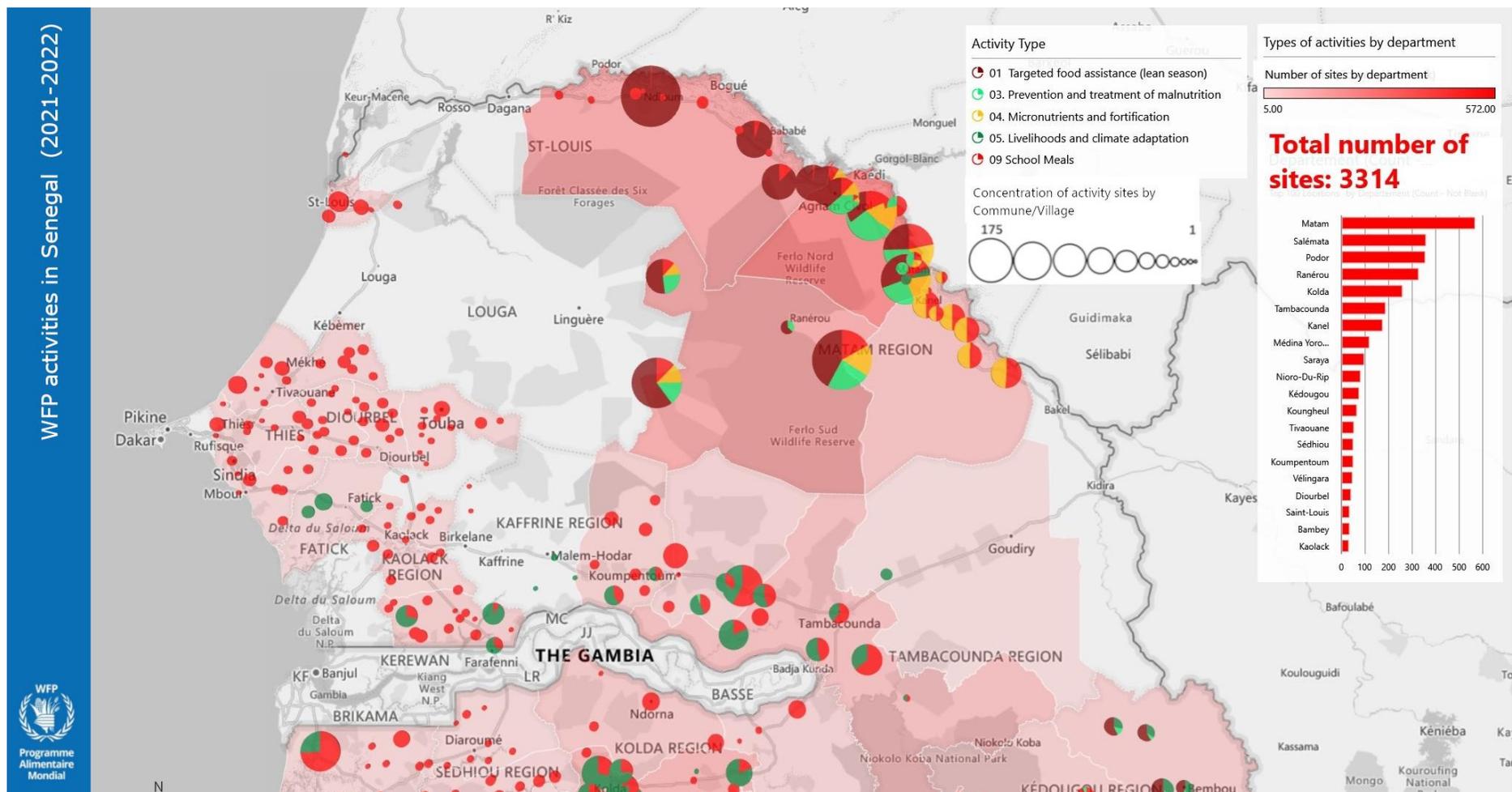
IMPACT EVALUATION OF THE R4 RURAL RESILIENCE INITIATIVE IN SENEGAL FINAL EVALUATION NOVEMBER 2016

Recommendations	<p>R A. Recommendations on further assessments of the effects of investments by participant households: Undertake in 2017 a follow-up study of indicators of income, assets, and investments in order to assess the impact of savings, investments in revenue-generating activities and increased cattle ownership.</p>	<p>Non pris en compte. À la connaissance de l’EE, cette étude de suivi n’a pas été réalisée ni en 2017 ni par la suite en 2018 pendant le PSPI.</p>	<p>Non pris en compte. À la connaissance de l’EE, cette étude de suivi n’a pas été réalisée ni en 2017 ni par la suite pendant le PSP.</p>
	<p>R B 1 Provide targeted support to households headed by illiterates and females to minimize the effect of shocks on their food security and to speed up their recovery.</p>	<p>Non pris en compte. Le ciblage affiné sur les ménages dont le chef est analphabète ou bien est une femme n’a pas été mis en place.</p>	<p>Non pris en compte. Le ciblage affiné sur les ménages dont le chef est analphabète ou bien est une femme n’a pas été explicitement mis en place.</p>
	<p>R B2 Expand support for agriculture production to address other stresses that inhibit productivity; further protect</p>	<p>Pris en compte en partie par les PC.</p>	<p>Pris en compte en partie par les PC.</p>

	<p>households' food security against shocks. While the program's support for rice and vegetable cultivation—through the provision of inputs and the implementation of improved water management techniques—has enabled households to increase their production, other ongoing stresses continue to limit their attainment of higher yields. In particular, households indicate that insect invasion of their vegetable gardens and the destruction of crops by freely grazing livestock due to poor fencing on farms are threats to their agricultural activities. Additionally, the lack of agricultural equipment is a challenge for crop production. Some participants also indicated that they received seeds and fertilizer from the program too late in the last agriculture season. Addressing these challenges will improve production and strengthen households' buffer against shocks to food security.</p>		
	<p>R C1 Expand and deepen support for households undertaking income-generating activities that can help place them on a positive income trajectory post shocks. The strong reliance of households on agriculture as their main source of livelihood makes crop production a good starting point for activities aimed at improving household incomes. However, as indicated earlier in the analysis, despite the fact that participant</p>	<p>Pris en compte en partie par les PC par la diversification des actions des GIE et les diverses AGR promues,</p>	<p>Idem. Pris en compte en partie par les PC par la diversification des actions des GIE et les diverses AGR promues.</p>

	households improved their staple crops production, the proportion of output they were able to sell remained limited. In addition to continuing to help households achieve further increases in their yields (in order to ensure that they have a surplus to sell after accounting for their own consumption), the program can initiate a number of targeted measures to incentivize commercialization		
--	---	--	--

2. APERÇU GÉOGRAPHIQUE DES ACTIVITÉS DU PAM SÉNÉGAL (2022)



3. ANALYSE SUPPLÉMENTAIRE CONCERNANT LA PERTINENCE (QE1)

2. Cette section présente une analyse de l'alignement du PSPI/PSP sur le Plan Sénégal Émergent et sur le PNUAD.

3. L'analyse des axes stratégiques Plan Sénégal Émergent et des Effets directs stratégiques du PSPI et du PSP révèle un degré satisfaisant d'alignement sur les politiques publiques du PSE, comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 35: Alignement du PSPI et du PSP sur les axes stratégiques du PSE

PSE (2014 -2023)		PSPI et PSP (2018 - 2023)
Axes stratégiques	Résultats escomptés	Effets directs stratégiques
Transformation structurelle de l'économie et croissance	Création durable de richesse et éradication de la pauvreté sous toutes ses formes	EDS1 : Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées, y compris les enfants d'âge scolaire, ont accès à des aliments adéquats et nutritifs tout au long de l'année.
		EDS2 : Les populations vulnérables dans les départements ciblés, y compris les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont amélioré leur état nutritionnel tout au long de l'année.
		EDS3 : Les populations et les communautés en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques et à d'autres risques, dans les zones ciblées, ont des moyens de subsistance résilients et des systèmes alimentaires durables tout au long de l'année.
		EDS5 : Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises.
Capital humain, protection sociale et développement durable	Amélioration de l'offre et la demande de services sociaux et de la couverture de la protection sociale	EDS6 : Les partenaires humanitaires et de développement ont accès à des services communs tout au long de l'année.
Gouvernance, institutions, paix et sécurité	Promotion d'une bonne gouvernance, du développement local, de la paix et de l'intégration africaine	EDS4 : Les institutions nationales et locales ont renforcé leurs capacités à gérer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et les programmes de renforcement de la résilience d'ici 2023.

Tableau 35 : Alignement du PSPI et du PSP sur les axes stratégiques du PNUAD 2019-2023

4. Le PSP appuie les trois axes stratégiques du PNUAD, contribuant à ses effets 1, 2 et 3 (Politique économique, Emploi et Environnement) et à ses effets 4, 5 et 6 (Éducation, Santé, Nutrition et Protection sociale).

PNUAD (2019 -2023)		PSPI et PSP (2018 - 2023)
Axes stratégiques	Effets escomptés	Effets directs stratégiques
1. Croissance économique inclusive et durable	<i>Effet 1 : D'ici 2023, les institutions en charge du pilotage de l'économie élaborent et mettent en œuvre des politiques sectorielles intégrées contribuant à la transformation structurelle de l'économie, à la réduction des inégalités et à la capture du dividende démographique</i>	EDS1 : Les populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones ciblées ont accès à des aliments adéquats pendant la soudure
		EDS5 : Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises
		EDS2 : Les populations vulnérables dans les départements ciblés, y compris les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont amélioré leur état nutritionnel tout au long de l'année.
	<i>Effet 2 : D'ici 2023, les populations les plus vulnérables bénéficient des opportunités économiques pour l'amélioration de leur sécurité alimentaire et la création de richesse</i>	EDS3 : Les populations et les communautés en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques et à d'autres risques, dans les zones ciblées, ont des moyens de subsistance résilients et des systèmes alimentaires durables tout au long de l'année.
<i>Effet 3 : D'ici 2023, les communes vulnérables renforcent leur résilience face aux effets induits du changement climatique et contribuent à la protection des écosystèmes</i>	EDS3 : Les populations et les communautés en situation d'insécurité alimentaire exposées aux chocs climatiques et à d'autres risques, dans les zones ciblées, ont des moyens de subsistance résilients et des systèmes alimentaires durables tout au long de l'année.	
	EDS5 : Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises.	

2. Accès aux services sociaux de base de qualité et protection sociale	<i>Effet 4 : D'ici 2023, les institutions en charge de l'éducation et de la formation mettent en œuvre des politiques efficaces et efficaces permettant d'assurer l'accès des enfants et des populations les plus vulnérables à des offres d'éducation et de formation de qualité - notamment les filles, les handicapés, les enfants hors de l'école, les jeunes et adultes défavorisés, et les populations des milieux ruraux et péri-urbains</i>	EDS4 : Les institutions nationales et locales ont renforcé leurs capacités à gérer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la protection sociale et les programmes de renforcement de la résilience d'ici 2023.
		EDS2 : Les populations vulnérables dans les départements ciblés, y compris les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et d'autres personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, ont amélioré leur état nutritionnel tout au long de l'année.
	<i>Effet 5 : D'ici 2023, les populations les plus vulnérables ont un meilleur accès à des services intégrés de santé, de nutrition, d'eau, d'hygiène, et d'assainissement de qualité</i>	EDS5 : Les ménages et les communautés touchés par les crises dans les zones ciblées peuvent satisfaire à leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base pendant et après les crises.
	<i>Effet 6 : D'ici 2023, les populations les plus vulnérables bénéficient d'une protection sociale améliorée et d'une protection contre les violences, les pratiques néfastes et discriminatoires.</i>	
3. Gouvernance, paix et sécurité	<i>Effet 7 : D'ici 2023, les institutions nationales et locales améliorent la qualité et l'équité dans l'offre des services publics en vue de la promotion de la paix, de la sécurité et de l'efficacité de la gouvernance.</i>	Thèmes transversaux du PSP : principes humanitaires, protection, responsabilité envers les populations affectées, égalité des sexes, équité et inclusion, environnement, changement climatique. Nexus Humanitaire-Développement-Paix.
	<i>Effet 8 : D'ici 2023, les groupes les plus vulnérables exercent pleinement leurs rôles de contrôle citoyen dans les politiques publiques en vue de la promotion de la paix, de la sécurité et de l'efficacité de la gouvernance</i>	

4. ANALYSE SUPPLÉMENTAIRE CONCERNANT L'EFFICACITÉ DE L'EDS 3, ACTIVITÉ 5 RÉSILIENCE (QE2)

5. L'analyse passe en revue le niveau de réalisation des principaux produits attendus ainsi que des effets attendus.

Niveau de réalisation des produits attendus

6. L'EDS (Activité 5) génère les produits (*outputs*) du PSP appelés :
- « A » « Assistance alimentaire pour la création d'actifs communautaires » (Food for Assets, « FFA »),
 - « D » « Appui aux moyens de subsistance, à la productivité et à la résilience » et
 - « G » Gestion, prise et transfert de risques, y compris les assurances agricoles.
7. Depuis 2020, dans le cadre de EDS3, le projet du Fond vert pour le climat (FVC) est mis en œuvre en s'appuyant sur l'approche 4R, en réalisant dans les communautés ciblées par les résultats du Cadre harmonisé et du RNU : i) d'abord un Plan communautaire participatif (PCP)²¹ remis à jour tous les 3 ou 4 ans ; les PCP du FVC ont bénéficié de la coordination et de la rédaction des équipes régionales du SE-CNSA²² ; ii) ensuite les diverses activités liées aux produits « A », « D » et « G » ci-dessus.

PRODUIT/OUPUT « A »

Gestion et résultats des activités « Assistance alimentaire pour la création d'actifs communautaires » (Food for Assets, « FFA ») - « Output A », partie de la composante de « Réduction des risques » de l'approche 4R

8. **Les travaux FFA** consistent en : i) des travaux d'aménagement de bas-fonds par cordons pierreux, digues et diguettes pour la riziculture pluviale – et d'installations de gabions – comme mesures de défense et restauration des sols (DRS) ; ii) d'installations et d'équipements (grillages, puits) de jardins maraîchers gérés par des groupes de femmes ; iii) de créations de pépinières et opérations de reboisement, ou de régénération naturelle assistée des arbres (RNA)²³ ; iv) de structures de rétention d'eau pour l'abreuvement des animaux ; v) de divers autres travaux d'intérêts collectifs (fosses de compostage, propreté du village, marres d'aquaculture, restauration de pistes rurales, etc.).

9. Les graphiques ci-dessous synthétisent les résultats obtenus pour les principales réalisations :

10. **L'aménagement des bas-fonds pour la riziculture est la principale activité FFA.** Au titre des FFA d'aménagement de bas-fonds par cordons pierreux, digues et diguettes pour la riziculture pluviale des digues ont été construites à raison d'environ 10 km/an en 2020 et 2021, et réhabilitées à hauteur de 11 km et 18 km/an ces mêmes années respectivement (voir Figures 2 et 3). Quant aux diguettes, elles ont été restaurées sur 46 km et 54 km en 2020 et 2021 respectivement (Figure 4). Enfin, l'appui du PAM aux surfaces emblavées appuyées par l'EDS3 a atteint 3 600 ha et 4 700 ha respectivement en 2020 et 2021.

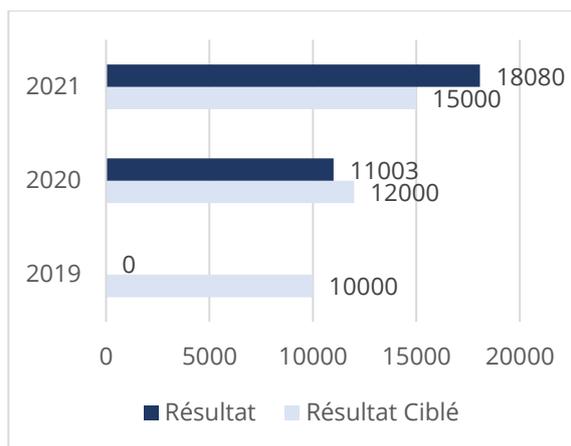
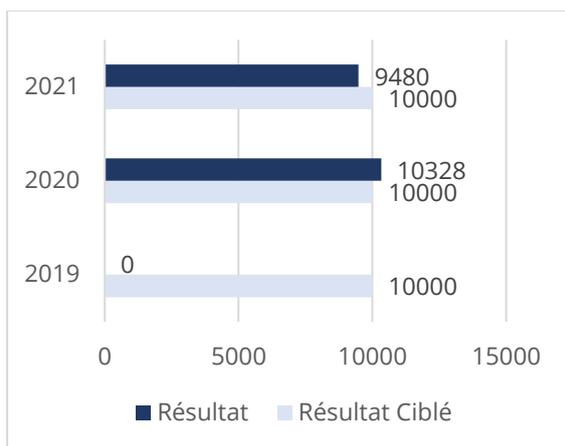
Figure 9 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de digues de maîtrise des crues construites (D1.1.110), 2019-2021

Figure 10 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de digues de maîtrise des crues rétablies (D1.1.152), 2019-2021

²¹ Le coût moyen d'un PCP est de USD 6 000,

²² Un rapport interne relève des insuffisances de certains PCP. Les cartes villageoises devraient être utilisées les plans d'aménagement du terroir, avec des séquences d'investissements sur plusieurs années et servir pour discuter les droits fonciers.

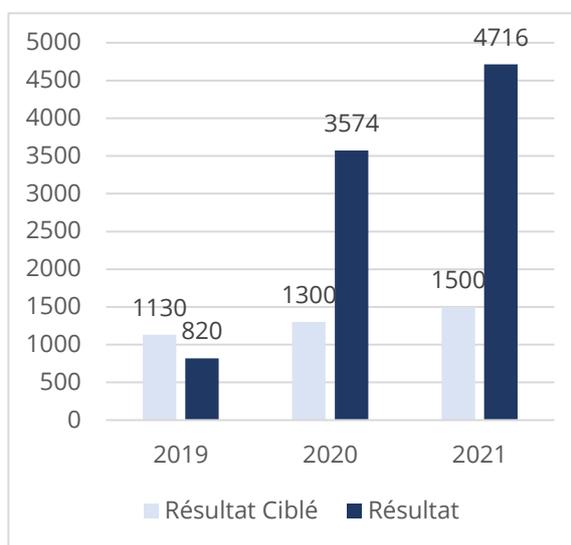
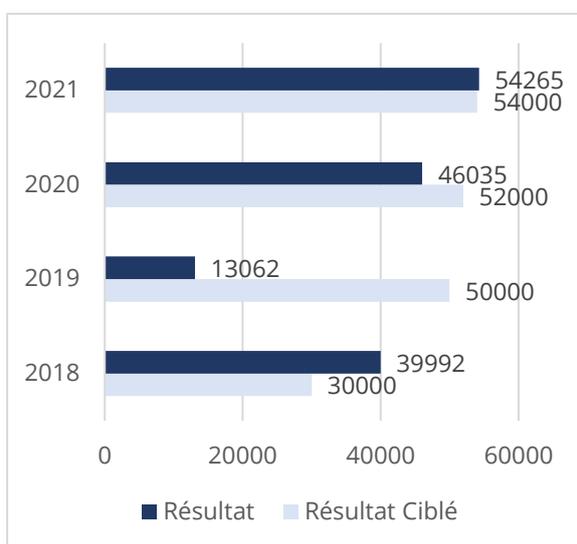
²³ Promu avec succès entre autres régions dans le Saloum par l'ONG Symbiose Sénégal et dans Kédougou par World Vision.



Source : COMET, CM-R008 2018-2019 [05/04/22], 2020-21 [17/05/22],

Figure 11 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Mètres linéaires (m) de diguettes rétablies (D1.43), 2019-2021

Figure 12 : EDS 3, Activité 5 – FFA - Surfaces cultivées avec l'appui de EDS3 (D1.8), 2019-2021



Source : COMET, CM-R008 2018-2019 [05/04/22], 2020-21 [17/05/22]

11. **Selon certains informateurs et rapports d'évaluation internes²⁴, ces actifs ne sont pas systématiquement structurants** – en particulier les aménagements de bas-fonds pour la riziculture. Leur qualité dépend fortement du PC et varie d'une région à une autre²⁵. L'aménagement des bas-fonds relève de la problématique plus large des bassins versants et ne semble pas respecter rigoureusement certaines normes techniques (environnementales et agronomiques)²⁶. « Certains travaux d'aménagement prévus par des FLA ne sont pas prévus par le projet FVC ou bien sont mal calibrés ou budgétisés »²⁷. Les services

²⁴ PAM, (2022) *Rapport final mission Sénégal (Fabio Bedini, septembre-novembre 2021). Document de travail sur la mise en œuvre du projet FVC/GCF en 2020 et 2021*, et rapport d'évaluation à mi-parcours du FVC.

²⁵ PAM, (2022) *Rapport final mission Sénégal (Fabio Bedini, septembre-novembre 2021). Document de travail sur la mise en œuvre du projet FVC/GCF en 2020 et 2021*

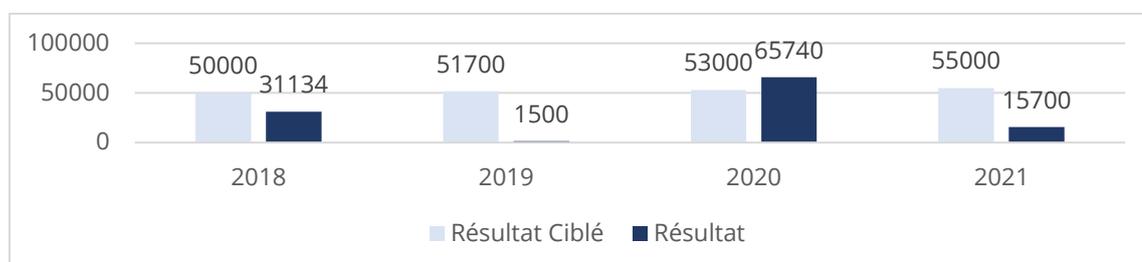
²⁶ Les Directions régionales des eaux et forêts (DREF) pourraient promouvoir de telles normes pour assurer la durabilité des aménagements réalisés, mais elles ne sont pas impliquées le plus souvent par les PC.

²⁷ Ibid.

locaux des Eaux et Forêts compétents pour ces problématiques soit ne sont pas impliqués ou consultés par les PC, soit manquent de capacités techniques.

12. **Les activités de reforestation sont encore importantes.** Toutefois certains PC lui préfèrent la régénération naturelle assistée, dont l'expérience prouve selon certaines études une efficacité plus intéressante en matière de DRS. Cette approche est activement promue par l'ONG Symbiose Sénégal.

Figure 12 : EDS3, Activité 5 – FFA - Reforestation : Nombre de plants de pépinières produits (D1.98) 2018-2021



Source : COMET, CM-R008 2018-2019 [05/04/22], 2020-21 [17/05/22]

OUTPUT/PRODUIT « D »

Gestion et résultats du volet « Les bénéficiaires tirent des avantages des actifs construits ou réhabilités et d'autres interventions d'appui à leurs moyens de subsistance pour améliorer leur productivité et leur résilience à des chocs climatiques récurrents » : « Output D » partie de la composante de « Réduction des risques » de l'approche 4R

13. **La productivité et la résilience des petits producteurs est améliorée.** En complément des FFA l'Activité 5 fournit des intrants – en particulier des semences certifiées de maïs, mil sorgho et niébé – et appuie la création et l'entretien de jardins maraîchers, de jardins scolaires, et la mise à disposition de fours ou autres dispositifs de cuisson améliorés. Ces dotations sont accompagnées de formations techniques qui sont bien appréciées par les bénéficiaires. Les indicateurs quantitatifs des produits par rapport aux résultats ciblés dans les ACR sont satisfaisants et les FGD reflètent une appréciation positive de ces appuis. Entre 2018 et 2021, les surfaces emblavées et appuyées par le PAM sont passées de 820 ha/an à 4 120 ha/an, dépassant largement les attentes en 2020 et 2021.

14. **Les collaborations avec des cantines scolaires ou des « champs-écoles » restent très occasionnelles et marginales.** Leur nombre était de 25 en 2021. Les cantines scolaires ne fonctionnent pas comme « point d'entrée » ou facteur d'agrégation et de coordination / collaboration entre les divers EDS et entre les composantes de l'Activité 5.

15. Par ailleurs, le projet sous-régional « SD3C G5 Sahel plus Sénégal » mené par les trois RBA a fait l'objet de la part du PAM d'une avancée significative à Ogo, région de Matam en ayant recours entre autres à des FFA. Les terres mises en valeur par la technique des « demi-lunes » sont confrontées à la divagation d'animaux qui appellent des efforts d'équipement (protections), de gestion (surveillance) et de gouvernance locale (relations entre éleveurs et agriculteurs).

PRODUIT/OUTPUT « G »

Gestion et résultats du volet « Gestion des risques et assurances » : « Output G » - qui rassemble des résultats et produits qui font partie des composantes « gestion des risques », « prise de risque » et « transfert des risques » de l'approche 4R

16. **Les services d'informations climatique constituent l'un des points forts** de l'activité 5. Le partenariat avec l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) et une entreprise privée (Jokalanté) a mis en place : i) un service de messages téléphoniques en langue locales deux fois par semaine à environ 4 000 ménages de petits producteurs (2021) et ii) des programmes de radio rurale hebdomadaires (50 en 2021, informant sur les précipitations et les pratiques culturelles recommandables) qui ont touché plus de 820 000 foyers en 2021. L'enquête de satisfaction des usagers est positive. La durabilité dépendra du financement des services ANACIM et Jokalanté.

Figure 13 : EDS 3, Activité 5 – Nombre de personnes ayant reçu des informations sur les risques climatiques via communication directe (Téléphone ou face-à-face) (G.8*4), 2019-2021

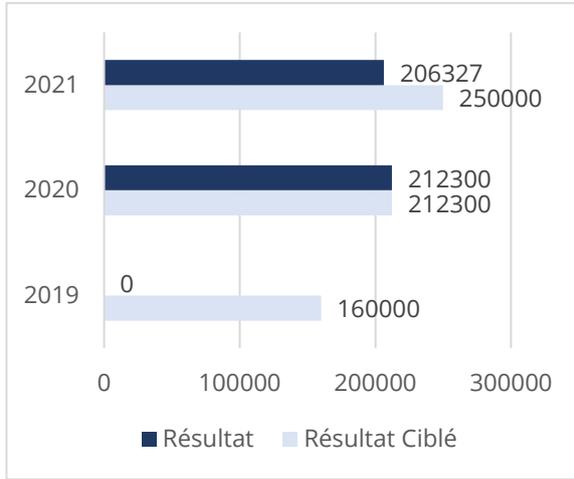
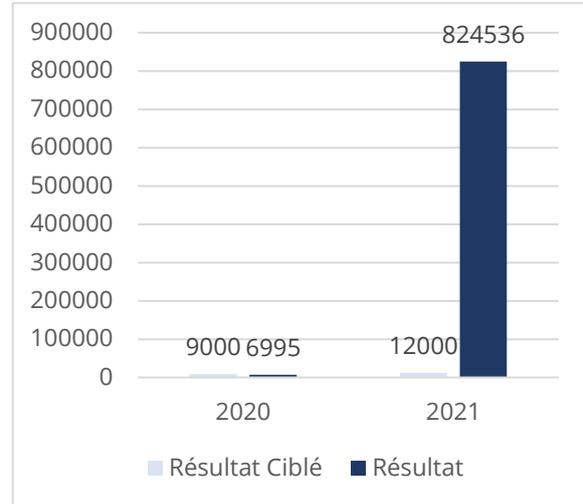


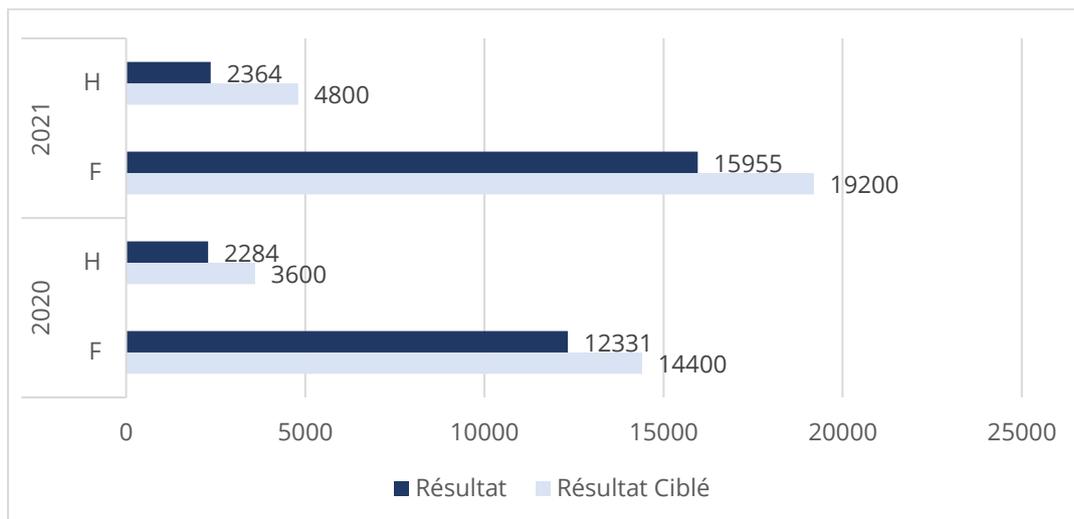
Figure 14 : EDS 3, Activité 5 – Nombre de personnes ayant écouté les programmes radio d'information sur les risques climatiques et les bonnes pratiques culturelles (G.8*5), 2020-2021



Source : COMET, CM-R008 2018-2019 [05/04/22], 2020-21 [17/05/22],

17. **L'inclusion financière est une autre activité à succès.** Les groupes d'épargne et de crédit (GEC) et formations pour l'inclusion financière connaissent un engouement et des résultats de plus en plus durables et encourageants. Les GEC soutiennent diverses activités génératrices de revenus et la formation légale de Groupements d'intérêt économiques (GIE). Depuis 2018, le PAM a consolidé ou créé 775 GEC rassemblant 18 000 membres, dont 87 pour cent de femmes. La moitié a bénéficié de prêts à court terme, Et environ un tiers a reçu des formations d'éducation financière. Ces groupes ont renforcé la cohésion sociale et la résilience des collectivités. (Figure 16 ci-dessous)²⁸.

Figure 16 : EDS3, Activité 5 – Nombre de participants aux initiatives d'inclusion financière (G4*1) 2020-2021



Source : COMET, CM-R008 2018-2019 [05/04/22], 2020-21 [17/05/22]

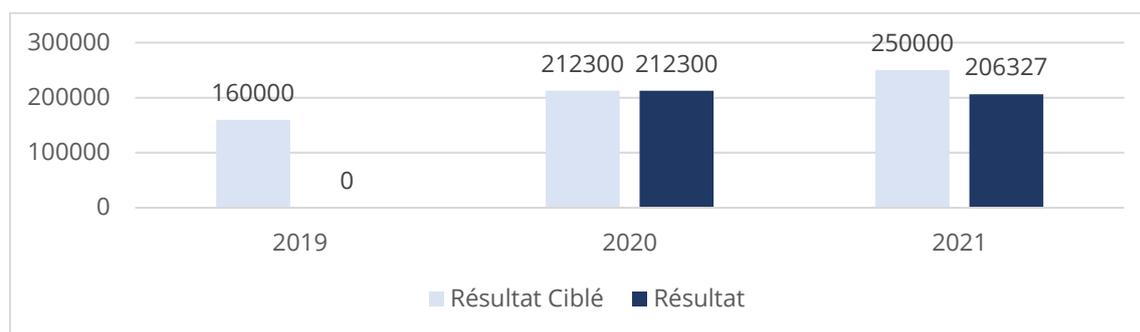
²⁸ LI 63

18. Les Banques céréalières villageoises (BCV) font l'objet d'un partenariat du PAM avec la Direction de l'agriculture (DA) du MAER à Dakar mais sur le terrain, la revitalisation attendue des centaines de BCV constituées au Sénégal n'a pas connu de succès substantiel. La formalisation d'accords avec des institutions locales de microfinance pour mettre en place de véritables dispositifs de warrantage se trouve à un stade embryonnaire. L'EE n'a pas eu accès à des preuves autres qu'anecdotiques concernant le warrantage, lequel appelle de substantiels efforts de formation et de mise en place de partenariats avec les institutions locales de microfinance ²⁹.

19. **Les assurances agricoles CNAAS ont touché un nombre croissant de producteurs** pendant le PSP, cf. 15 000 ménages en 2021. La CNAAS est très peu présente sur le terrain et délègue les tâches de collecte de prime, de sensibilisation et d'indemnisation à des acteurs locaux³⁰. Les primes d'assurances collectées ont atteint plus de 200 000 USD en 2020 et 2021. La CNAAS fait des progrès d'organisation et de sensibilisation tout en préservant son équilibre financier avec un faible investissement en effectifs sur le terrain. Le coût d'un assuré pour la CNAAS est de 16 000 FCFA annuels, dont la moitié est versée par l'État, lequel envisage de pérenniser une telle subvention (cf. revue SNPS 2022)³¹. Des discussions sont en cours entre le GdS et la BM pour trouver un nouveau *business model* garantissant la durabilité des services d'assurance agricole et leur prise en compte dans la politique de protection sociale.

20. **Deux solutions d'assurance sont mises en œuvre**, proposées au tarif de 8 000 FCFA : i) un indice pluviométrique (données ANACIM) ³² contre le risque sécheresse autour des stations pluviométriques de la région de Kolda et de Kaolack (Nioro). La somme assurée est de 200 000 FCFA ; ii) un indice satellitaire (IRI) ³³ couvrant l'ensemble des cultures pluviales contre le risque sécheresse. Pour l'instant cet indice est appliqué à Fatick, Kaffrine (Kongheul) et Tambacounda. La somme assurée est de 100 000 FCFA³⁴.

Figure 17 : Primes d'assurance CNAAS collectées (en USD) par le PAM à travers les PC et GIE 2019-2021



Source : Source : Indicateur G2. *2 ///EDS3 Graphics CSPE (données 2019 ?)

²⁹ LI 64

³⁰ A partir de 2021, à Tambacounda et Kolda l'assurance est distribuée à travers 12 GIE et 7 EPC qui devraient recevoir de la CNAAS 10% de commissions. C'est à travers la médiation des PC que ces groupements sensibilisent et forment les producteurs et productrices.

³¹ Il semble toutefois que pour l'instant l'Etat a des problèmes à subventionner les primes (PAM, (2022) *Rapport final mission Sénégal (Fabio Bedini, septembre-novembre 2021). Document de travail sur la mise en œuvre du projet FVC/GCF en 2020 et 2021*)

³² Les cultures couvertes sont pour 35% l'arachide « 90 », le riz (33%), le mil (17%) et 8% l'arachide « 110 ».

³³ Cet indice a été ajusté en 2021 sur la base des recommandations d'un groupe de travail sur les assurance agricoles (CNAAS, ANACIM, ISRA et Université Cheick Anta Diop) et des retours du terrain. Cet indice couvre maintenant la sécheresse pour 3 phases (début, milieu et fin): a) un « Indice précoce » cible les périodes de sécheresse immédiatement après le semis. b) un « Indice milieu » cible les périodes de sécheresse du cycle de croissance ; et c) un « Indice tardif » cible l'arrêt très précoce des précipitations.

³⁴ En outre, un produit hybride « satellite + rendement » est couramment testé à Tambacounda. Enfin, la CNAAS a aussi développé un produit évapotranspiration mais qui n'est pas très répandu. 44% des souscriptions sont couvertes via l'indice pluviométrique, les 56% restant sont couvertes avec l'indice satellite.

21. Le degré de compréhension par les villageois des mécanismes de déclenchement des indemnités des assurés reste faible. La formation des cadres des GIE étant encore insuffisante, pour l'instant ce sont les animateurs des ONG La Lumière, ou Symbiose (Nioro), PASA LouMaKaf (Kongheul) et Provale CV (Fatick) qui expliquent et collectent les souscriptions. Certains acteurs estiment que les efforts de communication de la CNAAS vis-à-vis de ses assurés sont insuffisants.

22. Le PAM s'interroge actuellement sur le choix de l'indice – ou des indices – à promouvoir pour ces micro-assurances : la CNAAS et les producteurs préfèrent l'indice pluviométrique³⁵, et il est envisagé d'abandonner éventuellement l'indice satellitaire. Il s'agit néanmoins d'un vaste chantier qui demande réflexion et organisation, et des investissements non négligeables³⁶.

23. Pour l'instant, le PAM promeut la continuation des micro-assurances à travers des groupements d'intérêt économique (GIE) villageois, en y stimulant la mobilisation de l'épargne pour le paiement des primes³⁷.

24. Comme effet indirect positif du programme micro-assurance du PAM, environ 8 000 producteurs dans les zones de l'intervention conjointe PAM/CNAAS (producteurs plus aisés, souvent à caractère entrepreneurial, et ne bénéficiant pas de l'FFA) s'assurent individuellement, et sur une base autonome, dans les zones d'intervention du PAM des régions du Centre du pays (« effet tache d'huile »).

25. Le gouvernement soutient les micro-assurances agricoles avec des dispositifs de subvention au titre de la protection sociale, et envisage un élargissement de cette enveloppe de subvention (solution envisagée par la SNPS³⁸). Le GdS considère simultanément micro-assurance et BCV comme des mécanismes pertinents de couverture des risques agricoles. Le Tableau 36 ci-dessous fournit l'ordre de grandeur actuel du nombre de producteurs assurés avec l'aide du PAM par le paiement d'une « assurance par le travail » (paiement par les FFA du PAM, 24 000 producteurs en 2021). Il fournit aussi, à titre de comparaison, le nombre d'agriculteurs s'assurant par des primes payées comptant (paiement sur ressources propres, environ 390 000 producteurs, en général à caractère entrepreneurial).

³⁵ L'indice satellite n'indemnise que les pires années tous les 5 ans, et ne couvre pas les mauvaises années. Il ne capture pas les pauses pluviométriques. C'est un indice qui dans le passé a créé des tensions entre les assurés et la CNAAS car il n'avait pas déclenché d'indemnisation en 2015, réputée une mauvaise année, alors qu'il avait déclenché en 2017, à la surprise des communautés car il s'agissait d'une relativement bonne année du point de vue de la production agricole.

³⁶ Abandonner l'indice satellitaire est un grand chantier car il n'y a pas actuellement suffisamment de pluviomètres automatiques dans les zones d'intervention du PAM. Le maillage n'est donc pas suffisamment important pour abandonner les satellites. Si on y ajoute, en plus, les coûts élevés des pluviomètres et de leur entretien, etc. on prend la mesure du changement d'approche dont il s'agit et de ses conséquences organisationnelles, financières, de communication, etc.

³⁷ Ceci n'exclut pas de renforcer les autres modèles de distribution, particulièrement à travers les Institutions Financières pour ces ménages qui auraient acquis un certain niveau de revenus et qui seraient organisés en faitières bien structurées.

³⁸ Revue annuelle de la Protection sociale, édition 2022.

Tableau 36 : Indicateurs sur l'affiliation des agriculteurs, au niveau national, à un mécanisme de couverture des risques agricoles

Indicateurs	Structure responsable	Réalisation				Cible 2021	Taux de réalisation en 2021	Ecart 2021 et 2020
		2018	2019	2020	2021			
Montant de la cotisation de l'État à la mutuelle panafricaine de gestion des risques (en millions FCFA)	MFB, CSA, DPC	1 800	1 800	1 800	ND	ND	NA	NA
Nombre d'agriculteurs vulnérables couverts à travers le mécanisme « assurance par le travail »	CNAAS	8977	9088	12 317	23 801	20 000	119,01%	11 484
Nombre d'agriculteurs assuré à travers le paiement de la prime cash	CNAAS	134 781	188 317	274 393	389 693	400 000	97%	115 300
Nombre d'agriculteurs affiliés à une banque céréalière	(MAER / PAM)	57 000	57 000	47 000	ND	ND	NA	NA

Source : SNPS. Revue annuelle de la protection sociale. Édition 2022.

5. RAPPEL ET ANALYSE SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT LA POLITIQUE DU PAM DE PROTECTION DES PERSONNES (SECTION 2.2.2)

26. Approuvée par le Conseil d'administration en 2012, la première politique du PAM en matière de protection humanitaire visait à intégrer la protection dans l'action menée par l'organisation dans les situations de conflit et lors des interventions en cas de catastrophe afin d'améliorer l'impact de l'assistance alimentaire sur les personnes dont les droits étaient menacés par des attaques et des mauvais traitements. Au cours de la mise en œuvre de la politique, le PAM s'est rendu compte qu'il était important d'appliquer le cadre relatif aux droits de l'homme et à la protection au-delà de l'intervention humanitaire. Il a également reconnu qu'il lui revenait de déterminer les risques liés à la protection et de prendre toutes les mesures nécessaires pour les atténuer pendant ses interventions. Dans la nouvelle politique, le PAM estime qu'il doit prévenir et traiter les risques sur le plan de la protection associés à la faim et à ses programmes, quel que soit le contexte, et faire en sorte d'obtenir des résultats satisfaisants en matière de protection pour les populations touchées. En conséquence, le PAM entend intégrer plus efficacement les questions relatives à la protection dans la responsabilité qui lui incombe à l'égard des populations touchées.

27. Dans le cadre du PSPI et du PSP Sénégal de 2018 à 2023, d'après les entretiens et les observations de l'EE, ce cadre de politique générale a été mis en œuvre et respecté. Les différentes interventions du PSP contribuent à la mise en œuvre de cette politique de protection de toutes les catégories de populations les plus vulnérables. Pour que la mise en œuvre de la politique soit efficace, il est nécessaire de disposer de ressources financières suffisantes au niveau institutionnel, régional et national. Le PSPI et le PSP ont dans la mesure du possible mis en œuvre ces politiques dans le cadre de toutes leurs actions, sans toujours disposer de moyens ou de ressources propres par exemple pour les programmes visant les personnes handicapées : il n'y a d'ailleurs pas encore de plan spécifiquement destiné aux personnes en situation de handicap, aux victimes de violences physiques ou psychologiques, aux ménages ayant une femme à leur tête ou autres catégories vulnérables définies dans la politique nationale de protection sociale ou les filets sociaux.

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

Tél.: +39 06 65131 wfp.org/independent-evaluation